Septembre
2011

PCmF

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LE DRAPEAU ROUGE



Elargir et organiser la résistance !

La mondialisation s'est accélérée de façon considérable. Le capital financier a pénétré tous les secteurs de l'économie, y compris l'économie informelle. La concurrence entre monopoles et le rapport de plus en plus inégal entre ce que rapporte le travail et ce que rapporte la finance conduit le capital financier à restructurer son appareil de production, entraînant la destruction massive d'emplois, les délocalisations.

Qui va payer la crise capitaliste ?

La crise éclate, alors les Etats capitalistes viennent au secours du capital financier en prélevant de plus en plus d'impôts et taxes. La crise est celle du système, car la production est loin de satisfaire les besoins minimum d'une majorité de la population, et mêmes les besoins vitaux de centaines de millions d'hommes et de femmes à travers le monde.

L'Etat capitaliste détruit ou diminue les prestations sociales, démantèle, privatise les services publics. Pour juguler les protestations et les révoltes, ils promulguent des lois fascisantes, développent une politique de répression de plus en plus brutale, reprenant les thèses du Front National. Nous sommes dans une période intermédiaire entre démocratie bourgeoisie et fascisme déclaré, une période où le fascisme se

met en place, se construit, se développe dans tous les pays d'Europe en prenant des formes différentes. Ce processus de fascisation se structure sur le plan économique, politique, idéologique. C'est un processus qui est renforcé par la conciliation des grosses centrales syndicales (les fameux «partenaires sociaux») et la mise au pas forcée des travailleurs au service du Capital. Nous nommons ce processus fascisme moderne (voir article p.50).

Concurrence inter-capitaliste

Les impérialistes se battent pour l'exploitation des matières premières stratégiques et des ressources naturelles des pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et du centre, d'Asie du Sud. Ainsi, les agro-industriels accaparent les terres arables en même temps que se produit la spéculation sur les denrées alimentaires, utilisent des terres agricoles pour produire du carburant «écologique», provoquant famines et émeutes de la faim. En Afrique, les impérialistes ont mis en place des gouvernements à leur solde, des «chiens de garde» qu'ils renversent, assassinent quand ceux-ci ne défendent plus leurs intérêts. Cela provoque des guerres civiles qui déciment les populations, des massacres de populations civiles, des conflits ethniques dirigés par des «seigneurs de la guerre», armés chacun par leurs protecteurs impérialistes. C'est la poursuite de la politique coloniale sous une autre forme que nous nommons le «colonialisme moderne», que d'autres appellent le néo-colonialisme.

MAIS OU IL Y A EXPLOITATION ET OPPRESSION Il Y A RESISTANCE !

Les luttes pour le travail

Toutes les manœuvres de la bourgeoisie ne peuvent empêcher le durcissement de la lutte des classes. Les réformistes conciliateurs sont utilisés comme pare-feux par la bourgeoisie.

Les grèves et luttes se multiplient contre les mesures de rigueur prises par le gouvernement - rigueur qui signifie en réalité faire payer aux travailleurs les «déficits» des banques et autres coûts des restructurations. De puissantes grèves grandissent en quantité, en qualité. Les grèves catégorielles cèdent la place à des grèves élargies à d'autres catégories. Des grèves contre les licenciements se sont multipliées, des syndicalistes ont su regrouper dans un front uni l'ensemble des travailleurs, syndiqués et non-syndiqués, comme à Continental où ils ont formé un comité de lutte, établi une coordination avec les ouvriers de Goodyear, de Molex, de Total Dunkerque. Ces luttes ont été dirigées par des délégués combattifs, souvent CGT, mais aussi FO (Teleperformances), CFDT, CFTC, Solidaires, etc. Ils ont été abandonnés ou attaqués par les Confédérations.

La grande grève contre la «réforme» des retraites suivie par deux millions de personnes durant deux mois a été freinée, pour ne pas dire liquidée, par les directions confédérales CGT et CFDT qui, en prétextant que l'on ne décrète pas une grève générale, n'ont pas voulu préparer idéologiquement les masses pour déclencher le blocage de l'économie, comme les ouvriers l'avaient fait en 1936 ou 1968. Les centrales ont épuisé les grévistes par des manifestations répétées qui coûtent cher et démoralisent les travailleurs par leur inefficacité. Le résultat est que le gouvernement et le patronat n'ont pas reculé, que la réforme est passée. Le gouvernement a alors poursuivi son offensive et a renforcé la répression contre les jeunes, les délégués syndicaux.

Pourtant, les ouvriers des raffineries avaient ouvert la voie en bloquant la production et le transport du carburant. Un vaste mouvement de soutien s'était mis en place où les piquets de grève étaient mixtes (ouvriers de la raffinerie, mais aussi soutiens extérieurs - ouvriers d'autres usines, étudiants, professeurs, etc. Ceci montre qu'il est possible de préparer le blocage de l'économie en s'organisant par entreprise, zone d'activité, ville, département, région et dans le pays tout entier.

Les révoltes, les forts mouvements de masses comme celui contre la réforme des retraites sont freinés, encadrés, voire sabotés par les réformistes qui préparent les élections présidentielles, proposant des réformes qui ne peuvent régler la situation de crise du système capitaliste agonisant. Au lieu de mener la lutte pour l'achever, ils veulent le sauver en le rendant «humain», proposant de l'améliorer au travers d'une police de proximité, de multiples associations chargées de canaliser la révolte, de l'éteindre («AC Le Feu»).

Les luttes pour le logement

Au milieu de la paupérisation généralisée et de la précarité grandissante des couches populaires, les mal-logés sont jetés à la rue, des milliers sont expulsés, rejoignant les trop nombreux sans logements. Lorsqu'ils résistent, comme à la Courneuve, la municipalité tente de monter la population contre les expulsés. N'y parvenant pas, elle demande à la préfecture l'intervention de la police, relayée par «La Plaine Commune» regroupant 8 communes (4 PC, 2 PS, 1 Verts, 1 Divers droite). Les sans-logis font front pour être relogés. Une coordination s'établit entre ceux des Sorins et de Los Angeles à Montreuil, de La Courneuve, du foyer-taudis à Epinay. Ce mouvement peut s'étendre sur le département où il y a 50 000 logements vides, sur l'Ile de France, sur la France entière (2, 1 millions de logements vides). Il est possible de déclencher des occupations massives, appliquer la loi de réquisition «populaire» puisque l'Etat et les préfectures ne veulent pas l'appliquer.

Les luttes contre l'impérialisme

Dans le monde entier la colère gronde, les peuples se lèvent contre la dictature du capital. Le fantastique soulèvement des masses arabes a «dégagé» les «chiens de garde de l'impérialisme». C'est le premier pas de la lutte du peuple pour son émancipation. La bourgeoisie compradore et bureaucratique n'a pas renoncé à exploiter et opprimer le peuple, appuyée par les impérialistes qui manoeuvrent en coulisse, ou interviennent militairement comme en Lybie. Au Maroc, le roi tente d'amadouer le peuple tout en réprimant. A Bahreïn, ce sont les «chiens de garde» de l'Arabie Saoudite et des émirats qui sont intervenus, au Yémen la lutte se poursuit ainsi qu'en Syrie où le régime fasciste tire sur les millions de manifestants (plus de 1500 morts), et ainsi de suite dans de nombreux pays en Afrique. En Asie se déroulent plusieurs guerres populaires dirigées par des partis maoïstes comme en Inde, au Philippines. Au Bengladesh et au Bhoutan la guerre populaire

se prépare. Au Népal, l'abandon de la guerre populaire et le passage à la lutte parlementaire ont montré l'impossibilité d'établir pacifiquement la démocratie nouvelle, première étape de la construction du socialisme. La guerre populaire se poursuit au Pérou.

La faillite capitaliste

En Espagne, la surproduction de l'immobilier, la hausse vertigineuse du chômage, a provoqué une profonde crise. Un mouvement populaire de contestation sans précédent s'y déroule, connu sous le nom des «indignés». Il regroupe des jeunes, des chômeurs, des retraités, des sans-abris, des étudiants, des fonctionnaires menacés. Ce mouvement se veut pacifique, ce qui n'empêche pas la garde civile de triste mémoire de matraquer ou d'arroser les manifestants avec des gaz lacrymogènes.

En Chine, les grèves, manifestations se comptent par dizaines de milliers, à la campagne ou dans les villes, contre les expulsions des pauvres, pour faire place aux spéculateurs, aux parvenus milliardaires issus des sphères du pouvoir ou enrichis par la politique de restauration capitaliste mise en route par Deng Xiaoping.

La bourgeoisie ne parvient plus à dominer le développement anarchique de la production, même en ralliant à son panache les renégats du communisme, les sociaux-démocrates. Elle dresse contre elle les couches populaires et même les classes moyennes qui voient leurs «privilèges» réduire comme peau de chagrin ; même les petits patrons, voire les bourgeois «éclairés», sentent que cette situation ne peut durer éternellement.

Ils ont cru pouvoir faire croire à «la fin de l'histoire», à la fin de la lutte des classes en profitant de la liquidation du socialisme dans les pays où il s'édifiait, masquant les aspects positifs et ne montrant que les aspects négatifs, mettant sur le même plan Hitler et Staline, attaquant Mao, mais cachant toutes les manoeuvres menées contre la révolution prolétarienne, contre les mouvements de libération nationale au cours des guerres coloniales menées depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui.

Malgré les moyens dont ils disposent et l'appui les conciliateurs au sein de la classe ouvrière et des «chiens de garde» qu'ils entretiennent dans les pays dominés, ils ont peur de la révolte généralisée. C'est pourquoi ils édifient une forme moderne de fascisme, au nom de la sécurité, de l'identité nationale, visant à désigner les immigrés, c'est-à-dire les classes pauvres et tous ceux qui contestent ce système, comme responsables de la faillite du système. Dresser une partie de la population l'une contre l'autre n'est pas une tactique nouvelle de la bourgeoisie, c'est la simple mise en application du principe de Machiavel «Diviser pour mieux régner».



Les partis d'extrême droite se donnent des airs démocratiques pour tromper les masses, tandis que fleurissent les groupuscules fascistes et néo-nazis de plus en plus belliqueux, prêts à agir comme bandes armées du capital.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la lutte de classes se poursuit. Peu à peu, la prise de conscience que le système doit être balayé par la Révolution pénètre les esprits. Peu à peu se fait jour l'idée qu'on ne peut plus compter sur les élections, que les partis de gauche et ceux de l'extrême gauche officielle ne représentent plus la révolution. Ils sont partie prenante du système. Ils constituent une barrière qu'il faut écarter pour avancer.

La décantation s'opère peu à peu au sein des partis, syndicats et associations entre la masse des militants honnêtes, qui ne luttent pas pour une promotion, une place, un strapontin au parlement mais pour changer la société, et les directions. Peu à peu apparait la nécessité d'une centralisation des forces contre la dispersion, l'effritement ou la disparition des structures sitôt une lutte terminée.

Stratégie révolutionnaire et Front unitaire de lutte

Il est possible de se révolter, mais sans stratégie révolutionnaire, la révolte est récupérée par des forces réformistes ou broyée par la réaction, les fascistes. C'est les leçons des révoltes ou des mouvements de libération nationale, dirigés par des réformistes petits bourgeois. Ceux qui ont pu renverser le système sont ceux qui étaient dirigés par un parti communiste.

Le Parti n'est pas suffisant car il ne regroupe qu'une minorité qui n'a qu'une seule chose de plus que les autres prolétaires. Il a *«théoriquement, sur le reste du prolétariat, l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. [...]*

Les propositions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateurs du monde.

Elles ne sont que l'expression globale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique évoluant lui-même sous nos yeux.»
(*Manifeste du Parti Communiste - II - Prolétaires et Communistes*, Karl Marx et Friedrich Engels, 1848)

Il doit impulser, soutenir la formation d'organisations indépendantes regroupant les travailleurs et les couches populaires, et aider à ce qu'elles se regroupent dans un Front Révolutionnaire Anticapitaliste/ Antifasciste et Populaire pour sortir du bourbier dans lequel l'ont plongé les révisionnistes, les réformistes de tout poil.

Tout en s'appuyant sur les aspects positifs du mouvement communiste et ouvrier. Le Parti indique le but, éclaire la

voie, mais il ne doit jamais oublier que «ce sont les masses qui font l'histoire», que ce sont-elles qui doivent briser l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, instaurer celui du prolétariat pour instaurer le plus rapidement possible le communisme au niveau international.

«Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par la révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit par ma violence l'ancien régime de production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe.» (*Ibid.*)

La révolution est possible par le développement continu des luttes pacifiques et non-pacifiques, légales et légitimes, défensives et offensives, en se dotant d'une organisation adéquate pour combattre la contre-révolution au cours d'une lutte populaire prolongée jusqu'à la prise du pouvoir car «sans le pouvoir tout est illusion». Et il ne tombera pas tout seul. ✪

Vive le 10ème anniversaire du PC maoïste de France !

Ce numéro du Drapeau Rouge est spécial car il célèbre les 10 ans de la création du Parti. Nous republions donc ici une sélection d'articles tirés du Drapeau Rouge de septembre 2001 à aujourd'hui. Bonne lecture !

Les origines

Notre parti a ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier et communiste international, nous assumons l'histoire du PCF, ses acquis.

Dans les années 60, le révisionnisme moderne khrouchtchévien provoqua la scission du Mouvement Communiste International qui se reconstruisit autour du Parti Communiste Chinois et du Parti du Travail d'Albanie (PTA) et des partis marxistes-léninistes. En France, il s'agissait du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (PCMLF) et d'une organisation maoïste, la Gauche Prolétarienne (GP).

A la mort de Mao Zedong, le révisionnisme moderne s'empara du pouvoir. Le PTA s'opposa alors à la théorie des trois mondes[1] qui devient la ligne de démarcation entre les révisionnistes et les marxistes-léninistes, qui se regroupèrent de nouveau. En France, l'ORPCF et l'OCP-Cause du Peuple se regroupèrent sur cette base. Fort de son prestige, Enver Hoxha attaqua Mao Zedong dans Réflexions sur la Chine. Le Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), issu de l'ORPCF, suivit le PTA, seul Parti communiste au pouvoir ; l'Albanie est alors considérée comme le «phare du socialisme». Mais le voile allait se déchirer par la reprise de la guerre populaire au Pérou, puis, en 1984, par la constitution du Mouvement Révolutionnaire Internationaliste regroupant des partis et organisations maoïstes. Seul le Parti Communiste du Pérou affirma le maoïsme comme troisième étape du marxisme. Les autres partis du MRI ne reconnaitront le maoïsme en tant que troisième étape qu'au début des années 90.

Dans le programme du PCOF, établi lors du 1er Congrès en 1979, il y avait quelques ambiguïtés : instauration d'un pouvoir populaire avec le PCF s'il était affaibli, défense des frontières par la petite bourgeoisie. Mais le dynamisme du PCOF de l'époque et l'appui du PTA et des principaux partis étant restés «marxistes-léninistes» firent que les quelques éléments qui allaient former la future organisation maoïste n'en prirent conscience qu'à la mort d'Enver Hoxha, sur la base de la pratique du PCOF. En effet, lors de son 2ème Congrès, celui-ci liquida les organisations qu'il avait généré, à savoir l'UJFAI (organisation de la jeunesse), l'Opposition Syndicale Révolutionnaire (OSR), l'URPFG (Union de Résistance Populaire contre le Fascisme et la Guerre). Le soutien aux accords de Matignon de Michel Rocard sur la Kanaky ne fit que rajouter au désarroi. La coupe était pleine.

Les premiers pas

Quelques éléments sortirent du PCOF. Le processus pour la reconstruction du Parti commença en 1988.

La lutte pour sa reconstitution se poursuivit par la création de l'AARPPF (Association d'Amitié avec la République Populaire du Pérou en Formation) en 1990, après que quelques militants issus du PCMLF et de la GP aient pris contact avec le Comité SOL-PEROU dès 1988 après avoir quitté le PCOF pro-albanais.

Après la liquidation du Comité SOL-PEROU, nous avons dénoncé les liquidateurs péruviens qui s'opposaient à la poursuite de la guerre populaire et avons poursuivi notre route. Un opportuniste dans nos rangs tenta de substituer à l'organisation (au parti en formation) le mouvement de masse (Mouvement Révolutionnaire des Luttes Populaires) et sur le plan de la lutte anti-impérialiste, il mit en avant le soutien aux islamistes algériens. Nous avons rompu et avons créé l'ARCF (Association Révolutionnaire des Communistes de France) qui n'a publié qu'un seul numéro de La Cause de l'Humanité, en référence à La Cause du Peuple, organe de la Gauche Prolétarienne, et à L'Humanité Rouge du PCMLF. En 1994, l'ARCF devient l'ORPCF (Organisation pour la Reconstitution du Parti Communiste de France). L'ORPCF publie Le Drapeau Rouge le 18 mars 1996, 125ème anniversaire de la Commune de Paris, puis un journal sur les luttes internationale, L'Internationale.

La création du Parti

La décision de créer le Parti Communiste maoïste de France a été prise en Juillet 2001, entérinée en Septembre de la même année. En septembre 2001, nait le PCF(maoïste) aujourd'hui PCmF (Parti Communiste maoïste de France).

★ Le Parti a entrepris un travail de décantation théorique considérable à travers son Journal.

★ Le Parti se forme, grandit en théorie et en pratique en lien avec la lutte des masses.

★ Sa création est le fruit d'une longue lutte, tant théorique que pratique, d'une rectification des positions erronées dans le passé, tant théorique que pratique, d'un ajustement continuel de la théorie à la pratique et vice versa. La création du Parti relève de la volonté inflexible d'un groupe restreint de construire les instruments de la révolution : le Parti, le Front Uni Révolutionnaire du Peuple, l'Organisation de Résistance capable de renverser l'Etat bourgeois.

Un bilan de ses activités sera publié ultérieurement. ✪

1. Selon la théorie des trois mondes, les deux superpuissances (USA et URSS) étaient les ennemis principaux à l'échelle mondiale ; les pays impérialistes occidentaux et le Japon représentaient le deuxième monde qui faisait partie du front uni international contre les superpuissances avec les peuples et pays opprimés du troisième monde, qui représentaient la force révolutionnaire la plus fiable. Cette théorie efface le caractère réactionnaire des régimes impérialistes occidentaux et de certains Etats soi-disant «anti-impérialistes», comme l'Iran ou la Libye par exemple.

Nouvelles publications

★ Petit manuel anticolonial 10 €
★ La construction du socialisme - Intro à l'économie politique 12 €
★ Maoist Road - la Voie maoïste - revue internationale - 5 €

Passez commande à drapeaurouge@yahoo.fr

Nous n'avons pas publié dans ce journal nos communiqués sur la Côte d'Ivoire, la Tunisie, l'Egypte, la Syrie, et sur les autres pays secoués par les soulèvements populaires. Vous les retrouverez sur notre blog :

drapeaurouge.over-blog.com

Raymond, un ouvrier maoïste

Cette année, Raymond a eu 80 ans. Il est né en 1931. Fils d'ouvrier, il a vécu enfant les grandes grèves de 1936, accompagnant son père dans les manifestations dans sa ville d'Aubervilliers où de nombreuses usines étaient occupées, où la musique des bals populaires retentissait dans les rues.

Puis vint la guerre. Son père fut fait prisonnier et contracta une maladie grave. Avant qu'il ne soit libéré en sanitaire, sa mère dut assumer seule les besoins de ses deux enfants, Raymond et sa soeur, son ainée. Il travailla dès quatorze ans chez Hourdelais, une fabrique de carton à Aubervilliers, puis dans une autre usine, la CPME. Ce fut ensuite le service militaire en Algérie en 1951, avant le déclenchement de la guerre de libération nationale.

De retour, il retourna chez Hourdelais, puis de nouveau à la CPME, usine d'usinage de pièces en acier, puis à la Villette comme fort de la Halle, portant sur ses épaules des pièces de boeuf de plus de 100 kilos. Pour finir, il devint ouvrier communal, faisant successivement les métiers les plus durs : cantonnier et éboueur, à l'époque où les poubelles étaient en fer (comme il raconte : «L'hiver, c'était très dur, avec les cendres des poêles.»), puis paveur, encore un travail exténuant surtout pour les reins, fossoyeur à l'époque où les sépultures étaient creusées à la pioche («En hiver, c'était très dur à cause du sol gelé.»), puis égoutier, un métier malsain. Raymond a pris sa retraite et n'a quitté sa ville d'Aubervilliers qu'au bout de quinze ans pour une maison de retraite dans le centre de la France.

Sur le plan politique, à la sortie de la guerre, il est rentré au JRF (Jeunesse Républicaine de France) dirigée par le PCF. Comme ouvrier municipal, il adhère à la CGT, mais conteste déjà l'attitude de certains délégués ; il est viré comme un malpropre, comme cela se faisait avec les contestataires. En 1968, il fait grève avec ses camarades, lutte contre la répression. Il rencontre d'autres ouvriers organisés dans un groupe marxiste-léniniste, Prolétaire Ligne Rouge (PLR). En 1979, au retour d'Albanie, il rejoint le PCOF et fait partie de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire (OSR). Il quittera le PCOF en 1997 pour rejoindre l'ORPCF.



Raymond sera un des fondateurs du Parti Communiste maoïste de France (PCmF). Il a toujours été ferme et déterminé, dévoué au Parti, apportant ses remarques et critiques judicieuses tant sur les articles que sur les activités. Il était présent dans toutes les manifestations. Tout le monde le connaissait sur la région parisienne, le respectait, lui le militant indestructible. Aujourd'hui encore, il reste en liaison avec le Parti, lit ses publications, faits remarques et commentaires. Une fois par an nous sommes heureux de le rencontrer dans sa retraite. Raymond est un communiste que le Parti n'oublie pas. Pour l'anniversaire des 10 ans du Parti il est présent dans notre esprit et notre coeur. Qu'il vive encore de nombreuses pour voir le Parti et le Front grandir.

Que tous ceux qui l'ont connu, nous envoie un petit mot d'amitié, que nous lui transmettrons. Il sera heureux de les recevoir. ✪

Le principal et le secondaire

septembre 2001

Dans toute chose, tout mouvement, toute analyse etc., il y a un aspect principal et un aspect secondaire. L'aspect principal à un moment donné peut devenir secondaire et vice versa, le phénomène se reproduisant à l'infini. Dans notre politique, il faut analyser ce qui est principal à un moment donné et ce qui est secondaire. Ce moment est plus ou moins étalé dans le temps. Ne pas procéder à cette analyse, c'est conduire la révolution à l'aveuglette, c'est s'embarquer et embarquer les autres sur une mauvaise route, c'est aller à l'échec, semer la confusion, piétiner dans le marais de l'opportunisme et y maintenir les autres, au lieu d'indiquer la bonne route, dissiper le brouillard, s'y engager soi-même et y engager les autres.

Nous allons examiner quelques questions qui nous divisent encore, soit par incompréhension, soit par mauvaise foi. Chacun pourra y réfléchir tranquillement à moins que cela ne le trouble, qu'il veuille se maintenir dans son erreur, ou que l'orgueil l'emporte sur le raisonnement qui conduit à reconnaître son erreur.

QUELLES SONT LES QUESTIONS PRINCIPALES A RESOUDRE SUR LE PLAN THEORIQUE ?

Le programme maximum

Celui-ci doit être simple, tout en partant d'une analyse sinon fouillée au moins sérieuse de la situation actuelle et des tâches de la révolution dans un pays capitaliste développé et en Europe d'une façon générale. Un programme socialiste permettant d'intégrer la majorité de la population à la perspective.

Le processus de regroupement concentrique du Parti

Dans la première phase d'édification du Parti, le développement concentrique a pour objectif la construction d'organisations de masses sur la base de l'Unité révolutionnaire, sur les lieux de travail (Front Unique), sur les quartiers (Comités d'Unité Populaire), au sein de la jeunesse, à l'Université, etc. Le Parti en formation ne doit pas avoir peur des masses, mais appuyer toutes initiatives justes tout en aidant les organismes de masses unitaires à se former sur la base de l'adhésion individuelle. La différence entre ces organismes et ceux déjà constitués est que le parti les conçoit comme ont été conçus les soviets (conseils). Ils sont le creuset où doit se construire l'Unité. Mais nous ne sommes pas des utopistes, nous savons que ces organismes seront un lieu où s'affronteront les idées, entre la conception réformiste des luttes et la conception révolutionnaire, entre l'objectif du prolétariat révolutionnaire et le mouvement réformiste. Pour que le point de vue révolutionnaire l'emporte, il faut que le Parti Communiste se renforce, qu'il gagne les ouvriers avancés sur les lieux de travail et dans les quartiers, qu'il gagne les étudiants et intellectuels révolutionnaires qui sont prêts à servir le peuple à l'Université.

Aujourd'hui, le parti embryonnaire est composé pour moitié d'ouvriers. Bien que la classe ouvrière au sein du prolétariat soit de 75 %, que le prolétariat ne représente que 40 % de la population active et bien que la petite bourgeoisie salariée (employés) représente 30 % de la population, il paraît important que la classe ouvrière à tous les niveaux du parti et des organisations de masses soit représentée au moins à 50 %.

Certains diront que ce n'est pas démocratique. Comme Lénine, nous ne sommes pas pour la démocratie formelle, nous sommes pour une démocratie avec un caractère de classe. D'ailleurs, c'est ce que fait la bourgeoisie : elle est pour sa suprématie dans la démocratie, elle est pour la démocratie bourgeoise. Nous sommes pour l'hégémonie du prolétariat dans notre révolution, pas seulement en tant qu'idéologie qui est la pierre d'angle de notre édifice, mais aussi dans sa représentation physique de classe, basée bien sûr sur notre idéologie. Pour la pérennité de notre ligne, de nos objectifs, la garantie la plus sûre est que ce soit la classe ouvrière consciente qui ait un poids de plus en plus grand dans le parti et dans les organismes générés. L'analyse de classe indispensable pour délimiter les deux camps (le nôtre et celui de l'ennemi) ne doit pas être seulement un alignement de chiffres utiles pour l'analyse, une statistique comptable, mais doit s'appuyer sur les justes revendications non seulement de la classe ouvrière et des différentes couches du peuple, mais aussi une analyse qui doit prendre en compte les contradictions au sein du camp ennemi, pour isoler son aile la plus réactionnaire. Il ne s'agit pas pour autant de proposer un programme réformiste ou populiste, mais utiliser les contradictions dans la perspective de la révolution prolétarienne, en accordant quelques concessions temporaires à ceux qui nous auront aidé, à ceux qui auront adopté, même par prudence ou par peur, un minimum de neutralité dans la formidable bataille que nous avons à mener contre la bourgeoisie. Celui qui ne sait pas ou ne veut pas jouer, sur telle ou telle contradiction, n'est pas révolutionnaire, n'a rien compris au marxisme, au léninisme, au maoïsme.

Le renforcement du camp maoïste en Europe

La nouvelle vague révolutionnaire maoïste d'une part, et les preuves théoriques de la justesse de notre point de vue dans la pratique (développement de la guerre populaire au Pérou, au Népal), l'écroulement des partis révisionnistes, le manque de perspectives révolutionnaires et prolétarienne des courants d'extrême gauche (principalement trotskistes), la montée d'un mouvement de résistance et de mécontentement dans toutes les couches de la population en opposition à la politique de restructuration mondiale, la radicalisation de groupes contestataires coupés des masses et allant même contre leur sentiment dans la forme des actions (sans faire de différenciation entre grands et petits bourgeois), ciblage incompris

par les masses, la fascisation de tous les Etats, tout ceci pose avec urgence la question du renforcement des partis et organisations maoïstes d'Europe, leur coordination pour s'opposer aux bourgeoisies européennes qui ont décidé de poursuivre leur collaboration étroite pour engranger le maximum de profits. Les moyens qu'ils ont mis en œuvre sont multiples : système coordonné des polices (exemple : la coopération franco-espagnole contre l'ETA et des forces armées européennes dans les Balkans), mise en place de l'Euro, élargissement de l'Europe aux ex-pays socialistes et même à l'Etat fasciste turc gendarme du Moyen-Orient avec Israël, etc. Face à la stratégie globale des impérialistes européens, des réformistes, révisionnistes et opportunistes des différents pays nous devrons non seulement coordonner nos activités politiques mais aussi créer à l'instar de nos ennemis nos propres instances révolutionnaires au niveau continental pour nous opposer résolument à la bourgeoisie des pays impérialistes d'Europe.

Nous devrons prendre en compte l'ensemble des pays d'Europe, y compris la Russie, prendre en compte les revendications nationales, celles des communautés immigrées, etc., en les reliant à la lutte pour le socialisme.
De la guerre populaire dans les pays impérialistes

Comme on dit, on ne peut pas mettre la charrue avant les bœufs. Pour faire la révolution et la mener à son terme, la prise du pouvoir, le renversement de la bourgeoisie, la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et son remplacement par celui du prolétariat, nécessite une idéologie, le maoïsme.

Les trois instruments de la révolution

Nous avons besoin de 3 instruments :

- ★ Le Parti
- ★ Le Front Uni
- ★ L'Armée Populaire

La construction concentrique du Parti suppose que le Parti, qui dirige le Front et l'Armée Populaire, soit créé le premier. En ce qui concerne le Parti Communiste de France (Maoïste), nous sommes dans la première phase de la formation du parti, phase qui a été précédée d'un long travail de clarification idéologique, de lutte pour l'Unité, d'agitation, propagande, de diffusion des classiques parmi les masses et de participation plus ou moins importante à tel ou tel mouvement, etc.

Nous passons à la seconde étape, la construction d'organismes générés.

Reste la question de l'Armée Populaire. Il paraît évident, mais faut-il encore le dire et le répéter, qu'au Pérou, au Népal, le Parti s'est édifié dans la guerre populaire. C'est même par la guerre populaire que le parti a pu consolider les organisations de masses, élargir et consolider le front uni. D'une certaine façon le front est né de la guerre populaire.

Pouvons-nous, une fois la formation suffisante du Parti, déclencher la guerre populaire et de là renforcer le front ?

Premièrement il faut savoir que c'est après un long travail d'implantation dans les masses, que le Parti au Pérou a pu, après une lutte de ligne intense et grâce à une analyse politique clairvoyante, trouver le moment propice à ce déclenchement.

Le Parti a pu, avec une cinquantaine de membres et après cette préparation préalable qui a duré 15 ans, commencer la guerre populaire.

Le Parti Communiste du Népal n'a pu commencer la guerre populaire seulement lorsque les masses ont pu être convaincues que la voie parlementaire menait à un impasse, cela malgré la collaboration importante des révisionnistes locaux (dits marxistes-léninistes). Ce n'est qu'un an après qu'ils furent chassés du pouvoir (en 1995) que la guerre populaire a pu commencer (en 1996). La guerre populaire dans les pays opprimés est principalement une guerre de paysans, de type nouveau, dirigée par le Parti Communiste et son idéologie prolétarienne. Le parti peut donc se construire dans des zones rurales, s'y implanter, créer des bases d'appui, puis des zones libérées où s'exerce le nouveau pouvoir populaire avant la prise du pouvoir, la démocratie nouvelle. L'encerclement des villes par les campagnes aboutissant à l'insurrection dans celles-ci, insurrection aujourd'hui qui se prépare dans les villes aussi, par des actions armées, des grèves (comme celles des étudiants maoïstes à Katmandou même, etc.).

Dans les pays développés, il va de soi qu'il ne peut y avoir d'encerclement des villes par les campagnes, pour la simple raison que 90 % de la population vit dans les villes, ce qui ne veut pas dire qu'il ne puisse y avoir des actions à la campagne, mais qu'elles ont auront un caractère secondaire.

C'est donc dans les entreprises industrielles et commerciales principalement que vont se recruter les futurs membres de la future armée populaire, là et dans les quartiers populaires. Pour commencer, il faut donc faire un travail de préparation pour renforcer le Parti qui commande au fusil et aider les masses à s'organiser dans les organisations générées par le parti, sachant qu'au début, cela passera dans certains cas par la lutte au sein même des organisations de masses existantes, ce qui n'est pas contradictoire. On peut très bien diriger une grève en étant à la tête d'une section CGT, syndicat que nous considérons historiquement comme ayant rassemblé les meilleurs éléments de la classe ouvrière, et se battre pour le front unique ouvrier et des conseils rassemblant des éléments combatifs de divers syndicats, des non-syndiqués.

Dans les quartiers, il est possible de créer des bases d'appui. Ce mot appui est clair, il s'agit d'implanter le parti et de rassembler dans les comités populaires tous les éléments qui sont contre le système, qui en subissent les effets, tous ceux qui ne se reconnaissent pas ni dans la droite, ni dans gauche plurielle, qui ne croient plus à leur baratin, les laissés pour compte du système. Aujourd'hui c'est la lutte du chacun pour soi, alors on défend la bande de son quartier, contre l'autre d'à côté, ce qui arrange les affaires de la bourgeoisie. Pendant qu'on se bat entre nous, ils sont tranquilles. Autre exemple la violence, qui est due aux conditions de vie que crée le système, explose sans objectif. Elle ne vise pas

l'ennemi de classe mais le voisin qui appartient au même milieu, qui a lui aussi des difficultés, aussi prend-il la rage contre les jeunes. La bourgeoisie se frotte les mains, elle verse de l'huile sur le feu pour dresser les masses les unes contre les autres. C'est une espèce de guerre de basse intensité à effets limités. La xénophobie se développe. Le lumpenprolétariat pousse sur fond de misère et une minorité plonge dans la délinquance, ce qui alimente les campagnes sécuritaires de tous bords, ce qui renforce la fascisation dans les quartiers. La police réactionnaire finit par commettre une bavure et alors la population précédemment divisée se resserre autour des victimes et réclame justice, comme quoi l'esprit de classe, de solidarité est toujours vivant.

Les réformistes et révisionnistes pleurent dans ces cas-là des larmes de crocodiles. Ils sont au gouvernement et ils gèrent les affaires de la bourgeoisie, ce sont eux qui organisent la répression pour la bourgeoisie, ce sont eux qui renforcent la fascisation du système, ce sont eux qui renforcent la police, c'est à dire un des appareils de répression qu'utilise la bourgeoisie pour se maintenir au pouvoir. C'est pourquoi ils sont ressentis comme des responsables de la situation. Ils ne s'opposent plus aux expulsions, mais proposent des étalements de loyers, ce qui augmente la rage des jeunes, de leurs parents, ce qui explique en partie les dégradations. Le Conseil populaire doit être le contraire des organismes existants, le contraire des organismes conciliateurs, car ces organismes s'arrangent pour que les HLM reçoivent leurs loyers, que la police et la justice appliquent la justice bourgeoise aux victimes du système. C'est bien le contraire qu'il faut promouvoir.

Quand la violence sera dirigée contre ceux qui oppriment le peuple, alors l'unité sera retrouvée. Dans l'immédiat, les tâches des conseils populaires sont multiples : s'opposer aux expulsions, aux paiements des loyers pour ceux qui ne peuvent pas, exiger des rénovation, travailler à l'organisation de la solidarité populaire, etc., bref la prise en mains des affaires des quartiers populaires par leurs habitants organisés dans les comités populaires. Il faudra certainement protéger les quartiers contre la répression du système, aussi faudra-t-il peu à peu organiser les comités d'autodéfense du quartier contre la réaction sous toutes ses formes.

Voilà l'orientation générale pour l'édification des 3 instruments de la révolution. ✪

La création du Parti Communiste de France (maoïste), un bond qualitatif!

janvier 2002

Certains camarades, proches de nos idées, ne comprennent pas que les communistes les plus conscients, avec une formation théorique et une expérience du travail de masses suffisante, variée, doivent créer le Parti.

Pour eux, le parti est auto-proclamé car les larges masses prolétariennes n'ont pas rejoint le parti, même si celles qui le connaissent ont une certaine sympathie pour lui, pensent même pour un certain nombre qu'il va dans le bon sens.

Certains ne comprennent pas que le parti naît, se forme, se développe et mourra à l'époque du communisme. Le parti se forme comme toute chose à partir d'un noyau, d'une cellule puis comme organisme. Bref, le parti, comme toute chose, se développe du simple au complexe.

Avant de créer le Parti, nous avons bataillé près de 10 ans. Cela peut paraître long. Le Parti Communiste du Pérou est le fruit d'une lutte qui a démarré en 1966, la guerre populaire n'a démarré qu'en 1980.

En Europe, le Parti Communiste maoïste d'Italie n'a été créé que l'année dernière après 16 ans de lutte ardue, de même pour le Parti Communiste d'Iran, du Népal.

Nous avons dû lutter :

★ Contre la ligne liquidatrice du MPP (Mouvement Populaire Pérou) de France qui a été le propagandiste de la tentative de liquidation de la guerre populaire au Pérou.

★ Dans nos rangs, contre la ligne populiste, pro- islamiste sous prétexte qu'il n'y avait pas de parti maoïste en Palestine ou pour diriger la lutte de libération nationale ou sociale en Algérie.

★ Contre le courant éclectique de Front Social, provocateur, anti-parti et liquidateur qui s'est dissous à la première fausse alerte.

★ Dans la lutte idéologique contre les différents courants anti-marxistes et anti-partis, les basistes du courant se réclamant du maoïsme.

★ Contre le «militarisme» aventuriste pour la préparation du renversement décisif et rapide de la bourgeoisie et de son Etat.

★

Nous avons tenté de développer une politique d'unité avec différents courants, qui ont mis la clef sous la porte, se sont scindés. Le maoïsme devenant incontournable, certains s'en sont rapproché tout en le critiquant. C'est un pas en avant, nous verrons s'ils progressent.

Nous nous sommes renforcés :

★ Sur le plan idéologique à travers des luttes, au côté d'autres camarades dans la lutte des étudiants sans-papiers, avec des syndicalistes dans la CGT notamment, en faisant connaître nos points de vue politiques sur la nécessité du parti, sur la lutte anti-impérialiste (Yougoslavie, Afghanistan, Palestine), sur la question nationale, dans le mouvement anti-impérialiste, anti-mondialisation, contre le racisme, contre le fascisme (Turquie, contre Haider), à propos du chômage, etc.

★ Nous avons dénoncé l'ennemi, toujours en partant de l'objectif de la classe, toujours en appelant à reconstituer le parti, instrument indispensable pour la révolution, sur la région parisienne, en province (Calais, Lyon, Nice), nous avons fait connaître nos points de vue sur la nécessité du parti.

★ Nous avons commencé par publier un journal s'intitulant «La Cause de l'Humanité» en 1993, puis une première série du «Drapeau Rouge» en 1996 et une seconde série en 1999 jusqu'à ce jour, sans compter les tracts, trois numéros de la «Revue Théorique», cinq numéros de l'Internationale, et d'autres revues plus une vingtaine de titres classiques en fac-similé.

★ Nous avons publié «Réflexions politiques sur le communisme» où nous abordons théoriquement la question militaire.

★ Notre direction s'est renforcée de camarades ouvriers éprouvés, ce qui porte la représentation ouvrière du Parti à 50 %.

★ Nous avons décidé avant même la création du Parti, de lancer le journal «Perspectives Ouvrières» puis en septembre «Perspectives Etudiantes» et «Perspectives Populaires», comme publications des organismes générés en formation du Parti.

★ Nous sommes allés à plusieurs manifestations européennes (Nice, Bruxelles) pour apporter notre point de vue dans le mouvement syndical et militant d'Europe.

★ Nous avons soutenu l'occupation de la Maison du Maroc et participons activement (en fonction de nos forces), au mouvement des sans-fac, auquel nous consacrons un article dans ce numéro. Nous appuyons la création de comités d'action dans un certain nombre d'UFR, indépendants des organisations étudiantes traditionnelles. Ce que nous préconisons est à plus long terme des conseils étudiants, comme organismes de masses en milieu étudiant qui ne sauraient se consolider durablement sans la direction du Parti, sans une «Union de la Jeunesse Communiste de France (Maoïste)» (UJCF-M).

Il faut ajouter à cela, la confusion idéologique qui a entraîné la destruction du P«c»F révisionniste, l'éclatement en tendances, bref la déroute du révisionnisme.

Nous nous sommes appuyés sur le marxisme-léninisme-maoïsme, le PCP et le PCN(M), sur le MRI, dans son ensemble pour développer le mieux possible, par la publication de divers documents, l'internationalisme prolétarien.

Tout était donc réuni pour créer le Parti Communiste de France (maoïste) :

★ Homogénéité et prolétarisation de la direction ;

★ Liens suffisants avec les syndicats, le mouvement étudiant, le mouvement associatif ;

★ Pratique de plusieurs dizaines d'années ;

★ Eclatement du parti révisionniste ;

★ Développement du mouvement opportuniste qui conduit à une impasse ;

★ Emergence mondiale du mouvement maoïste. ✪

Les conceptions anti-partis et leurs bases idéologiques

janvier 2002

Il y 3 conceptions anti-partis qui peuvent se résumer à 2.

La 1ère conception nie carrément la notion de parti, c'est la conception anarchiste. Elle prône le fédéralisme en matière d'organisation avant et pendant révolution, niant la direction centralisée nécessaire pour vaincre les forces ennemies qui sont de leur côté organisées, centralisées. Les anarchistes nient la nécessité de la dictature du prolétariat et de l'Etat prolétarien pendant la période de transition jusqu'au communisme. La pratique des anarchistes confrontée à la réalité sème la confusion, car eux-mêmes ne peuvent appliquer leurs principes et recourent à la dictature du prolétariat dans les faits (Commune de Paris, dictature économique et politique du prolétariat à Barcelone), mais le va et vient entre les positions anarchistes classiques et la nécessaire dictature du prolétariat qu'ils appliquent au moins en partie, crée la confusion idéologique, provoque la désorganisation qui ne profite alors qu'à l'ennemi et aboutit à la défaite du prolétariat.

S'apparentent aux anarchistes, sans référer à leurs doctrines, tous ceux qui prétendent que le parti doit se construire par le bas (2ème conception). Ils partent de l'idée que la théorie n'est pas apportée au prolétariat de l'extérieur, par l'intermédiaire d'une avant-garde consciente des problèmes posés, de la voie à suivre, bref de l'idéologie du prolétariat, de son application dans la pratique, de l'expérience historique, du recueil

des acquis, de l'examen des erreurs afin de les rectifier au fur à mesure de l'accumulation de l'expérience. Ils remettent aux calendes grecques la construction du parti, parce qu'il n'est pas suffisamment implanté dans les masses, dans tous les secteurs, etc. Bref, ils «veulent construire la maison sans maître d'œuvre», à la va comme je te pousse, en additionnant les luttes, ce qui aboutit à l'éparpillement une fois celles-ci terminées, à l'émiettement. Pour eux, le mouvement est tout, ils ne font pas la distinction entre simples ouvriers en lutte et communistes, tous sont des camarades puisqu'ils luttent pour l'amélioration de leurs conditions économiques. Tout est mis au même niveau et aboutit au mouvement fourre-tout. C'est la théorie de la spontanéité, la négation du parti.

LES PARTIS ET ORGANISATIONS OPPORTUNISTES (3ÈME CONCEPTION)

Les **sociaux-démocrates** nient la dictature du prolétariat, ils sont pour un parti fourre-tout fonctionnant au consensus. Ils sont pour le multipartisme. Au gouvernement, ils gèrent les affaires de la bourgeoisie. Leur méthode est d'amener le prolétariat à collaborer avec la bourgeoisie, mais ils sont capables d'employer la force contre le prolétariat (Kerenski, Noske). Leur inconséquence a conduit à des drames (Salvador Allende).

Les **révisionnistes** sont les plus dangereux, car ils se réclament du communisme. Aujourd'hui ils ne font plus illusion car ils gouvernent pour le compte de la bourgeoisie avec la social-démocratie. Ils ont complètement révisé l'idéologie prolétarienne, en reniant les principes de base. Ils nient la nécessité d'utiliser la violence révolutionnaire contre la bourgeoisie pour lui arracher le pouvoir politique, ils nient la dictature du prolétariat. Aujourd'hui, ils admettent le droit de tendances, ce qui renforce la confusion dont l'origine est dans l'éclectisme, les vues non-prolétariennes, la liquidation. Les **trotskistes** sont pour les tendances. De plus, ils sont divisés en une multitude de chapelles, certaines minuscules d'autres importantes au point de menacer le parti révisionniste. Ils contestent la politique de la gauche plurielle. Ils sont pour une politique plus à gauche, parlent de révolution, ce qui attirent les déçus du PC, une partie de la jeunesse. Les groupes trotskistes n'ont aucune stratégie révolutionnaire pour la prise du pouvoir. Ils ramènent en fin de compte les masses vers les illusions électoralistes, appelant au «contrôle ouvrier» en régime capitaliste, c'est à dire à la cogestion des entreprises.

Sur le plan historique, ils n'ont jamais développé un plan pour la prise du pouvoir, car ils ont toujours adopté une position de conciliation, ne se sont jamais doté d'une direction homogène, comme les partis léninistes, et pourtant ils se réclament de Lénine. Leur leitmotiv, c'est la lutte contre le stalinisme, non pas pour en extirper les faiblesses ou les erreurs, mais pour nier finalement l'expérience de la construction du socialisme en URSS. En ce qui concerne la révolution chinoise, ils n'ont jamais compris le caractère de cette révolution, confondant la masse paysanne majoritaire (quantité) avec la direction prolétarienne (qualité). Ils nient du coup la révolution en deux étapes ininterrompue: démocratie nouvelle avant la prise du pouvoir dans tout le pays et la prise du pouvoir central permettant la construction du socialisme.

Les tendances au sein du PCF

Comme nous l'avons dit dans nos deux brochures sur l'Unification des Communistes, les opposants au sein du P«c»F doivent faire le ménage idéologique dans leurs propres rangs, remonter aux sources de la contre-révolution révisionniste pour repartir sur de bonnes bases. Aujourd'hui, certains groupes se maintiennent au sein du P«c»F, pensent pouvoir infléchir sa politique, en revenir à Marchais. Ils préconisent tous la voie parlementaire, le passage pacifique au socialisme impossible, les tendances dans le parti. Ils nient la nécessité de la dictature du prolétariat pendant la période de transition du capitalisme au communisme à l'échelle mondiale. Certains penchent vers le trotskisme, en plus des thèses khrouchtchéviennes qu'ils continuent à défendre. Ainsi ils continuent à s'opposer à la théorie révolutionnaire du prolétariat, le marxisme-léninisme-maoïsme, voulant juste revenir à la politique de Marchais qui avait déjà liquidé les derniers principes et dont la politique d'Union au sommet avec les sociaux-démocrates était un tremplin pour la gauche plurielle, forme de l'Unité contre-révolutionnaire d'aujourd'hui.

CEUX QUI SONT SORTIS DU P«C»F

D'autres sont finalement sortis il y a un certain temps. Ils se réclament de Staline, dénoncent Khrouchtchev et font remonter la scission révisionniste à cette époque, mais avaient adopté la tactique de lutte à l'intérieur du parti révisionniste. Ils sont encore marqués par cela, ne serait-ce pour certains par l'idée qu'il faut défendre la Chine car dans le parti révisionniste chinois il serait d'après eux possible de dégager une ligne rouge (à ce propos, certains se réclamant du maoïsme mais ayant à notre avis une conception basiste de la formation du parti, développent la même thèse), ce qui équivaut à tromper les masses et se tromper soi-même sur la nature du parti révisionniste en général et du parti communiste chinois en particulier. C'est également opposé à la thèse de Mao comme quoi le parti peut se transformer en son contraire, comme toute chose, et devenir un parti fasciste, c'est à dire un parti encadrant les masses par la contrainte, la force et la répression dans l'objectif de restaurer intégralement le capitalisme. Cette restauration est déjà réalisée pour l'essentiel et a été mise en route par Teng Xiao-Ping et ceux qui étaient engagés dans la voie de restauration capitaliste depuis les années 60, époque où Mao a dû déclencher la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. C'était la première tentative d'envergure s'appuyant sur les masses pour arrêter ce processus, qui est un apport de taille, un bond théorique et pratique, qualitatif, à la révolution prolétarienne. La contre-révolution a été jugulée pendant 10 ans. Il faut être aveugle pour ne pas voir cela.

Certains parmi eux reconnaissent en Mao un révolutionnaire, mais ne voient pas le bon qualitatif en théorie et pratique que constitue le maoïsme. Ils voient au mieux ces apports comme des apports pour les pays opprimés et non pour les pays développés, confondant

la stratégie générale du prolétariat et les considérations tactiques, l'adaptation d'une théorie universelle aux conditions spécifiques de chaque catégorie de pays en général et, dans chaque catégorie, son adaptation aux conditions de chaque pays en particulier. Ils se rapprochent de Mao, mais n'en sont pas encore au maoïsme, malgré tout c'est un pas en avant.

D'autres, subissant inconsciemment la pression idéologique de la bourgeoisie, de la petite bourgeoisie, disent qu'avant d'adopter le maoïsme, il faut critiquer les erreurs de Mao pour avancer, comme d'autres critiquent les erreurs de Staline, de Lénine ou de Marx pour avancer soi-disant. Parlant des expériences socialistes, ils disent qu'il faut faire le bilan avant de reprendre la route, et ils restent à crier contre la caravane qui passe. Ces camarades mettent la charrue avant les bœufs. Ils ne font pas la distinction entre le principal et le secondaire ou inversent le rapport et placent le secondaire avant le principal.

Ce qui est principal, ce sont les aspects positifs, ceux qui relèvent de la stratégie, de la prise du pouvoir car sans cette prise du pouvoir, tout est illusion. Le passé est à examiner dans la perspective de la prise du pouvoir afin d'éviter les mêmes erreurs. De toute façon, on ne peut déterminer à l'avance dans quelles conditions exactes se fera la prise du pouvoir, dans quelles conditions nous exercerons la dictature du prolétariat (y aura-t-il la révolution dans un seul pays? dans plusieurs? dans un pays opprimé? dans un pays développé? un grand ou un petit pays? le système s'écroulera-t-il dans le monde entier? la révolution sortira-t-elle d'une 3ème guerre mondiale? de guerres civiles? etc., se bâtira-t-elle sur des ruines?), bref, dans quelles conditions se réalisera la prise du pouvoir, puis la construction du socialisme. Si nous avons une idée générale de la voie à suivre et des erreurs à ne pas commettre, nous ne pouvons entrer dans les détails sinon de faire une révolution virtuelle.

LES GROUPES MAOÏSANTS

Dans ce numéro, nous donnons notre point de vue sur la liquidation de Front Social. Si nous revenons là-dessus, c'est simplement pour dire que ce groupe faisait partie des groupes qui prétendent que le parti doit se construire par le bas, qui parlent de parti en général, mais se refusent à franchir le Rubicon pour le créer. Ils renvoient sa création aux calendes grecques sous prétexte que nous ne sommes pas dans toutes les couches de la population, que nous ne sommes pas assez implantés dans la classe ouvrière, le milieu étudiant, etc.

D'autres prétendent que créer le Parti avant que toutes ces conditions soient réunies, s'est «s'auto-proclamer» alors que justement lesdites masses attendent une véritable perspective révolutionnaire, que des millions de prolétaires attendent que naisse **un parti de type nouveau capable de frayer la voie de la révolution.**

Ce sont des anti-partis, c'est la résurgence du courant autonome. Certes, ce courant apparaît radical, mène des luttes partielles, mais il n'est pas porteur d'un projet d'ensemble ni d'une stratégie révolutionnaire pour la prise du pouvoir.

Dans ce courant, comme dans les autres courants ou partis, il y a beaucoup de révolutionnaires sincères. Il leur manque simplement une stratégie claire qui ne peut être élaborée ni mise en œuvre que par l'organisation d'avant-garde, dirigeant l'immense masse du peuple intéressé par le projet révolutionnaire.

Du coup ils sèment le doute, soufflent le chaud et le froid dans les masses.

En fait, ils manquent d'assurance, c'est pourquoi ils n'ont pas franchi le pas, fait le bond pour renforcer le parti.

Quand ils font référence à la guerre populaire, ils ne parlent pas avec assez de conviction que les résultats obtenus ne l'ont été que grâce à la direction du parti maoïste.

Ils parlent plus volontiers de la lutte du peuple péruvien, des peuples en lutte, que des partis qui dirigent ces luttes, de la nécessité de ces partis. Ils ne voient pas la différence **qualitative** entre ces partis-là, **maoïstes**, et les organisations armées en général ou celles qui ont existé en Europe, qui ont eu le mérite d'être une expérience, un **pas en avant**, un saut important, mais pas un véritable **bond qualitatif.**

Ils ne vont pas jusqu'à développer une information, une propagande sur les guerres populaires qui existent, ni sur les partis qui les dirigent, c'est bien là le premier problème. Ils mettent toutes les luttes armées sur le même plan, pêle-mêle: les luttes armées menées par les révisionnistes, les sociaux-démocrates, les mouvements de libération nationaux, les luttes nationalistes, les luttes au nom de la religion, etc. Ils les confondent avec la guerre populaire qui est avant tout une lutte politique pour le communisme, la guerre n'étant que le moyen pour prendre le pouvoir et aller vers le communisme. Agissant ainsi, ils ne renforcent pas ce qui va de l'avant, mais veulent faire tourner la roue de l'histoire en arrière en reprenant en paroles les voies qui ont échoué malgré le courage et l'esprit de sacrifices des militants qui ont suivi ces voies. La guerre populaire prolongée, la préparation idéologique, politique et organisationnelle de la guerre populaire dans les pays développés, est basée sur un mouvement court, rapide pour renverser la bourgeoisie quand elle ne peut plus gouverner, est hésitante et que le peuple ne supporte plus l'exploitation et l'oppression et est en révolte. La guerre populaire prend un caractère brusque et il n'est prolongée que dans la deuxième phase de la défense de la révolution victorieuse. Les camarades qui mènent la guerre populaire prolongée sont moins bornés que certains camarades, ils ont compris cela (voir la déclaration du camarade Prachanda).

Ces camarades sont encore largement marqués par le spontanéisme, par le courant basiste autonome.

Espérons qu'ils progresseront et ne se dilueront pas dans un mouvement hétéroclite.

Dans un autre article, nous abordons pourquoi nous avons franchi le pas et du coup fait un bond qualitatif en créant le Parti Communiste de France (maoïste)en Juillet 2001. ✪

Réponses aux questions posées
septembre 2002

Dans le cadre de notre démarche d'unification des communistes dans un seul parti, nous allons répondre aux questions principales que nous ont posées un groupe de camarades se réclamant du marxisme-léninisme et de Staline, camarades qui dénoncent Khrouchtchev, mais qui ne voient pas dans les apports universels de Mao Zedong, qui constituent aujourd'hui le maoïsme, le troisième niveau atteint par le marxisme, le second étant le léninisme.

LA LUTTE DES DEUX LIGNES

Beaucoup de camarades ne comprennent pas que la loi de la contradiction, qui est pourtant la loi même du mouvement, traverse toute chose et doit nécessairement comporter deux éléments contradictoires qui sont en Unité et en lutte constante. C'est ainsi que progressent les choses.

Sous le socialisme, la lutte des deux lignes est essentielle pour la continuation du processus amenant au communisme. Le socialisme porte en lui à la fois les stigmates de l'ancienne société, le capitalisme, et les éléments sur lesquels se développera la nouvelle société, le communisme. Il y a une de deux éléments opposés et en lutte constante. La loi de la contradiction nous enseigne également que tout phénomène et tout processus est caractérisé par l'aspect dominant de la contradiction et que dans certaines conditions l'aspect dominant peut devenir dominé. C'est là que réside l'importance de la lutte de deux lignes sous le socialisme: faire vivre la lutte contre les résurgences du capitalisme pour avancer vers le communisme. Sans cette lutte, les tenants de la voie capitaliste auront plus de facilité pour renverser le processus devant aboutir au communisme et pourront ainsi restaurer le capitalisme à la première occasion qui se présentera devant eux.

Même à l'époque du communisme cette loi de la contradiction existera. La différence c'est qu'à l'époque du communisme, les contradictions seront au sein du peuple alors qu'à notre époque et durant toute la période de construction du socialisme, non seulement les classes n'auront pas complètement disparu sur le plan économique dans la mesure où la petite production n'a pas été complètement abolie, mais même dans ce cas, les traces idéologiques de l'ancienne société de classes ne sont et ne peuvent être effacées d'un seul coup. Les vieilles habitudes perdureront encore longtemps. Il faudra un temps plus ou moins long même quand le socialisme sera répandu sur la terre entière pour qu'il n'y ait plus deux types de contradictions, celles au sein du peuple (non-antagoniques) et celles entre nos ennemis et nous (antagoniques). Dans la société communiste, il y aura aussi des contradictions qui ne seront pas antagoniques, qui seront des contradictions au sein du peuple. Mais même à cette époque, la lutte de deux lignes, de deux voies, se poursuivra dans le cadre du développement ininterrompu du communisme; car la loi du mouvement, loi universelle ne peut être abolie.



Il paraît alors évident que dans le Parti, dans l'appareil d'Etat à tous les niveaux, la lutte de deux lignes, entre deux voies existe. Le Parti n'est pas en dehors de la loi générale, mais en est aussi son expression. Ne pas voir cela c'est oublier la lutte de classe durant toute la période transitoire entre la société capitaliste et le communisme, période au cours de laquelle, du fait que le prolétariat par l'intermédiaire de son Etat impose les transformations socialistes à la bourgeoisie qui a perdu le pouvoir, la lutte s'accentue car l'ancienne bourgeoisie essaie par tous les moyens de faire dévier la révolution et revenir en arrière. De plus, des arrivistes de toutes origines sociales utilisent le Parti et l'Etat, chaque espace de pouvoir pour se constituer en bourgeoisie en se liant avec une partie de l'ancienne bourgeoisie et l'appui de la bourgeoisie internationale et des ses alliés. Le plus grand danger pour la révolution est alors la nouvelle bourgeoisie qui se forme au sein même du Parti Communiste et de l'Etat prolétarien.

LUTTES DE DEUX LIGNES AU SEIN DU PARTI ET ADOPTION D'UNE SEULE LIGNE PAR LE PARTI, APPLICATION DE LA LOI DE LA CONTRADICTION

S'il y a obligatoirement lutte de deux lignes au sein du parti, celui-ci définit un plan de développement économique, le plan de marche au socialisme dans les conditions concrètes imposées par l'histoire, le niveau de développement du pays. Il définit une ligne, adoptée après enquêtes, données recueillies au niveau des masses, rythme défini en fonction des possibilités et surtout de la mobilisation des masses et après discussion au sein du parti de haut en bas et de bas en haut. La décision est alors prise à la majorité et chacun même en désaccord est tenu de l'appliquer, c'est le centralisme démocratique. La minorité peut être réservée sur la justesse de la mesure prise mais est tenue de l'appliquer, comme toute expérience scientifique, tout essai doit être éprouvé dans la pratique. Si dans la pratique la mesure n'est pas applicable ou n'est pas suffisamment bonne, soit des aménagements sont pris après remontée des enquêtes, des résultats bons ou mauvais. Une rectification est alors proposée ou les propositions précédemment mises en minorité sont examinées de nouveau et adoptées s'il n'y a pas de meilleures propositions. C'est la méthode d'expérimentation scientifique.

Bien qu'une seule ligne soit adoptée, il est illusoire de croire que la bourgeoisie ou des arrivistes ne tentent pas de saboter la mesure prise à tous niveaux. De plus, bien des facteurs peuvent modifier ou influencer la ligne politique: un manque de compréhension des décisions prises, la négligence, le laisser-aller, le manque de contrôle pour prévenir sabotages ou défauts dans l'application, y compris le zèle, le vertige du succès quand tout à l'air de marcher bien, l'abattement quand des difficultés inattendues se produisent, ce qui a été démontré dans la pratique de la construction du socialisme en URSS ou en Chine. Il ne suffit de prendre une décision, d'avoir une ligne bien que cela soit essentiel, il ne suffit pas de promulguer un décret. Il faut mener la lutte de deux lignes qui permet l'application la plus juste possible de la ligne unique définie. La lutte de deux lignes, fait progresser la ligne elle même, permet son déroulement, montre les faiblesses sur tous les plans, en premier lieu sur le plan idéologique. Quand les masses prolétariennes s'emparent de la ligne et lui applique la lutte entre les deux lignes, alors l'idéologie fait un bond qualitatif en avant sans mesure commune avec les prévisions. L'ancienne unité des contraires explose pour donner une nouvelle unité des contraires, supérieure, purifiée et ainsi de suite. C'est comme cela que la révolution avance dans la pratique de masses, l'intrusion des masses dans la politique, dans l'appareil d'Etat, dans la superstructure, de façon «qu'une simple cuisinière puisse gouverner», comme le disait Lénine.

C'est tout le sens de la révolution culturelle prolétarienne refusée par les intellectuels, apparatchiks, arrivistes engagés dans la voie capitaliste, promoteurs des réformes systémiques. Il ne faut jamais oublier la lutte des classes, mener la lutte des deux lignes pour appliquer vraiment la ligne, la faire progresser, faire la distinction entre les contradictions au sein du peuple et celle entre nous et nos ennemis, qui ne sont pas traitées de la même façon. Dans tous les cas il faut mener l'investigation avec les masses, afin de distinguer le vrai, du faux, procéder avec circonspection en plaçant l'éducation, la formation en premier, la répression étant le dernier moyen après avoir épuisé les autres, ce qui évite des erreurs, des rancœurs inutiles et nuisibles pour la révolution. Ce qui ne veut en aucun cas dire que la répression à un moment donné ne soit le seul recours.

LA DIRECTION COLLECTIVE, LE ROLE DES DIRIGEANTS COMMUNISTES ET CELUI DES CHEFS

Beaucoup de gens opposent le parti aux masses, l'Etat à l'individu, la direction collective aux chefs du parti ou de l'Etat. Examinons cette question pour la résoudre dans la pratique.

Pas plus qu'on ne peut opposer l'homme à la nature, la Terre au système solaire, le système solaire à la galaxie et les galaxies à l'Univers, on ne peut opposer la direction collective au chef du Parti. Tout simplement parce qu'il y a des différences entre individus, qu'il y a un comité central dans un parti dont les membres élus sont choisis pour leurs compétences, leur fermeté idéologique etc. bref des individus qui réunissent des qualités particulières, qui sont choisis ou reconnus pour ces qualités. Pour autant sont-ils parfaits? Bien sûr que non. La direction collective permet le contrôle le plus efficace possible du travail du dirigeant principal. Le Parti dans son ensemble défini la ligne au Congrès, mais entre deux congrès, il faut un exécutif qui prend des décisions, qui met en application la ligne. C'est le bureau politique. Il est traversé lui aussi par la lutte de deux lignes. Chaque individu, le dirigeant lui-même, forme une unité contradictoire. Le rôle du dirigeant est d'animer cette lutte de deux lignes, de diriger cette lutte dans le parti, dans les masses, au sein même du bureau politique. Il est l'émanation de la lutte qui s'y mène, la lutte qui se mène dans le parti, dans l'appareil d'Etat, dans les masses entre la ligne bourgeoise, les préjugés et habitudes héritées de la bourgeoisie, et la ligne prolétarienne qui se construit, s'affine pendant la période transitoire du socialisme. Au fur à mesure, le rôle du dirigeant se modifie car il est lui-même le reflet de la lutte qui se mène au sein de la société toute entière. Il n'est pas inamovible mais peut et doit lui-même être remis en cause s'il commet des erreurs importantes.

Nier le rôle des chefs dans l'histoire, c'est nier l'histoire elle-même. Au fond c'est un point de vue anarchiste, c'est la même chose que nier le rôle de l'Etat durant la période de transition du capitalisme au communisme. Les cercles anarchistes eux-mêmes sont pleins de petits chefs souvent très autoritaires. Pour ce qui est de nos camarades, il est contradictoire de nier le rôle du dirigeant principal quand on se réclame de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline qui ont toujours expliqué son rôle.

La direction du parti cristallise les idées des masses qui remontent de toutes les instances du parti et des diverses instances de l'Etat prolétarien jusqu'au Comité Central et à l'organe exécutif entre deux congrès.

La direction collective permet de contrôler le dirigeant principal du parti. En fait le rôle du dirigeant principal est d'orienter le parti en tenant compte de la direction collective, c'est à dire celle du bureau exécutif, du comité central, du va et vient de haut en bas du parti et la remontée de bas en haut. Tout cela est logique. Il ne peut y avoir de direction collective juste sans centralisme démocratique, il ne peut y avoir de ligne qui ne s'appuie sur les masses. Il ne peut y avoir de pensée-guide sans dirigeant qui reflète ce que pensent les masses, l'avant-garde liée à elles et ainsi de suite jusqu'au sommet. Le reste n'est que littérature et aboutit à la multiplication des petits chefs, des luttes d'influence, de l'esprit de chapelle et laisse le parti sans direction, alors que la force du parti, c'est sa centralisation, c'est pour le prolétariat posséder un appareil plus puissant que celui de l'ennemi, un parti d'acier qui ne casse pas à la première secousse. Est-ce un hasard si le Parti Communiste du Pérou tient toujours face à l'ennemi bien que la direction soit en prison? Cela montre simplement que son travail a été bien mené, cela montre qu'une fois la voie tracée, elle peut être suivie par ceux qui prennent la suite. Bien sûr c'est la nouvelle direction qui poursuit la voie tracée.

Le rôle du dirigeant principal est important mais il ou elle ne doit pas être mis en valeur en tant que tel. Le Parti dans son ensemble et ses objectifs sont les plus importants. Le culte de la personnalité ne doit pas faire partie de notre pratique car nous ne devons pas propager l'idée qu'un individu sera toujours dans la bonne voie. La direction du parti peut à un moment donné faire une erreur sur la ligne. Le culte de la personnalité affaiblira la vitalité de la lutte des deux lignes, nécessaire à un parti vivant pouvant assumer la tâche de faire progresser sans cesse la révolution.

RESTAURATION CAPITALISTE EN URSS

Des camarades du courant marxiste-léniniste-stalinniniste sortis du P«c»F, dans nos discussions nous ont posé la question «Vous dites que la restauration capitaliste a débuté dès le XXème Congrès du PCUS ou peu après fin des années 50 début des années 60. N'est ce pas faux, puisque le passage à l'économie de marché a eu lieu en 1990 ?»

L'apparition du révisionnisme

Il y a deux choses à distinguer. Comme vous nous l'avez fait remarquer, l'apparition du révisionnisme moderne a éclaté au grand jour lors du XXème Congrès, lors de l'attaque contre Staline en collusion directe avec l'impérialisme pour déprécier le socialisme et non pour l'améliorer. La suite des évènements confirmera que cette attaque était une attaque contre le communisme pour la restauration du capitalisme.

Les transformations systémiques

La restauration ne pouvait se faire d'un seul coup, il fallait que le révisionnisme prenne les précautions nécessaires pour que la pilule passe, que les masses soient trompées au point de manifester elles-mêmes contre la construction du socialisme.

Le terrain a été préparé par Khrouchtchev, dirigeant du PCUS, qui a déclaré que l'URSS était l'Etat du peuple tout entier, autrement dit que la dictature du prolétariat était devenue inutile. C'est aussi un aspect de l'attaque menée contre Staline et la commission chargée de rédiger le Manuel d'Economie Politique. Dans ce manuel dont nous avons publié les résumés officiels et aujourd'hui le manuel complet, il est précisé qu'en URSS il existe des classes amies, ce qui veut dire qu'il y a plusieurs classes. Suit une description des différentes classes et des différents types de propriété socialiste. Sous la dictature du prolétariat, il y a la propriété de l'Etat, la propriété socialiste qui est la propriété sociale complète, on peut dire du peuple tout entier. La propriété coopérative, quant à elle, est propriété d'un collectif de paysans, elle suit un processus plus ou moins rapide vers la socialisation complète qui à cette époque là était concrétisée par la ferme d'Etat. Quant au lopin individuel, il n'était qu'une compensation temporaire jusqu'à ce que le paysan atteigne le niveau de vie de l'ouvrier.



La première réforme que Khrouchtchev a introduite a été à contre-pied de la prise de position de Staline. Il ne s'agissait plus de dénonciations sur des «crimes», ni sur le «culte de la personnalité». Ce n'est plus seulement une position idéologique sur la question de la nature de l'Etat, mais une mesure économique remettant en cause la marche vers le communisme. Khrouchtchev démantela les stations de machines et tracteurs (SMT) et les remit aux coopératives. Staline avant de mourir avait réfuté cette thèse développée par un économiste soviétique. Le raisonnement du camarade Staline était simple: les ouvriers et employés du secteur industriel, artisanal, commercial ne disposent pas personnellement ou collectivement des instruments de production qui sont propriété sociale. Pourquoi retourner en arrière en remettant le matériel des stations de machines et tracteurs aux coopératives, qui est une forme inférieure de socialisation? C'est inverser le processus de socialisation, c'est s'engager dans la voie capitaliste, commencer à le restaurer. L'histoire montrera que les marxistes-léninistes de cette époque ne s'étaient pas trompés.

Les réformes systémiques ont été élaborées dès 1956 en Hongrie puis en Pologne et reprises en URSS. En dehors de la question des SMT et leur suppression par la remise du matériel aux coopérateurs, vont apparaître d'autres réformes dans le domaine industriel (usine de Tchechkino), qui introduiront les critères de rentabilité capitaliste, ce qui conduisit à des licenciements importants combinés à l'augmentation de l'intensité du travail. Ce type de mesure s'inscrit dans le processus de restauration capitaliste.
Mais, nous disent nos camarades, puisque la restauration a suivi un processus, cela veut dire qu'à la fin des années 60, il n'y avait pas restauration. Raisonnons, le révisionnisme moderne est apparu en 1956, par l'attaque politique et idéologique contre Staline. De fait la dictature du prolétariat était renversée même si cela n'apparaissait pas en pleine lumière pour la masse trompée et troublée par cette attaque.

La dictature du prolétariat au lieu de se consolider, s'affiner, a été renversée et remplacée par la dictature d'une nouvelle bourgeoisie dissimulée derrière le drapeau rouge, se déclarant communiste, promettant le communisme en 10 ans (alors que les principaux pays industriels étaient encore capitalistes). Les révisionnistes mirent en place des réformes de type capitaliste dans le système socialiste.
A propos du passage pacifique au socialisme, dès 1957 à la réunion des 81 partis communistes une formule bâtarde a été adoptée à l'unanimité, un compromis hasardeux, sur la possibilité du passage pacifique dans les pays de démocratie bourgeoise (tout en retenant le principe, celui là communiste, que si la bourgeoisie recourrait à la force, il faudrait utiliser la violence révolutionnaire, la force). Formule bâtarde pour ne pas faire éclater les contradictions avant l'heure (c'est pourquoi il y aura unanimité,

PCC et PTA compris). Le ver avait été introduit dans le fruit par le PCUS, le PCI et le PCF. Ils vont étendre le concept erroné de coexistence pacifique à la compétition avec l'impérialisme (voir – lettre du PCC aux camarades Togliatti et Thorez).

LA NOUVELLE BOURGEOISIE

Là encore, il y a une nouvelle incompréhension, qui est liée à la première.

Quand le révisionnisme moderne a pris le pouvoir, il allait de soi qu'il inverserait le processus puisqu'il révisait la théorie révolutionnaire. Ce qu'il a fait, en restaurant le capitalisme, même s'il cela a été un long processus.

Pendant toute cette période, la bourgeoisie qui s'était dissimulée, avait recruté de nouveaux éléments dont un nombre de plus en plus important viendra du sérail communiste, des transfuges, des arrivistes etc...qui ont trahi leur classe, le prolétariat.

Il s'est donc formé une nouvelle bourgeoisie, qui avait usurpé le pouvoir politique, qui occupait dans le parti, l'Etat, la production, des postes-clés, s'arrogeant des privilèges allant bien au-delà des différences de salaires existantes encore en régime de transition socialiste et qui doivent se réduire avec le temps (les ciseaux). Justement cette bourgeoisie était nouvelle, elle n'avait pas encore tout le pouvoir et surtout n'avait pas encore à titre non seulement collectif mais individuel la propriété des moyens de production. Elle devait se renforcer, renforcer sa politique économique, se renforcer au cours du processus de restauration capitaliste.

La nouvelle bourgeoisie n'est pas unie quant à la vitesse que doit suivre le processus de restauration. Les fascistes veulent aller plus vite et sont prêts à recourir au coup d'Etat (comme ils l'ont fait en Hongrie). Ils peuvent former une force d'opposition extérieure au Parti comme en Pologne en utilisant la religion comme support idéologique. Dans tous les cas, ils ont besoin de gagner directement ou indirectement les masses exacerbées par la politique sociale-fasciste (socialiste en paroles, fasciste dans les actes), quand on sait comment ont été traitées les masses en URSS et dans les ex-pays socialistes au cours du processus de restructuration, on comprend qu'elles ont pu être manipulées en Pologne par l'Eglise catholique, phénomène amplifié par la nationalité polonaise du Pape.

Une classe montante, quand elle est une classe minoritaire du point de vue du nombre, doit trouver des alliés, s'appuyer si cela est possible sur la classe la plus nombreuse. La bourgeoisie s'est appuyée sur le peuple lors des révolutions bourgeoises du 17ème siècle. La nouvelle bourgeoisie pour restaurer le capitalisme devait s'appuyer sur le prolétariat.

Comment un tel processus a-t-il pu être mis en route. Comment l'objectif de classe du prolétariat a-t-il pu être inversé au profit de la bourgeoisie ?

Tout en vidant de sa substance la théorie révolutionnaire du prolétariat, la nouvelle bourgeoisie a continué à brandir le drapeau rouge, à se faire passer pour communiste, les masses ont montré leur mécontentement au fur à mesure que la faillite engendrée par le révisionnisme s'accentuait. Gorbatchev, avec sa restructuration économique (perestroïka) et sur le plan idéologique sa prétendue transparence (glasnost) a préparé le tremplin de la restauration complète qui tardait. Les différents clans de la nouvelle bourgeoisie, les dirigeants des grandes entreprises piaffaient d'impatience, car ils en voulaient plus, ils voulaient tout le pouvoir, la restauration complète pour s'approprier le fruit du travail accumulé de millions d'hommes. Appuyé par l'armée qui détenait des pans entiers de l'économie, ils ont écarté Gorbatchev, alors que l'aile révisionniste de «gauche» tentait de s'y opposer et était vite réduite au silence par les canons.

Les masses pensaient que le changement ne pouvait pas être pire que la politique menée par les révisionnistes (qui se présentaient comme communistes). On connaît la suite des évènements.

La nouvelle bourgeoisie contrôlait l'économie à travers ses réseaux de directeurs d'entreprises, de cadres supérieurs dont ceux du Parti et de tous les rouages de l'Etat qui s'accordaient des avantages considérables, leur permettant d'accumuler du capital, de le faire fructifier à l'étranger secrètement dans les banques suisses notamment. Il suffira de transformer les entreprises d'Etat et les coopératives en sociétés par actions, d'attendre que le prolétariat et employés qui n'avaient pas de capital accumulé, vendent leurs actions par besoin, d'autant qu'elles perdaient rapidement. La nouvelle bourgeoisie put ainsi pour une poignée de cerises s'approprier la propriété d'Etat. La bourgeoisie internationale suivra, en rachetant des milliers d'entreprises qui sur le marché capitaliste ne valaient plus rien, pour une poignée de cerises, sans compter tous les trafiquants.

Il est important de comprendre l'apparition, le développement de la nouvelle bourgeoisie révisionniste en URSS, dans les pays ex-socialistes et en Chine.

Le phénomène que nous venons de décrire est concomitant avec le développement de l'autre face du révisionnisme dans les pays capitalistes où les partis ne sont pas au pouvoir. Il est important de faire ce parallèle. Dans notre pays son reflet est la chute du parti révisionniste qui a montré son véritable visage, celui de gestionnaire du système, défenseur de la bourgeoisie et de la couche qu'il représente celle de l'aristocratie ouvrière conciliatrice liée au système par divers avantages.

RESTAURATION CAPITALISTE EN CHINE

Sur la nature de la révolution en Chine

Les trotskistes disent que la Chine n'a jamais été communiste car pour eux c'était la paysannerie qui dirigeait le parti et pas le prolétariat. La petite paysannerie d'après eux ne peut être révolutionnaire, il n'y a donc pas eu de révolution prolétarienne en Chine.

Ce n'est évidemment ni être maoïste, ni staliniste, ce qui n'est pas étonnant pour des trotskistes. Ce n'est pas même être léniniste alors qu'ils se réclament de ce titre, car une grande partie du

combat de Lénine a été justement dirigée contre la thèse que dans toute circonstance la paysannerie ne pouvait être révolutionnaire. Lénine a montré que dans un pays où la paysannerie est dominante en nombre, dans un pays semi-féodal, dans un pays opprimé, la paysannerie était l'alliée indispensable pour la révolution. Staline a rappelé les mêmes choses à propos de cette question (voir – Staline - sur la révolution chinoise). Et bien sûr Mao.

Les trotskistes confondent la nature du Parti, son rôle, son programme et sa composition. Il est évident que dans un pays composé de 90 % de paysans dont la majorité est pauvre, la majorité des communistes sont paysans ou d'origine paysanne. Les paysans habitant à la campagne, il est évident que l'encerclement des villes par les campagnes va de soi. Il est aussi évident que l'Armée sera une armée principalement paysanne dirigée par le prolétariat. Que la révolution dans les villes est complémentaire, sans oublier que le mouvement ouvrier avait été écrasé dans les villes. Au Pérou, la guerre populaire se déroule dans les campagnes. Dans les villes, la présence du Parti est maintenue, se développe et prépare l'insurrection.

Ce n'est pas la démarche des camarades se réclamant de Staline, qui a compris la démarche de Mao (voir «Sur la Question Chinoise»), malgré qu'il ait été un moment mal informé par Borodine, l'envoyé de la IIIème Internationale, qui lui, était imbus des préjugés trotskistes sur l'importance du rôle de la paysannerie dans la révolution chinoise et qui soutiendra le point vue gauchiste de Li Lisan, des 8 formés à Moscou et cela même après l'extermination des ouvriers communistes et syndicalistes à Shanghaï. D'ailleurs Borodine dira lui-même qu'il n'avait rien compris à la Révolution chinoise.

Staline a soutenu implicitement Mao dans sa brochure «la révolution chinoise» en préconisant les soviets de paysans. Mao soutiendra le mouvement paysan tel qu'il était, sous sa forme populaire mise en place par les paysans eux-mêmes, les Unions paysannes (enquête sur le Hunan «Ils se mobilisent – Tout va mal, tout va bien».Une république soviétique existait avant la contre-révolution dans le Jiangxi (la lutte dans les monts Xinjiang). Le soviet du Jiangxi devra être abandonné, la Longue Marche va commencer et se terminera à Yenan par la constitution d'une zone libérée. Mao va expliquer «Pourquoi le pouvoir rouge peut exister en Chine». Il a pu se maintenir dans le Jiangxi à la période où les seigneurs de la guerre et les différents impérialistes qui se soutenaient l'un ou l'autre, avant l'expédition du Nord de Jiang Jièshi – Tchang Kaïchek. Grâce à l'Armée Rouge et l'appui des piques rouges paysannes, le pouvoir rouge a pu se maintenir temporairement dans plusieurs régions. La Longue Marche a été nécessaire pour briser l'encerclement et a permis un formidable travail de propagande, a fait connaître le Parti Communiste et sa politique dans les zones libérées (la Démocratie Nouvelle). Ce qui montre que la guerre populaire est d'abord une guerre des masses, qu'au cours de cette guerre le peuple prend le pouvoir, transforme la réalité sociale et économique, la démocratie nouvelle, où sont appliqués les nouveaux principes du peuple, dans les zones où le parti aide à l'apparition de ce pouvoir. C'est le deuxième caractère de la guerre populaire, la constitution du pouvoir rouge.



Ce n'est qu'avec la prise du pouvoir dans tout le pays (en 1949) que la deuxième phase pourra être mise en route.

A la campagne va être réalisée la réforme agraire, expropriation des propriétaires fonciers, hobereaux, paysans riches, puis commencer à mettre en place la production collective (campagne d'émulation socialiste), afin de passer à la production collective à la campagne (équipes d'entraide, puis différents niveaux de coopération, pour finir, la commune populaire). Dans l'industrie, l'artisanat et le commerce, une partie importante (chemins de fer, mines, industries lourdes et moyennes) deviennent propriété socialiste. D'autres plus petites restent momentanément privées.

Le Pouvoir Populaire en Chine, pays opprimé par l'impérialisme est constitué par l'alliance du prolétariat, de la paysannerie pauvre et moyenne, intellectuels, de la petite bourgeoisie des villes dont les intérêts étaient opposés à ceux de la bourgeoisie compradore. Dans la première phase après avoir obtenu la neutralité ou l'appui de la bourgeoise nationale, mais aussi pour utiliser le savoir faire des industriels, artisans et commerçants, des concessions temporaires leur ont été accordées. La révolution culturelle a mis fin à cette situation parce Mao Zedong a appelé les masses à se dresser contre ceux qui dans le parti s'en accommodait et voulaient poursuivre, amplifier cette situation temporaire, rétablir les normes capitalistes, revenir à l'exploitation individuelle à la campagne, privatiser l'industrie et le commerce, faire venir les entreprises étrangères pour exploiter la classe ouvrière chinoise. La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne a permis de gagner dix ans.

A la mort de Mao, Hua Guofeng a lancé une attaque directe contre le contenu de la Révolution Culturelle et, faisant arrêter ses dirigeants (Yao Wenyuan, Wang Hongwen, Zhang Zhongjia et Jiangjin (la veuve de Mao), a ouvert le chemin du retour aux addaires de Teng Xiaoping, auparavant exclu de ses fonctions dirigeantes.

Comme chacun peut constater, le Parti Communiste Chinois s'est transformé aujourd'hui en son contraire, en parti social-fasciste chargé de la restauration complète du capitalisme. Alors qu'en URSS, la technique du coup d'Etat et la mise à l'écart du parti révisionniste a créé le chaos, cela ne s'est pas produit en Chine, puisque l'appareil du parti, des syndicats, de l'Etat dirigé par le Parti ont été et sont utilisés pour une marchée forcée de restauration complète du capitalisme.

La liquidation des 4 de Shanghaï et l'attaque contre la Révolution culturelle tout en se réclamant de Mao (pour

dénaturer son œuvre et ses apports universels qui constituent le maoïsme), montrent qu'en Chine, il y avait bien construction du socialisme sur les bases du marxisme-léninisme et qu'il y a eu restauration à partir du moment où les quatre modernisations de Teng Xiaoping ont été mises en place. Le processus a été plus rapide grâce au maintien du Parti Communiste, de l'appareil d'Etat structuré, des syndicats liés au parti révisionniste d'aujourd'hui, avec l'appui de l'Armée qui a elle aussi a changé de couleur.

Il y a eu constitution d'une nouvelle bourgeoisie dont l'objectif était la restauration du capitalisme au cours d'un processus plus ou moins long.

Dans les pays capitalistes, la mauvaise compréhension du processus de restauration capitaliste (qui a un début et une fin) amène à une conception erronée sur la lutte pour la reconstitution du Parti Communiste. En effet le processus est identique quant à l'apparition du révisionnisme et le processus de dégénérescence du Parti dans les pays où il n'est pas au pouvoir, sa social-démocratisation complète qui aboutit à la collaboration la plus étroite avec la bourgeoisie. La classe qui dirige alors le parti n'est plus la classe ouvrière mais l'aristocratie ouvrière.

Dans les pays socialistes, c'est la formation d'une nouvelle bourgeoisie qui rend possible la restauration capitaliste. C'est elle qui dirige le processus. Elle n'a pas à collaborer comme dans les pays capitalistes et en retirer des miettes, elle n'a pas à se mettre au service de la bourgeoisie, elle est la bourgeoisie elle même dont l'objectif est de mener à terme la restauration.

On peut comparer le PCI(Italie) au parti communiste de l'URSS. Ces deux partis ont été démantelés, ils ne font plus illusion. Quant aux P«c»C et P«c»F, l'un et l'autre tentent de faire illusion sur leur nature.

Nous dénonçons le P«c»F comme révisionniste car il n'a pas abandonné en paroles le titre de communiste (d'ailleurs la social-démocratie P«s», dit «nous avons besoin d'un parti communiste,» ce qui veut tout dire quant à la nature du P «c»). Aujourd'hui le P«s» dit qu'il faudrait une fédération de gauche avec un nouveau programme commun (de réforme du capitalisme, de l'économie de marché).

En ce qui concerne la Chine, nous devons dénoncer le P«c»C pour ce qu'il est et ne pas faire croire ce qu'il n'est pas. Ainsi nous aiderons à la constitution du parti marxiste-léniniste-maoïste en Chine même.

Quant à la Russie nous pensons que les camarades qui veulent se battre pour une seconde révolution doivent non seulement se référer au marxisme-léninisme, au camarade Staline et à la défense de son œuvre, mais aussi intégrer les apports de Mao Zedong, c'est à dire créer un parti marxiste-léniniste-maoïste.

Rappelons les points essentiels :

I Marx, Lénine et Mao ont fait les uns après les autres des apports fondamentaux à la théorie révolutionnaire du prolétariat.

II Engels a été un grand dirigeant du prolétariat, a travaillé côte à côte avec Marx et a contribué au travail fondamental de Marx.

III Lénine a défini la politique du prolétariat à l'époque de l'impérialisme, a édifié le parti de type nouveau, a installé de façon durable la dictature du prolétariat, aidé à la lutte de libération nationale et à la constitution du nouvelle Internationale (la IIIème).

IV Staline a appliqué le marxisme-léninisme, a construit le socialisme et contribué à l'extension du camp socialiste. Il a été un continuateur de l'œuvre de Lénine.

V Mao Zedong, n'a pas seulement fait la révolution en Chine, mais a enrichi la théorie révolutionnaire du prolétariat :

1. concept de la guerre populaire prolongée, comme guerre des masses au cours de laquelle s'édifie le nouveau pouvoir populaire jusqu'à la prise du pouvoir dans tout le pays.

2. La résolution des deux types de contradictions durant la période précédant la révolution puis sous la dictature du prolétariat.

3. La commune populaire comme unité regroupant plusieurs communes pour résoudre le problème du développement inégal entre agriculture et industrie, artisanat, échanges et services entre travail manuel et intellectuel, entre développement centralisé et développement local, régional, pour finir, en considération de la lutte constante durant toute la période séparant le capitalisme du communisme.

4. La révolution Culturelle prolétarienne pour renforcer dans tous les domaines la dictature du prolétariat, accélérer les de processus de transformation socialiste, tant économique, que culturelle, politique, de l'éducation, de l'Etat etc..

Le Maoïsme en théorie et en pratique a été établi comme théorie universelle par le Président Gonzalo, qui de ce fait a relancé le processus révolutionnaire dans les conditions nouvelles, celle de la disparition du camp socialiste, première phase d'édification de la société socialiste, celle de la concentration de plus en plus grande du capitalisme, celle du développement de la contre-révolution et du fascisme. Bref sans les apports de Mao, adaptés à la révolution dans chaque pays, la révolution ne peut aller jusqu'au bout, c'est à dire jusqu'au renversement de l'impérialisme et de la bourgeoisie dans chaque pays.

Sans la guerre populaire opposée à la guerre impérialiste, aux guerres d'agression et à la guerre de basse intensité contre le prolétariat et les peuples, il n'est pas possible d'en finir avec l'impérialisme, de construire le socialisme puis le communisme à l'échelle mondiale, de résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les peuples du monde.

Ces réponses succinctes et celles complémentaires qui suivent, doivent permettre aux camarades qui sincèrement veulent se battre pour la révolution prolétarienne de préparer ensemble une conférence pour le regroupement des tous les communistes dans un seul parti. ✪

Sur la question de l'Etat

mai 2003

Une grande confusion est entretenue par la bourgeoisie, les sociaux-démocrates, les révisionnistes les réformistes de tout poil sur cette question, tandis que les anarchistes profitent de cette confusion pour faire croire que tout Etat est policier y compris l'Etat prolétarien, donc qu'il faut détruire l'Etat en général, immédiatement.

Nous appuyant sur l'expérience historique pratique du prolétariat, des textes théoriques qui en découlent, nous allons essayer de résumer les principes théoriques de cette expérience, en tirer les conclusions afin de cerner les problèmes que nous devrons résoudre sur la base de ces enseignements dans notre propre pays, dans le cadre de l'Europe, des pays développés, plus largement de l'Etat capitaliste.

Dans *L'origine de la famille*, de la propriété privée et de l'Etat, Engels dit : *«L'Etat est un produit de la société à une certaine étape de son développement.» «Selon Marx, l'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre.»*

Lénine, dans *L'Etat et la révolution*, rappelle à ce sujet parlant des mencheviks et des socialistes révolutionnaires : *«ils glissèrent vers la théorie petite-bourgeoise de la conciliation des classes par l'Etat.»*

«Que l'Etat soit l'organisme de domination d'une classe déterminée, qui ne peut pas être conciliée avec son antipode (avec la classe qui lui est opposée), c'est ce que la démocratie petite-bourgeoise ne peut jamais comprendre.»

Donc si L'Etat est un produit des antagonismes de classes inconciliables, s'il est une force placée au-dessus de la société et qui *«s'éloigne de plus en plus de la société»*, il est clair que l'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, *«mais aussi sans la suppression»* de l'appareil du pouvoir d'Etat.

Nous voyons ici le parallèle qui existe entre les mencheviks et les socialiste-révolutionnaires d'hier et les sociaux-démocrates, opportunistes et révisionnistes d'aujourd'hui.

Toute la polémique sino-soviétique des années 60 tourne autour de cette question : les deux mondes inconciliables (capitalisme et socialisme) d'une part, les classes antagoniques dans les pays capitalistes et la théorie de la coexistence et du passage pacifique, la conciliation avec l'impérialisme, de l'autre.

Aujourd'hui, les socialistes (P«s»), révisionnistes (P«c»), et les partis petits bourgeois nient cette nécessité de la révolution violente et pratiquent une politique de conciliation avec la bourgeoisie.

Les partis passés au révisionnisme ont détruit le camp socialiste, y compris en Chine, où le parti «communiste» qui restaure le capitalisme concilie avec l'impérialisme. Inutile de dire que ce parti n'a plus rien à voir avec le communisme, mais est un parti qui dépouille par la force la classe ouvrière des moyens de production qu'elle détenait et la distribue aux capitalistes chinois et étrangers. En divisant la terre en petites parcelles qui ne leur permettent plus de vivre, il condamne la paysannerie hier organisée en coopératives, à aller exercer un travail sous-payé en ville. Comme l'avait dit Mao le parti peut se transformer en son contraire.

En France, en Europe, l'accompagnement des restructurations capitalistes a pour résultat un chômage massif organisé par les capitalistes et l'Etat qui les soutient qu'il soit de droite ou de gauche, ce qui prouve ce que Marx et Engels cités par Lénine disaient déjà. L'Etat est un Etat de classe, il défend des intérêts de classe qu'on ne peut concilier. Cet appareil d'Etat doit être détruit de fond en combles comme le rappelle la préface du *Manifeste du Parti Communiste* de 1872, se basant sur l'expérience de la Commune de Paris.

Poursuivons. Engels dit : *«l'Etat se distingue premièrement par la répartition de ses ressortissants d'après la division territoriale. [...]*

Le second trait, c'est l'institution d'un pouvoir public. [...] [E]lle ne comprend pas seulement des hommes armés, mais des accessoires matériels, prisons et institutions coercitives de toutes sortes qu'ignorait la société gentilice.»

Comme le précise Lénine : *«L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat.» «Dès 1891, Engels avait montré que la 'course aux conquêtes' était un des traits distinctifs de la politique extérieure des grandes puissances, [...] [que cette course engendrait] la guerre, alors que les gredins du social-chauvinisme couvrent la défense des intérêts spoliateurs de 'leur' bourgeoisie par des phrases sur 'la défense de la république'.»*

A propos du suffrage universel, que nous dit Engels ? *«Le suffrage universel est l'instrument de la bourgeoisie [...] il ne peut donner ni ne donnera jamais davantage dans l'Etat actuel.»*

Quant au dépérissement de l'Etat, Engels s'en explique dans Philosophie, économie politique, socialisme, Anti-Dühring, pp 360-362 de l'édition française, Paris, 1911.

Comme le dit Lénine dans L'Etat et la Révolution, *«Engels parle ici de la suppression de l'Etat de la bourgeoisie par la révolution prolétarienne, tandis que ce qu'il dit du dépérissement se rapporte à ce qui subsiste de l'Etat prolétarien, après la révolution socialiste. L'Etat bourgeois ne dépérit pas, il est supprimé par le prolétariat au cours de la révolution.*

Faire croire que Marx, Engels ont expliqué que le dépérissement de l'Etat bourgeois a lieu aussitôt la prise du pouvoir par le prolétariat, c'est faire croire que d'un seul coup l'Etat est aboli, que tous les moyens de production y compris le plus petit commerce, toute la propriété foncière la plus petite [...] sont abolis d'un seul coup, que plus rien ne subsiste des anciennes lois, habitudes etc., que l'instruction a atteint un tel niveau que la séparation entre travail manuel et intellectuel est abolie, qu'il n'y a plus besoin d'Etat pour réprimer l'ancienne classe qui ne rêve que de restaurer le capitalisme.»

Le raisonnement d'Engels ne vise pas les anarchistes qui nient la nécessité de l'Etat prolétarien pour mettre en route ce dépérissement total de l'Etat au cours duquel le prolétariat doit contraindre la bourgeoisie à céder non seulement les moyens de production, mais aussi que soit complètement revue l'orientation de l'enseignement, tous les secteurs parasitaires ayant été supprimés au profit de secteurs utiles.

Engels combat dans cet article les révisionnistes et les opportunistes petits bourgeois qui nient le caractère de classe de l'Etat et s'opposent à l'idée de la révolution violente, qui préconisent le passage pacifique et la mise en route du dépérissement de l'Etat bourgeois, sans avoir renversé la bourgeoisie, instauré l'Etat prolétarien. L'Etat bourgeois aura été supprimé par la contrainte sur la bourgeoisie, alors pourra être mis en route le processus de dépérissement de l'Etat prolétarien lui-même, ce qu'explique Lénine d'une façon détaillée dans *L'Etat et la Révolution*. Lénine précise entre autre que : *«sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois. La suppression de l'Etat prolétarien, c'est à dire la suppression de tout Etat n'est possible que par voie de dépérissement.»*

LA POSITION DE MARX ET ENGELS SUR L'ETAT ET LA REVOLUTION

Celle-ci est résumée dès 1848 dans le *Manifeste du Parti Communiste*, juste avant la Révolution qui va s'étendre dans toute l'Europe.

«La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante.»

«Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est à dire s'ériger en classe dominante.»

Donc la classe ouvrière doit s'ériger en classe dominante et a besoin du pouvoir d'Etat pour réorganiser la société sur d'autres sur d'autres bases.

Dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* et *Les luttes de classes en France*, Marx pose la question de l'Etat. *«La question de l'Etat est posée de façon concrète : comment est né historiquement l'Etat bourgeois, la machine d'Etat nécessaire à la domination de la bourgeoisie ? Quelles transformations, quelle évolution cette machine d'Etat a-t-elle subies au cours des révolutions bourgeoises et lorsqu'elle s'est heurtée aux mouvements d'indépendance des classes opprimées ? Quelles sont les tâches du prolétariat à son égard ?»* Lénine, *L'Etat et la révolution*

Le 5 mars 1852, dans une *Lettre à Weydemeyer*, Marx écrit : *«ce que j'ai fait de nouveau, c'est d'avoir démontré : 1) que l'existence des classes ne se rattache qu'à certaines batailles historiques ayant trait au développement de la production ; 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature n'est elle-même que la transition à la suppression de toutes les classes et à la société sans classes.»*

A PROPOS DE LA DEMOCRATIE

Lénine répond à Kautsky : *«L'Etat de cette période-là doit donc être forcément un Etat démocratique d'une manière nouvelle (pour les prolétaires et les non-possédants en général) et dictatorial d'une manière nouvelle (contre la bourgeoisie).» «Tous les Etats bourgeois sont d'une manière ou de l'autre [...] une dictature de la bourgeoisie.»*

Le 12 avril 1871 Mars écrit à Kugelmann, *«Si tu relis le dernier chapitre de mon 18 Brumaire, tu me verras affirmer que la révolution en France doit avant tout tenter, non pas de faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains - c'est ce qui s'est toujours produit jusqu'à maintenant, mais de la briser. Là précisément est la condition préalable de toute révolution vraiment populaire sur le continent. C'est aussi ce que tentent nos héroïques camarades de parti, à Paris.»*

Comme le précise Lénine, *«Briser la machine bureaucratique et militaire, c'est en ces mots que se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat dans la révolution.»* C'est le contraire «de la voie pacifique au socialisme», de la «démocratie en général», du «dépassement du capitalisme» et autres mots d'ordre du P«c»F révisionniste et de tous les opportunistes.

«La Commune fut composée de conseillers municipaux choisis dans les différents arrondissements de Paris. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité était naturellement formée d'ouvriers ou de représentants reconnus de la classe ouvrière.»

«La police qui jusqu'alors avait été l'instrument du gouvernement central, fut immédiatement dépouillée de ses attributions politiques et devient l'instrument de responsabilité et à tout moment révocable de la Commune. [...] Il en fut de même pour tous les autres fonctionnaires de l'administration. [...] Depuis les membres de la Commune, jusqu'en bas, le service public devait être assuré moyennant un salaire d'ouvrier. Tous les privilèges et frais de représentation des grands dignitaires de l'Etat disparurent avec les dignitaires eux-mêmes. [...] Une fois écartées l'armée permanente et la police, instruments de la force matérielle du vieux gouvernement, la Commune entreprit aussitôt de briser l'instrument de l'oppression spirituel, le pouvoir des prêtres. [...] Les magistrats perdirent leur indépendance apparente. [...] Désormais ils devaient être élus publiquement, être responsables et révocables.»

On voit la différence avec les élus en régime bourgeois, de gauche ou de droite qui sont élus pour 4 ans, non-révocables, leurs émoluments sont non pas le salaire d'un ouvrier mais 15 fois ce salaire, sans compter tous les privilèges liés à la fonction. La décentralisation ne supprime pas le nombre d'élus bien rémunérés, mais en augmente le nombre.

L'appareil d'Etat s'enfle, d'autant plus que la politique de restructuration

engendre une crise profonde elle-même productrice de chômage, de dégradation du niveau de vie, situation à risques pour la bourgeoisie qui renforce son appareil de contrôle et de répression, pouvoir des juges accru, renforcement de l'appareil policier et administratif. A l'appareil national s'ajoute l'appareil de gestion et d'organisation de l'Europe. Là aussi les fonctionnaires européens sont super rétribués. Ils sont chargés de mettre en place un appareil d'Etat supranational encore plus lourd et plus répressif.

Il ne suffit pas de briser la machine d'Etat de la bourgeoisie et commencer à construire la société. Il faut aussi briser la résistance de la bourgeoisie.

Marx a dit: *«La Commune a réalisé un gouvernement a bon marché, mot d'ordre de toutes les révolutions bourgeoises, en supprimant les deux chapitres de dépenses les plus importantes, l'armée permanente et la bureaucratie.» «Au lieu de décider une fois pour tous les trois ans ou six quel membre de la classe dominante ira représenter et opprimer le peuple au Parlement, le suffrage universel devrait servir au peuple constitué en communes à recruter pour son entreprise des ouvriers, des surveillants, des comptables, de même que le suffrage individuel sert à tout employeur au mêmes fins.»*

Dans un second article nous examinerons la formation de l'Etat socialiste en URSS et en Chine.

Dans un troisième article, nous examinerons les formes de l'appropriation collective des moyens de production dans l'industrie, le commerce et l'agriculture en Catalogne et en Andalousie, forme non-avouée et limitée de la dictature du prolétariat faute de prise du pouvoir central par principe, par les anarchistes.

Cet autre article aura pour objectif de montrer certains aspects positifs des anarcho-syndicalistes et leurs faiblesses et inconséquences que reconnaissent un certain nombre d'entre eux afin de les rapprocher du parti, du front uni, dans les comités populaires, dans le mouvement syndicaliste de classe, etc. Dans un quatrième article, sur la base de cette étude et des conditions que nous avions esquissées dans notre analyse des classes en France, nous esquisserons les contours de l'Etat prolétarien tirés de ces expériences citées plus haut, base de développement du socialisme dans notre pays jusqu'au communisme avec les autres peuples du monde.

Nous ne devons pas rejeter l'expérience passée, mais comme un héritage, garder tout ce qui peut nous être utile, le valoriser. Voilà notre état d'esprit. C'est pourquoi notre héritage ne saurait s'arrêter après la mort de Staline. Mao a été le principal combattant contre le révisionnisme et a apporté des solutions nouvelles, en économie, en philosophie, en politique, et dans le domaine militaire. ✪

La loi Perben II, un instrument judiciaire du nouveau fascisme

octobre 2004

Le plaider coupable :

Le fascisme, dans sa nouvelle forme, est en train de mettre en place, pas à pas, ses structures dans tous les domaines.
Le 1er Octobre, la loi Perben II est entrée en vigueur soi-disant pour «adapter la justice aux évolutions de la criminalité.» Pour ce faire elle instaure «le plaider coupable», «procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité».

Cette loi s'applique à presque toutes les infractions pénales (délits) dont la peine ne dépasse pas cinq ans de prison. Elle devrait être la moitié de celle encourue et ne pas dépasser 1 an de prison.

Sous la pression en douceur ou le «chantage» du procureur, le prévenu va même en présence de son avocat accepter de «plaider coupable», joli euphémisme puisqu'il n'y aura plus de plaidoirie. Ce sera du marchandage comme aux USA. Il n'y aura que des coupables, pas d'examen de personnalité, de circonstances atténuantes, mais un marché. Vous êtes coupable, je vous propose 1 an maxi. Vous pouvez aller au tribunal, mais attention vous pouvez prendre plus. C'est pire si la peine prévue est de 6 mois à 2 ans ; tout dépend si l'on part de la peine maxi ou de la mini, autrement dit la proposition dépend du pouvoir discrétionnaire du procureur. De toute façon, c'est du chantage, car le prévenu qui accepte de de plaider coupable est en position de faiblesse.

Il faut «alléger les audiences correctionnelles» (en fait en supprimer le maximum), «diminuer les délais de jugement» (la transaction le supprime) et «conduire au prononcé de peines mieux adaptées car acceptées par l'auteur du délit» (pourra-t-il faire autrement) ?

Mais il y a de la grogne dans l'air chez un certain nombre de magistrats et d'avocats, c'est pourquoi le fascisme dans sa forme nouvelle procède en tâtant le terrain. La mise en œuvre va être progressive, une dizaine d'affaires par jour à Paris, 7 à 8 par semaine à Toulouse, Versailles ne démarrera qu'en janvier 2005. Suivant les tribunaux, les affaires concernées par cette loi seront différentes. A Paris la «délinquance générale» passe en général en comparution immédiate (port d'armes à feu, vols avec violences). A Angers ce seront principalement «les contentieux techniques», impliquant artisans et commerçants, «auteurs parfaitement à même d'apprécier ce qu'on propose dans ce cadre.» «La prime à l'acceptation, ce sont des peines en deçà de la jurisprudence du

tribunal.»

Le prévenu, ainsi que l'avocat, devront être avisés à l'avance avant la date de l'entretien avec le procureur de la peine qu'il compte proposer. L'avocat ne fera pas de plaidoirie mais fera une analyse rapide technique du dossier. «Ces affaires seront réservées aux avocats expérimentés». Ce qui rendra sans doute les honoraires de l'avocat spécialiste de cette politique de marchandage plus élevés.

Un juge sera chargé d'homologuer la peine ou la refuser devant une audience publique, sans procureur, si la chancellerie préconise d'écarter les affaires impliquant des victimes (y a-t-il des affaires sans victimes ?), la victime pourra intervenir lors de l'audience d'homologation si elle vient. Alors de facto, une deuxième peine, un deuxième jugement s'ajoutera au premier, celui -ci n'étant plus transactionnel.

PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI PERBEN SUR LA CRIMINALITE

Dès le 9 Mars 2004 :

★ Répression accrue de 32 infractions en bande organisée (proxénétisme, dopage, aide aux séjours irréguliers d'étrangers), nouvelles lois sur l'atteinte à l'environnement, la contrefaçon, le racisme et l'homophobie, la divulgation de procédés permettant la fabrication d'explosifs, l'exercice illégal du métier de taxi, l'usurpation de plaques appartenant à un tiers...
★ Sortie de prison (placement extérieur, bracelet électronique (détenus condamnés à moins de 5 ans)
★ Audition vidéo devant le tribunal correctionnel, des témoins, parties civiles et experts.
★ Contrôle hiérarchique des parquets.
★ Entraide judiciaire européenne.
★

Le 1er Octobre :

★ Plaider coupable
★ Pôles interrégionaux
★ Garde à vue de 96 heures
★ Enquête de flagrance de 15 jours
★ Sonorisation des lieux privés
★ Infiltration
★ Perquisition de nuit
★ Mandat de recherche
★ Ecoutes téléphoniques

Quand la nouvelle forme du fascisme parle de bande organisée, on ne parle pas seulement de bandes maffieuses, de bandes criminelles, mais aussi de ceux accusés d'aide aux séjours irréguliers d'étrangers, par exemple les associations qui dénoncent les conditions de rétention, ou d'accueil, celles qui défendent les prisonniers,



celles qui faute de pouvoir se faire entendre occupent des locaux pendant quelques minutes ou heures, les associations qui combattent les OGM, ou les atteintes à l'environnement se font matraquer et après inculper.

Les mesures qui s'appliquent à ces derniers consistent en 96 heures de garde à vue pour les faire craquer ; c'est la torture blanche de basse intensité.

Sonorisation des lieux privés, c'est-à-dire espionnage légal et déclaré de ceux qui contestent.

Perquisition de nuit, mais en l'absence des responsables de l'organisation ou de l'individu «subversif». C'est-à-dire la porte ouverte à toutes les provocations policières faute de témoins (introduction possible de documents, saisie de documents sans contrôle, vols d'objets éventuellement, dépôt d'armes, de drogues, etc. pour charger le militant, le faire tomber par un mensonge - à quand «l'incendie du Reichstag» ?).

Ecoutes téléphoniques et après, sans doute, marchandage pour que les plus fragiles plaident coupables, voire dénoncent leurs camarades et obtiennent le statut de repenti.

La délation devient une vertu. Hier la police utilisait des balances en prison, dans les quartiers, au sein des organisations et des partis, organisait des provocations, mais tout cela était illégal. Elle utilisait ceux qui cédaient à son chantage, ceux qu'elle tenait parce qu'ils étaient en sursis, qu'ils n'étaient pas complètement nets et qui n'osaient pas résister. La police prétendait qu'elle ne pouvait faire autrement. Aujourd'hui les choses vont plus loin, l'Etat, le parlement les officialisent et les légalisent, incitent tout un chacun à devenir un délateur, pas seulement pour contrecarrer la maffia. La maffia et ses hommes de main ont été utilisés dans bien d'autres cas contre les mouvements populaires importants. Elle a aussi été utilisée pour dénoncer ou signaler des activités suspectes ou n'entrant pas dans les normes, de certains individus, ou d'associations. Des délateurs peuvent être chargés de la surveillance discrète. Nous n'avons pas la mémoire courte et savons par expérience historique combien de gens ont été arrêtés par la milice, la gestapo (quand ils n'étaient pas livrés par la police française), torturés, fusillés, ou exterminés dans les camps nazis.

Cette loi ouvre la porte à tous les salopards qui, pour quelques billets, vont faire le sale boulot de délateurs et kollabos. Elle ouvre la porte à toutes les provocations policières et non policières. Cette loi prépare des lendemains qui ne chantent pas pour le prolétariat et pour le peuple. ✪

Communistes et anarchistes

mai 2005

L'objectif final des communistes et des anarchistes est le même: une société débarrassée de toutes formes d'exploitation et d'oppression, une société sans classes, sans Etat, c'est-à-dire le Communisme à l'échelle mondiale.

Ce qui sépare les communistes des anarchistes, c'est le moyen d'y parvenir. Les communistes constatent que tout changement important du système de propriété (substitution du féodalisme à l'esclavagisme, du féodalisme au capitalisme) a toujours commencé par la prise du pouvoir, la destruction des bases économiques, politiques et idéologiques antérieures, puis le développement du nouveau système. Mais *«toutes tes classes qui dans le passé se sont emparées du pouvoir essayaient de consolider leurs situation acquises»* alors que *«les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives sociales qu'en abaissant le mode d'appropriation et par la suite tout mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours»*. (*Manifeste du Parti Communiste*, Karl Marx et Friedrich Engels)

Le prolétariat, en renversant la bourgeoisie, a montré lors de la Commune de Paris *«qu'il ne pouvait prendre la machine d'Etat toute prête, mais devait la détruire de fond en combles.»* (*La Guerre Civile en France*, Marx). Marx dans une correspondance à Wedemeyer écrit: *«Ce que j'ai fait de nouveau, c'est d'avoir démontré: 1) que l'existence des classes ne se rattache qu'à certaines batailles historiques ayant trait au développement de la production; 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat; 3) que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes.»*

Les libertaires ont leur propre vision d'un socialisme anti-autoritaire, *«une transformation radicale de la société concrétisant le socialisme spontané des travailleurs»* (*Manifeste pour une Alternative libertaire*). Cette transformation serait possible, *«parce que les rapports de production, le rapport salarial sont brisés, que les grands moyens de productions sont socialisés, collectivisés à la base et non étatisés, que l'autogestion se substitue au rapport dirigeants/dirigés, et qu'ainsi la division de la société en classes antagonistes est remplacée par une communauté humaine en réunification, socialement et politiquement égale et libre»*. Le socialisme anti-autoritaire serait une *«démocratie authentique, parce que l'appareil d'État - c'est-à-dire l'appareil de domination des classes exploiteuses - est brisé, remplacé par une organisation fédéraliste de la société et par l'autogestion généralisée exercée sur toutes les grandes décisions», «Il s'en suit que le nouveau pouvoir ne sera pas exclusivement le pouvoir du prolétariat – même s'il y pèse de façon décisive – et encore moins sa dictature»*.

Pour les anarchistes, il n'y a pas de transition entre capitalisme et communisme. L'autogestion est la transition, il n'y a besoin d'appareil d'Etat prolétarien pour assumer la transition.

Existe-t-il un exemple assez complet pour vérifier la thèse anarchiste? Oui, durant la guerre civile en Espagne.

Avant le soulèvement de Franco, les anarchistes dirigeaient la CNT (Confédération Nationale du Travail), qui regroupait 1 million de membres. De plus, ils disposaient d'un appareil politique, la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique). Ils avaient la capacité organisationnelle de diriger les masses prolétariennes et paysannes et se lancer à l'assaut de l'Etat bourgeois. Mais c'est la bourgeoisie dirigée par Franco qui a été à l'initiative de la guerre civile.

Dans la partie républicaine où le soulèvement avait été écrasé, le vide laissé par la fuite des dirigeants patronaux et des administrations avait permis au prolétariat et à la paysannerie pauvre se s'emparer du pouvoir économique (moyens de production et la terre). La mise en place de l'autogestion anarchiste des communes et communautés autogérées, c'est-à-dire sans plan centralisé reliant les milliers d'entreprises, empêcha les communes de surmonter l'inégalité, parce que les groupes de production entraient en concurrence entre eux. Prendre les usines ne suffit pas. La tâche la plus difficile c'est de *«passer de la tâche la plus simple, qui est de poursuivre l'expropriation des capitalistes, à une tâche beaucoup plus complexe et plus ardue: créer des conditions dans lesquelles la bourgeoisie ne puisse ni exister, ni se reformer à nouveau.»* (Lénine) Sans un Etat prolétarien on ne peut transformer tous les rapports de production.

Il fallait pourtant organiser la défense et le maintien de la nouvelle société. Il fallait un pouvoir centralisé pour consolider les avancées et battre les ennemis! Au lieu de prendre en mains l'appareil d'Etat que leur proposait Companys en Catalogue pour avoir les moyens de réellement articuler l'ensemble des forces productives entre les mains du prolétariat et de la paysannerie pauvre, les anarchistes ont laissé les choses aller d'elles-mêmes. Pour assurer le ravitaillement des villes et du front ils ont utilisé des colonnes de miliciens armés qui ne faisaient pas partie des communes, mais fonctionnaient comme une force armée séparée des masses. Quand ils ont dû s'attaquer aux disparités des communes (entre autre au Levant et en Aragon, où la collectivisation des terres était la plus poussée), les colonnes mobiles de milices n'ont pu régler les problèmes complexes locaux.

La théorie anarchiste d'autogestion a amené les prolétaires à considérer leurs usines comme la possession de ceux qui y travaillaient, au lieu de la considérer comme propriété de tout le prolétariat. Une grande disparité s'est établie entre prolétaires avec un emploi et ceux sans emploi, entre les prolétaires des secteurs névralgiques et ceux des secteurs secondaires. Les anarchistes ont dû créer une banque centrale, bien qu'ils soient contre la monnaie. Après avoir collectivisé dans 450 villes d'Aragon et déclaré que l'argent était aboli, le comité local a dû émettre des bons locaux qui fonctionnaient comme de l'argent. Mais comme les communes avaient émis des bons de valeur différentes, la monnaie nationale (peseta) s'avéra finalement être plus rationnelle. Le problème n'est pas que les anarchistes n'aient pas réussi à abolir l'argent d'un seul coup car cela était impossible.

Quand la réalité objective a défait tous les dogmes anarchistes. Il s'est posé un dilemme pour les anarchistes: prendre le contrôle de l'économie et assurer la dictature du prolétariat avec la paysannerie pauvre ou laisser la bourgeoisie (réformiste) reprendre le contrôle. Ils ont choisi la seconde solution car ils étaient contre la centralisation autoritaire.

Tout ceci n'enlève rien à la sincérité de l'engagement des anarchistes, ni à leur courage et à leurs sacrifices durant la guerre civile en Espagne, pas plus que leur engagement dans les mouvements sociaux aujourd'hui en France, mais ils doivent se rendre compte de la réalité:

1) Le pouvoir ne tombera pas tout seul. Pour vaincre, le prolétariat doit se doter d'une direction (le Parti Communiste) qui coordonne vraiment toutes les initiatives de base indispensables.
2) Il faut une force de combat capable de renverser la bourgeoisie.
3) Le prolétariat et les forces populaires doivent s'unir dans un Front. ✪

Théorie marxiste-léniniste-maoïste

septembre 2005

LES INSTRUMENTS DE LA RÉVOLUTION

Le Parti

Un Parti révolutionnaire est indispensable pour mener à bien notre tâche, renverser la bourgeoisie, détruire complètement son appareil d'État, le remplacer par l'Etat prolétarien et avec les autres Etats prolétariens au fur à mesure que les capitalistes seront renversés dans chaque pays, mettre en place la coordination de ces Etats jusqu'à l'avènement du communisme à l'échelle mondiale. Bien que couvrant une période historique longue cela peut aller relativement vite vu le niveau scientifique et technologique atteint par la société moderne.

Il faut donc en tout premier lieu renforcer le Parti maoïste, ou les organisations maoïstes quand le Parti n'est pas créé, unifier les maoïstes quand ils sont divisés en plusieurs groupes ou partis (comme l'ont fait les maoïstes de l'Inde). Nous devons aider à la formation de cellules maoïstes en priorité dans les entreprises, cellules composées majoritairement d'ouvriers et d'employés, sans exclure les cadres reconnus par les masses. Ces cellules ne devront pas être connues de la masse mais leurs membres devront être connus comme de bons camarades de travail défendant les travailleurs dans ou en dehors des syndicats suivant les circonstances. Dans les quartiers, les communistes doivent aider à la formation de comités populaires.

Les comités d'usines d'entreprises et d'atelier

Les communistes doivent aider à la formation de comités d'usine, d'entreprise, d'atelier avec des délégués révocables à tout moment, établir un réseau par villes, par régions ou métiers. Ces comités inscriront sur leur drapeau «abolition du salariat et du patronat», comme il est écrit dans la Charte de la CGT en 1906.

Les comités d'usines, d'entreprises, d'ateliers sont devenus une nécessité devant la collaboration plus ou moins ouverte des syndicats traditionnels avec la bourgeoisie et les gouvernements de droite comme de gauche, devant la division qui ne sert que le patronat. La dernière trahison est d'accepter comme moindre mal que les chômeurs voient leurs droits diminués s'ils n'acceptent pas de se plier au diktat de l'Etat, et de sa branche «recherche d'emploi», l'ANPE, de devoir accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix.

Les comités doivent regrouper indépendamment de l'appartenance ou non à un syndicat, tous ceux qui veulent en faire partie. Les délégués seront révocables à tout moment. Bien entendu, les non syndiqués qui représentent la majorité y auront leur place.

Ces nouvelles structures ne doivent pas être des coordinations éphémères mais des constructions démocratiques stables regroupant syndiqués de divers syndicats ou non-syndiqués. La double appartenance sera possible dans la première phase, la primauté revenant au comité.

Lors du Vème Congrès du Parti social-démocrate de Russie, les mencheviks défendaient la «neutralité des syndicats» contre le rôle dirigeant du Parti dans les syndicats. Le Congrès repoussa la proposition menchevik: elle indique que le Parti devait conquérir la direction idéologique et politique dans les syndicats. (Histoire du PC(b) - URSS)

Les comités populaires de quartiers

Ces comités doivent exister d'une façon autonome. Les membres pourront rester dans organisations existantes pour y impulser la lutte ou être en dehors et défendre les revendications contre les loyers chers, pour l'occupation des logements inoccupés, l'aménagement de la cité, en prenant des initiatives légitimes dans tous les domaines. Ces comités seront ouverts et les délégués révocables à tout moment. Ils pourront se faire aider par des experts, ingénieurs, techniciens, contrôlés par le comité, chargés de mettre en œuvre les plans d'amélioration de la cité ou tout autre programme décidé par le comité. Ces comités d'une certaine façon doivent être une préfiguration de la dictature du prolétariat, un apprentissage de la démocratie prolétarienne, les masses prenant en mains les affaires de la cité en comptant sur leurs propres forces. Par exemple, en remettant en état immeubles et logements, en faisant appel aux progressistes pour la fournitures des matériaux, en refusant de payer les loyers quand les immeubles ne sont pas entretenus ou quand le comité s'est chargé des améliorations, en appelant jeunes et moins jeunes à prendre en mains la

cité, voire son approvisionnement en nourriture pour les plus démunis, tout en exigeant les aides de l'Etat et en prenant des mesures diverses de rétorsion (impôts, loyers,...).

Au Népal, dans les zones libérées ou dans les bases d'appui contrôlées par l'APL, les comités populaires prennent en main toutes les fonctions administratives y compris la justice, la création d'écoles, de crèches, etc., et même la construction d'une route. De même les Comités Ouverts au Pérou.

Le comité pourra intégrer artisans et petits commerçants progressistes qui auront voix consultative et pourront faire des propositions, par exemple pour empêcher leur fermeture, les aider à transformer leur entreprise en faillite si tel est le cas en coopérative avec l'aide du comité et bien sûr apporter une aide matérielle.

Le comité sera chargé de régler les petits différents entre voisins, les petits conflits, assurer la sécurité des habitants de la cité en mobilisant les familles, les jeunes. La justice doit être celle exercée par le peuple et non imposée par la bourgeoisie. Les responsables populaires des comités «Vérité et Justice» seront eux aussi révocables à tout moment. ✪

Question militaire et révolution prolétarienne

septembre 2005



Un Parti Communiste ne saurait envisager la prise du pouvoir par le prolétariat, sans poser la question du problème militaire.

Mais on ne saurait envisager de mener des actions militaires, une lutte armée, encore moins une guerre populaire, sans établir un plan.

Sans un Parti d'avant-garde, la lutte armée ne peut réaliser les tâches de la Révolution prolétarienne.

La question centrale est celle de l'idéologie de l'avant-garde qui définit l'objectif de la guerre !

Le communisme a pour objectif d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, la suppression des classes. Il part de la réalité que vivent les hommes, réalité qui a évolué sans cesse à travers la transformation de la matière qui a donné naissance à la vie, aux différentes espèces végétales et animales dont l'homme est le maillon le plus évolué.

La particularité de l'homme est de s'organiser en société de plus en plus perfectionnée au fur à mesure de l'accumulation des connaissances lui permettant de soumettre les forces de la nature. L'homme a commencé à vivre en petits groupes se suffisant à eux-mêmes, c'était le communisme primitif, puis la société s'est divisée en classe, patriciens et esclaves, féodaux et serfs, bourgeois et prolétaires. Aujourd'hui ceux qui ne disposent d'aucun moyen de production sont de plus en plus nombreux. Ils n'ont rien à perdre que leurs chaînes et un monde à gagner, monde sans exploitation, sans oppression, sans guerre.

Quand les luttes de libération ne sont pas guidées par un tel Parti, elles créent des difficultés momentanées à l'impérialisme, mais ne mettent pas en cause son fondement, la division de la société en classes. L'impérialisme utilise toutes les «formules» métaphysiques, les croyances, la tromperie, pour faire croire au peuple qu'il y a toujours eu des pauvres et des riches, que ces derniers doivent tendre la main aux pauvres, faire l'aumône que le prolétaire doit accepter. S'il n'a pas le bonheur ici-bas, il l'aura au ciel. D'après eux, chacun peut accéder à la richesse. Ce qui veut dire que celui qui n'y parvient pas est un incapable. Ceux qui n'y parviennent pas sont la majorité et pourtant ce sont eux qui produisent.

La bourgeoisie crée la classe qui va lui succéder en la renversant. C'est ce que démontre le Manifeste du Parti Communiste. Les autres idéologies essaient de camoufler que le moteur de l'histoire est la lutte de classes dont la fin ne peut être que la société communiste. C'est la première différence.

C'est pourquoi la conception même de la guerre que mène le prolétariat pour la libération sociale, obéit à la conception idéologique et morale communiste.
Le prolétariat veut atteindre le communisme, mais il sait que cela va être un dur combat, car les sociétés dirigées par des classes exploiteuses, athées ou religieuses, «démocrates» ou fascistes, ne vont pas lâcher prise sans utiliser tous les moyens pour se maintenir, y compris des massacres de populations civiles par millions.

Les communistes utiliseront les armes pour détruire l'Etat capitaliste car cet Etat dispose de forces armées et de police chargées de mater le peuple par tous les moyens. Mais les communistes ne peuvent commettre des attentats aveugles contre des civils, massacrer les masses. Cela est étranger et opposé à la morale communiste, pas plus qu'ils ne peuvent pratiquer la torture ou des actes dégradant contre leurs ennemis, tuer des enfants, violer les femmes, etc. Un peuple ne doit pas être frappé à la place d'un Etat, d'une classe ou de ses forces de coercition. C'est la deuxième différence.

La troisième découle des deux premières et fait que la Guerre Populaire est tout à fait différente dans son développement et son objectif que les autres guerre de libération. *«Ils sont quelques-uns, nous sommes des millions.»* (Shelley, poète anglais). ✪

Intervention du PC maoïste de France à la rencontre «De la révolte à la révolution prolétarienne»

Octobre 2006

Chers amis, chers camarades,

La période actuelle est celle de la montée d'une forme moderne de fascisme.

Après la guerre et la défaite du fascisme, la bourgeoisie établit la démocratie bourgeoise en accordant certaines concessions à la classe ouvrière qui avait résisté et mené une lutte héroïque contre le nazisme et le fascisme français. Ces concessions avaient leur prix : la dissolution des milices patriotiques, la remise des armes payées par le prix du sang de 100 000 fusillés. La bourgeoisie accorda alors des fauteuils ministériels au Parti Communiste Français.

Les guerres de libération nationale se développaient. Un nouvel ennemi s'avança alors sur la scène de l'histoire, le révisionnisme khrouchtchévien prônant la collaboration pacifique avec l'impérialisme.

Les deux principaux partis communistes d'occident, le PCI et le PCF, s'engouffrèrent dans la brèche et poursuivirent sur la voie parlementaire qu'ils avaient toujours prônée, développant sans vergogne la théorie anti-marxiste du passage pacifique au socialisme. La Chine de Mao Zedong entreprit la lutte contre le révisionnisme durant 15 ans. A la mort de Mao, le révisionnisme réussit à renverser la dictature du prolétariat et à restaurer le capitalisme, ce que nous pouvons constater aujourd'hui.

Le PCF développa une politique d'alliance avec les dirigeants socialistes. En 1981, Mitterand est élu. Le PCF obtient plusieurs fauteuils ministériels, puis c'est l'alternance, un président de gauche avec un premier ministre de droite. Le gouvernement de gauche, qui avait rompu ses promesses électorales et déçu le «peuple de gauche», était battu. Le Pen prenait la seconde place avec 6 millions de voix, assez loin derrière Chirac, 10 millions. Cela n'empêcha pas les dirigeants de gauche, y compris ceux du PCF, et les trotskistes de faire voter Chirac.

La politique conciliatrice et opportuniste de la gauche avait déjà bien entamé es acquis sociaux en mettant en œuvre les restructurations. La droite allait accélérer ce processus de destruction des acquis sociaux. Pour les uns et pour les autres, il s'agit de trouver le moyen de sauver le capitalisme. Il faut plus de moyens. Aussi, les laissés pour compte ont une première fois soulevé la chape de plomb coulée par la gauche sur le dos du prolétariat.



Ce fut la révolte des banlieues en novembre 2005. La gauche officielle a condamné la violence eta demandé plus de moyens, éducateurs et autres spécialistes pour «calmer» les jeunes, la police de proximit pour les réprimer, les surveiller, les empêcher de se révolter. L'extrême gauche, tout en dénonçant la répression, a globalement pointé les excès et critiqué la soi-disant non-politisation du mouvement parce qu'il était spontané, sauvage.

Le gouvernement, après avoir déjà démoli la Sécu, démantelé les services publics, les acquis des salariés, avoir mis des coups de canif dans le Code du Travail, avoir mis en place avec la collaboration d'une partie des syndicats le Contrat Nouvelle Embauche, poursuivait son œuvre destructrice avec le Contrat Première Embauche. Mais là, c'était toucher la jeunesse, la jeunesse qui en a marre de la galère, la jeunesse sans perspective, sans garantie d'emploi, la jeunesse des banlieues aussi, car les étudiants et lycéens sont aujourd'hui massivement issus des banlieues. Chacun sait et sent que «NOUS SOMMES TOUS CONCERNES». Au point que 70 % de la population est contre le CPE. La colère des banlieues gagne une partie du mouvement étudiant et lycéen, d'autant plus que le gouvernement s'entête et veut à toute fin passer son plan. Les syndicats sont contraints de refuser le CPE et d'exiger le retrait car les uns et les autres sont en lice pour les joutes électorales de 2007.

C'est dans ce contexte que se pose le problème de passer «DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION PROLETARIENNE».
C'est à partir de ce constat que le journal Drapeau Rouge et la Nuova Bandiera, soutenus par le Red Block (organisation de jeunesse d'Italie) et le Secours Rouge de France, ont appelé à une RENCONTRE INTERNATIONALE sur le thème «DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION PROLETARIENNE». Cette rencontre se propose d'ouvrir le débat sur cette question en France, en Italie, mais aussi dans les autres pays d'Europe, sur les accords, lois, mesures économiques, politiques, organisationnelles, idéologiques et culturelles que cette Europe se donne et plus largement dans le cadre des pays impérialistes et quels moyens se donner pour unir le prolétariat et les masses populaires pour parvenir à notre objectif révolutionnaire. ✪

PC maoïste de France, le 29 avril 2006

La politique d'ouverture de Nicolas Sarkozy

octobre 2007

Le gouvernement est bien décidé à mettre en place sa politique de réformes, mais il veut le moins d'opposition possible. Mieux, il veut le consensus de la gauche, sa participation partielle. S'il veut affaiblir au maximum le PS, il ne veut pas sa disparition, pas plus que Mitterrand ne voulait la disparition complète du P«c»F, mais son affaiblissement, sa marginalisation, opération que ce dernier a réussi en l'impliquant dans ses gouvernements.

Mitterrand a mené une politique entraînant l'ensemble de la gauche dans une dérive droitière qui a abouti à la déconsidérer dans l'opinion et permettre la montée du Front National utilisé comme bouc émissaire pour diviser la droite qui a fini par gagner les élections législatives. Ce fut l'alternance, un président de gauche, avec un premier ministre de droite (Chirac) et vice versa avec Jospin comme premier ministre. La politique de droite de Jospin et la division de la gauche ont permis à Le Pen d'être présent au 2ème tour. La gauche affolée fit voter Chirac alors qu'il n'y avait aucun risque d'élection de Le Pen (10 millions de voix pour Chirac et 6 millions pour Le Pen au premier tour), ce qui permit à Chirac d'être élu avec 82 % des suffrages.

Sarkozy, ministre de l'Intérieur de Chirac, a repris, en les peaufinant, les thèses du FN sur l'immigration, la sécurité. Il s'est présenté comme l'homme des réformes en profondeur pour soi-disant redonner du dynamisme à l'économie.

La tactique de Sarkozy est de faire accepter pour l'essentiel les réformes annoncées lors de sa campagne électorale. Sa politique d'ouverture est un des moyens mis en œuvre pour intégrer à son projet stratégique le maximum de gens de toutes spécialistes, personnalités, etc., par un système de comités, de commissions.

Ainsi, le comité de réflexion sur la modernisation de la Vème République (la liste de 13 membre a été arrêtée par Sarkozy). A gauche y participent Jack Lang, Olivier Duhamel (PS), Olivier Schramek (ex-directeur de cabinet de Jospin), Guy Carcassonne (ancien conseiller de Rocard), deux centristes : Luc Ferry (ex-ministre de l'Education dans le gouvernement Raffarin) et quatre autres spécialistes du droit constitutionnel, international.

Pour l'Education Nationale, un projet de service minimum, déjà posé dans les transports, est proposé. Les syndicats y sont opposés pour l'instant, mais La PEEP (droite), 2ème syndicat de parents d'élèves, y est plutôt favorable. Rocard participera à la grande concertation sur l'éducation nationale.
Sur la question de l'environnement, six groupes de travail ont été mis en place : changement climatique et énergie, biodiversité et ressources naturelles, environnement et santé, production et consommation durable (dont l'agriculture), démocratie écologique, emploi et compétitivité.

Les présidents d'Université sont favorables à une autonomie totale, tant sur le plan économique, que dans le choix des professeurs, du nombre d'étudiants, des sources de l'emploi, de l'orientation, de la sélection, du numerus clausus, de contrats avec les entreprises, du «prêt d'étudiants gratuit» sous forme de stage, voire de l'intégration des partons dans les conseils de direction. C'est de fait la privation déjà commencée de l'Université. C'est la concurrence entre Université, le démantèlement de l'Education Nationale, la restructuration et l'élimination des Universités de seconde zone, à l'image de ce qui se fait dans le domaine de la Santé avec la suppression des hôpitaux de proximité. L'UNEF est plutôt favorable à cette orientation, ce qui montre le caractère de plus en plus collaborationniste de ce syndicat étudiant.

Ces commissions, groupes de travail, comités, sont tous chargés d'examiner les réformes proposées avant qu'elles ne soient imposées. Bien sûr Sarkozy, fin manœuvrier, sait qu'il devra légèrement aménager, voire supprimer, une partie du projet ou même en abandonner un. Là n'est pas le problème. Car la tendance principale n'est pas seulement une question d'ouverture tactique, mais un projet stratégique qui s'inscrit dans la recherche d'une intégration de plus en plus complète à la restructuration du système dans le cadre national, européen et même mondial. Sarkozy est sur tous les terrains, pas seulement en France. Il a fait avalisé avec l'appui de l'Allemagne, un nouveau traité européen, pour effacer le NON au référendum sur la constitution européenne, a fait un voyage au Liban, à Varsovie, a participé à la libération des infirmières bulgares avec l'appui de l'UE et de sa femme, le secrétaire de l'Elysée s'occupant directement de cette libération qui a ouvert la porte à une coopération étroite avec la Libye sur le plan commercial, militaire, nucléaire civil, etc. Tous ces déplacements ont pour but unique de renforcer l'impérialisme français.

Strauss-Kahn, après avoir été ministre des finances du gouvernement de gauche, est devenu Président du FMI. Sa candidature au FMI a été faite à la demande de Sarkozy, pour le renforcement de l'impérialisme. Quant à la Banque Mondiale elle est dirigée par un allemand. Ainsi les rôles sont partagés. Ce n'est pas un hasard si le spécialiste du droit d'ingérence, Bernard Kouchner, est ministre des affaires étrangères. Cela montre clairement que le projet total ou partiel, pas à pas, des parlementaires, des partenaires sociaux à différents niveaux et sous différentes formes est un processus en marche et qui touche tous les aspects de la société. C'est ce nous appelons le fascisme moderne, s'appuyant sur une forme de corporatisme moderne et un Etat de plus en plus policier. ✪

La Guerre Populaire dans les pays impérialistes

septembre 2008

Le premier Cahier du maoïsme (revue marxiste-léniniste-maoïste) posait le problème de la guerre populaire dans les pays impérialistes. Partant de l'analyse de la Commune de Paris, puis d'une analyse critique de l'histoire du PCF, de la Résistance Antifasciste et du combat des maoïstes dans les années 70, la revue en concluait qu'à partir de ces différents éléments, on pouvait dire qu'un début de guerre populaire s'était déjà produit dans notre pays et dans d'autres pays impérialistes comme l'Italie avec la Résistance antifasciste et le mouvement des années 70/80.

En 1789, la Révolution française était dirigée par la bourgeoisie, classe révolutionnaire montante contre le féodalisme. Le Tiers-Etat regroupait, outre la bourgeoisie, les éléments du peuple (artisans, paysans pauvres, ouvriers des villes). La Révolution avait alors un double caractère, celui de la lutte anti-féodale contre la monarchie et l'Eglise, puis de libération nationale contre les interventionnistes et les émigrés. La Commune de Paris était dirigée par le prolétariat en armes contre la bourgeoisie. Elle réalisa des réformes, édicta de nouvelles lois qui avaient un caractère prolétarien. Marx dira que «la Commune c'était la dictature du prolétariat».

En 1936, le Front Populaire constitua un barrage puissant contre le fascisme après la tentative de coup d'Etat d'extrême-droite en 1934. Bien des conquêtes sociales importantes ont été obtenues (dont les congés payés), après plusieurs semaines d'occupation des usines immédiatement après l'élection d'un gouvernement de gauche. Le PCF qui ne faisait pas partie du gouvernement, privilégia l'alliance au sommet avec le Parti Socialiste et non l'union à la base telle qu'elle avait été définie par la IIIème Internationale. Cette politique d'alliance au sommet sera critiquée par l'Internationale et le PCF fera son autocritique. Le PCF était plus un Parti de masses (quantitativement) que d'avant-garde. Sa stratégie était de fait la conquête du pouvoir, par la voie parlementaire, pacifique, l'alliance avec un Front de partis et pas un Front de masses dirigé par lui. Englué dans sa stratégie électoraliste, le PCF ne s'était pas doté d'une organisation armée pour s'opposer à l'appareil d'Etat bourgeois et le conquérir. En 1938, les radicaux renversent le gouvernement Blum qui avait refusé d'envoyer massivement des armes au Frente Popular. Daladier signera les accords de Mûnich avec Hitler.



Après avoir épuisé toutes possibilités d'accords avec l'Angleterre et la France, l'URSS, pour gagner du temps et se protéger, dû signer le pacte de non-agression avec l'Allemagne. Immédiatement le PCF fut dissous, les députés arrêtés. Quand Hitler envahit la Pologne et que la guerre fut déclarée, le PCF dénonça la guerre comme une guerre entre pays impérialistes, ce qui était vrai puisque le Front Populaire anti-fasciste avait été balayé par les radicaux, mais il ne donna pas de consigne pour organiser à l'intérieur de l'Armée des comités antifascistes, anti-hitlériens. Il fallu l'invasion, puis l'occupation et l'instauration d'un gouvernement fasciste, raciste et corporatiste pour que le PCF organise la Résistance contre l'occupant et le gouvernement de Vichy. La Résistance Antifasciste va regrouper les antifascistes sous la direction du Parti Communiste qui dirigera la lutte armée contre l'occupant nazi et l'Etat fasciste et collaborationniste de Vichy. Cette armée aura un double caractère, antifasciste et de libération nationale. Ce double caractère contient différents éléments qui caractérisent la guerre populaire, à savoir : une guerre dans laquelle le peuple est partie prenante, dirigée par un Parti Communiste, ayant une armée de partisans contre l'ennemi, et un front national (à prendre dans le sens de front uni, ce qui n'a rien à voir avec le FN de Le Pen). Le PCF s'est malheureusement contenté du programme du Conseil National de la Résistance et par la voix de Thorez, sous la pression de De Gaulle, a dissous l'Armée de Partisans (FTP) et les FFI qu'il contrôlait afin qu'elles soient absorbées dans l'Armée Nationale bourgeoise. Il a dissous les Comités de Libération qui constituaient un double pouvoir en face des préfets de De Gaulle, ne poursuivant pas la conquête du pouvoir dans tout le pays. Le PCF a alors intégré l'appareil d'Etat bourgeois pensant le conquérir de l'intérieur. La guerre de partisans n'avait pas de bases d'appui permanentes sauf sur le Plateau des Glières. Ce n'est qu'après, dans les zones libérées de l'occupant nazi par les forces de l'Intérieur (FTP et FFI) avec l'appui ou non des Alliés, que de nombreuses localités purent établir le pouvoir populaire dirigé par les comités de Libération. Dans les années 60, il s'est enfoncé dans la révision de la théorie révolutionnaire du prolétariat, le marxisme-léninisme. Il a théorisé à la suite de Khrouchtchev, la thèse du passage pacifique au socialisme et s'est enfoncé de plus en plus dans le crétinisme parlementaire.

Plusieurs éléments ont composé le cocktail idéologique explosif qui allait

déclencher le mouvement de 1968: le début de la révolution sexuelle qui s'est opposée à la séparation des filles et garçons dans deux résidences séparées à Nanterre d'où la lutte est partie, la contestation de la société de consommation (Marcuse), le situationnisme (le livre d'Hockeingeim - misère en milieu étudiant), la guerre au Vietnam (comités Vietnam de base), le mouvement d'opposition à Berkeley, Rudy Dutschke en Allemagne et le mouvement anti-impérialiste, la lutte contre le révisionnisme moderne khrouchtchévien, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine, le mouvement maoïste, la tricontinentale, etc.. Sur le plan économique, de grandes grèves comme celle de la Rhodiaceta avaient jalonné l'année 67. Les évènements du Quartier Latin après la fermeture de Nanterre, allaient provoquer la nuit des barricades le 10 Mai 1968. Le 13 Mai à l'appel des syndicats contre la répression du mouvement étudiant, une manifestation rassemblait 1 million de manifestants à Paris. Jour après jour, des usines étaient occupées par les grévistes. Au bout d'une dizaine de jours, 10 millions de travailleurs étaient en grève, des paysans apportaient leur soutien, les commerçants recevaient des bons d'achat émis par les syndicats à Nantes.

Bref la situation était quasi insurrectionnelle, mais le PCF ne pouvait que se comporter comme un parti légaliste, réformiste et révisionniste et développer sa thèse d'Union de la Gauche pour la conquête du pouvoir pacifique par la voie parlementaire. Certes la bourgeoisie a été contrainte de faire d'importantes concessions, entre autre le droit des immigrés à être syndiqués et élus, de fortes augmentations de salaires, etc. De Gaulle avait eu le temps de se ressaisir et la bourgeoisie désemparée, revigorée défilait sur les Champs-Elysées (1 million de personnes). La gauche était battue aux élections, une chambre gaulliste était élue.

Mais le mouvement allait se poursuivre encore plusieurs années. Les trotskystes avançaient la thèse du reflux, alors que les maoïstes de la Gauche Prolétarienne, qui s'était formée en Août par la fusion d'une partie du mouvement du 22 mars et d'une partie de l'UJCML, refusait la théorie du reflux et posait le problème de la guerre populaire prolongée. Un plan d'implantation était élaboré vers les usines: la lutte contre l'exploitation, l'oppression et la conciliation réformiste et révisionniste était engagée. A Renault, c'était l'affrontement entre le comité de lutte et la direction CGT. De nombreuses victoires étaient obtenues par le comité de lutte, des actions contre les mouchards étaient organisées (GOAF, groupes ouvriers anti-flics), la rotation sur les chaînes étaient mises en place (division peinture notamment). Finalement la GP était interdite, les directeurs de la Cause du Peuple arrêtés et les vendeurs de la Cause du Peuple (maoïstes ou militants solidaires d'autres organisations) étaient jetés en prison. Ce qui n'empêchait pas le mouvement de se développer, bien au contraire. L'Union Nationale des Comités de Lutte d'Ateliers (UNCLA) était créée, mais aussi les Comités Vérité et Justice ainsi que le Secours Rouge. Ces organisations regroupaient des militants de diverses organisations. La GP était très activiste.



La transformation de la GP en Parti était annoncée mais ne vit jamais le jour. La ligne empruntait divers aspects du maoïsme «on a raison de se révolter», lutte intransigeante contre le patron, lutte en dehors des cadres réformistes et révisionnistes, création d'une branche semi-armée, la NRP (Nouvelle Résistance Populaire), dans l'idée de détachements de nouveaux partisans. Mais la théorie de la construction du Parti par le bas persistait, alors que la GP avait été créée, elle, par le haut. L'UNCLA défendait une ligne économiste (la défense du beefsteak, le rejet du politique). La course derrière les Lip qui faisaient la révolution sans le savoir comme le prétendait le chef de la GP, Pierre Victor (Béni-Lévi), amena la direction à déclarer caduques les thèses marxistes-léninistes et à dissoudre la GP.

Le mouvement autonome sur une ligne encore plus anarchisante va tenter d'appliquer la thèse des maisons pour tous qui était la thèse de la dissolution dans les masses proposée par la direction de la GP. Les NAPAP vont former un noyau armé, qui exécutera Tramoni, assassin de Pierre Overney. Va leur succéder le groupe Action Directe, qui va multiplier les actions armées et attentats contre des cibles impérialistes et capitalistes.

La GP a été le seul mouvement se réclamant du maoïsme qui a eu une pratique importante dans les masses, ce qui fait sa différence avec Action Directe qui n'a eu pratiquement aucune influence politique et organisationnelle dans la classe ouvrière. La GP a pratiqué l'action symbolique semi-armée et avait comme objectif de mener la lutte armée, la guerre prolongée contre la bourgeoisie, mais n'a pas franchit le pas.

Les manques de ces deux organisations (GP et AD) ne sauraient faire oublier les aspects positifs de l'une et l'autre, pas plus que le révisionnisme ouvert du PCF depuis les années soixante ne saurait faire oublier, la juste création de la section française de la IIIème Internationale, les luttes menées, et particulièrement la période de la Résistance. Ces expériences, ces luttes, font partie de notre patrimoine idéologique, politique et organisationnel comme la Commune de Paris et sur le plan international, la Révolution d'Octobre, la Révolution Chinoise, et les guerres populaires menées aujourd'hui au Pérou, au Népal, en Inde, en Turquie, aux Philippines, ...
En 1981, la gauche arrive au pouvoir, sociaux-démocrates en tête, alliés au PCF. Mitterrand a défini son objectif: réduire l'influence du PCF, lui faire perdre son électorat qui se réduira comme une peau de chagrin. Les

ministres «communistes» vont gérer le capitalisme. On connaît la suite. Les partis de gauche dont le P«c»F vont perdre les élections présidentielles en 2002, non pas parce qu'ils étaient divisés au 1er tour, mais parce que les promesses électorales n'avaient pas été tenues, que le chômage avait considérablement augmenté, etc.

Devant la montée du Front national et bien que l'extrême droite ne totalisa que 6 millions de voix contre 10 pour la droite, ils ont appelé à voter Chirac qui a été élu à 82 % des voix sur 70 % de votants. Bien qu'élu grâce aux voix de la gauche et de l'extrême gauche, Chirac a accéléré la restructuration capitaliste prenant des mesures en conséquence: attaque contre les retraites, augmentation de la CSG, diminution des remboursements de santé avec l'aval de la CFDT, mise en place d'un nouveau contrat social (loi Borloo) et ses maisons de l'emploi.

Lors du référendum sur la Constitution Européenne en 2005, malgré l'appui de la majorité du PS et de la CFDT qui appelaient à voter OUI, malgré la bienveillante «neutralité» «syndicale» que tenta de faire passer la direction CGT (position renversée par le CCN (Comité Confédéral National) qui fit adopter le NON), le mouvement ouvrier et populaire a voté massivement pour le NON. C'était la 1ère victoire du prolétariat et du mouvement populaire. Malgré cela, comme nous l'avions prévu et écrit dans notre presse, la bourgeoisie et le gouvernement de droite ont poursuivi leur offensive et Sarkozy a même fait passer la constitution européenne. De nouvelles mesures étaient prises soi-disant pour enrayer le chômage. Des nouveaux contrats ont succédés aux précédents. Le premier le CNE (Contrat Nouvelle Embauche) était avalisé par la CFDT. Il concernait les jeunes de moins de 26 ans embauchés dans les entreprises de moins de 20 salariés, lesquelles pouvaient s'en séparer sans préavis. La CGT et FO, bien qu'ils n'aient pas signé ce contrat, étaient impuissantes à s'y opposer. Il y avait eu pourtant d'importants mouvements, comme celui de l'Education Nationale, contre les Retraites etc. Au lieu d'appeler au blocage de l'économie capitaliste, en appelant à la «grève générale», ils appelaient dans la légalité avec préavis à des journées d'actions, secteur après secteur, empêchant ainsi tout mouvement généralisé. Les travailleurs perdaient des journées de salaires sans rien obtenir ou presque. Le découragement, l'amertume gagnait du terrain. Les partis de gauche n'avaient aucune perspective à offrir, si ce n'est que d'attendre 2007, pour mettre à la tête de l'Etat capitaliste un gouvernement de gauche en place de celui de droite. C'est ce qu'on appelle l'alternance, que nous avons déjà vue à l'œuvre.

La misère, le chômage des jeunes considérable (40 %) dans les quartiers populaires s'accompagne d'une répression de plus en plus forte. En novembre 2005, la mort de 2 jeunes électrocutés et un autre grièvement brûlé à Clichy sous Bois, suite à une poursuite de police sans fondement ont provoqué la révolte des banlieues. Cette révolte a soulevé la chape de plomb qui écrasait le prolétariat.

Les partis ont dû se positionner par rapport à cette révolte. La majorité a mis l'accent sur les «excès» des révoltés, appelé au calme car ils sont sur le fond contre la violence utilisée par les masses pour s'opposer à l'oppression, à la répression. Lors de la révolte des banlieues, la bourgeoisie a arrêté plus de 3000 jeunes dont 600 ont été condamnés à des peines allant d'1 mois avec sursis à 8 mois ferme.
Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine, cela a été de nouveau démontré. Cette révolte a été suivie par celle de la jeunesse étudiante, lycéenne qui s'est soulevée contre le CPE au printemps 2006. L'occupation de la Sorbonne a conduit l'Etat à envoyer les CRS et gardes mobiles pour déloger les occupants. Le quartier était toujours bloqué un mois après. Cela n'a pas arrêté la détermination des étudiants et des lycéens. Le mouvement qui était parti de la fac de Rennes II, s'était étendu à Toulouse et Nanterre, puis a atteint 70 universités; plus de 700 lycées furent bloqués. La jeunesse dans toute la France était dans la rue. 70 % de la population s'est déclarée contre le CPE, car chacun se sentait concerné non seulement pour l'avenir de ses enfants, mais aussi par la démolition systématique du Code du Travail, la suppression de tous les acquis obtenus par la lutte sans interruption du prolétariat. Les manifestations s'amplifièrent de jour en jour pour atteindre 3 millions de personnes dans la rue le 28 mars. La provocation de Chirac à la télé en remettra autant dans la rue le 4 Avril.

Pouvons nous dire que la révolte des banlieues, le mouvement contre le CPE soient des éléments de la guerre populaire, font partis du processus qui y conduit? Oui, ce sont les prémisses de la guerre populaire! Les jeunes des banlieues ont osé se révolter sans organisation, car les organisations ont abandonné un véritable travail politique révolutionnaire dans ces quartiers pour la simple raison qu'ils sont opposés à la rage qui se transforme en violence. Elles appellent au renforcement de la police, de la justice, demandent plus de moyens pour neutraliser cette colère, cette rage, pour pacifier la jeunesse désespérée. Ceci explique pourquoi les pacifistes, les conciliateurs sont rejetés par les jeunes des banlieues. Ils mettent l'accent sur les «excès», pas sur la révolte qui à leurs yeux n'est pas assez politique, alors que la révolte est dirigée contre tous les vrais excès de la bourgeoisie. La violence en est encore à une phase inférieure: il n'y a d'armes que du côté des forces de police. Elle revêt aussi un caractère symbolique et est reprise durant le CPE par des masses de plus en importante. Une partie des «casseurs» prend conscience au contact des radicaux du mouvement étudiant et lycéen et utilise la violence en ciblant mieux.

Le mouvement lui-même emploie une violence limitée. C'est une violence défensive contre l'appareil d'Etat. La direction du mouvement contre le CPE a échappée en partie aux forces organisées, qui y exercent néanmoins leur influence par syndicats interposés. Ils sont obligés de suivre car ils y ont intérêt. L'exemple le plus visible est celui de la CFDT, qui redore son blason en prenant la tête du soutien. Elle fait ainsi oublier sa prise de position pour le CNE. Le CPE a aidé la direction de la CGT dans sa préparation du 49ème Congrès car il y a une forte opposition à son orientation conciliatrice, accompagnatrice de la restructuration. Aujourd'hui la direction CGT adhère

à une «nouvelle» internationale syndicale, dont le programme est la gouvernance du monde en collaboration avec les instances internationales ONU, FMI, OMC... Le mouvement lui-même est traversé par la lutte idéologique, sur le problème de la violence, sur le problème d'attaquer le système lui-même et pas seulement le gouvernement en place.

Le gouvernement a reculé d'un demi-pas sur le CPE et a abandonné ce projet en proposant des cadeaux supplémentaires pour les patrons qui, paraîtrait-il, les inciterait à embaucher. On a déjà entendu cette chansonnette, sous la gauche ou sous la droite, mais la jeunesse et les travailleurs qui les ont soutenus ont pris conscience de leur force. La jeunesse a secoué les vieux appareils réformistes et révisionnistes et les a contraints à remettre en cause le CNE, auquel certains avaient souscrit comme la CFDT. D'autres avaient refusé de déclencher le blocage du système économique comme moyen de lutte, blocage qu'il ne faut pas confondre avec la grève générale insurrectionnelle, aboutissement de la guerre populaire prolongée.

Depuis le CPE, il n'y a pas eu de mouvement d'ensemble aussi massif et étendu dans la durée. Cependant, il y a eu des luttes dures qui prennent des formes nouvelles, qui marquent un certain virage. Ainsi, il est à noter les luttes dans les facultés contre la LRU puis contre l'application de la LRU (où les profs se sont solidarisé des étudiants). Ces deux luttes ont été caractérisées par de longs mois de blocage des universités ainsi que des tentatives de mettre en place des «facs libres», «universités populaires», bref des tentatives de renverser les schémas culturels des cours magistraux, des profs que l'on ne remet pas en question, des tentatives de reprendre ses affaires en main et d'ouvrir les universités vers l'extérieur. De même, dans certaines villes, des commissions externes se sont mises en place pour faire le lien avec les autres secteurs de la société et notamment la classe ouvrière.

De même, la crise générale du capitalisme, crise de surproduction, a mené à la réorganisation du Capital qui se traduit par une augmentation de la concentration de capitaux et au redéploiement du Capital pour garantir à la classe capitaliste-impérialiste un meilleur taux de plus value. Cela s'est manifesté par de nombreux licenciements, des fermetures d'usines et d'entreprises. C'est ainsi que les travailleurs de ces usines et entreprises ont mis en pratique des formes radicales de lutte (séquestrations de cadres, occupations de lieux de travail et d'institutions de l'Etat, menaces de destruction des outils de travail, etc.). Dans le cadre de ces luttes, les travailleurs se sont opposés aux directions syndicales collaboratrices, véritables partenaires sociaux dociles des représentants du Capital (le gouvernement), et ont réalisé l'unité à la base dans des comités de lutte regroupant syndiqués et non-syndiqués. Certes ces luttes ont des limites et elles ne se sont pas généralisées mais les premiers pas ont été franchis vers l'autonomie de la classe ouvrière vis-à-vis des organes réformistes (syndicats et organisations politiques).

La guerre populaire prolongée a commencé par la révolte des banlieues, elle s'est poursuivie par la lutte de la jeunesse contre le CPE, qui n'est qu'un pas supplémentaire dans cette guerre. Elle continue maintenant au travers des luttes dans les usines et entreprises. Le mouvement le plus avancé a tenté de s'organiser en comité de lutte, d'action. Ces luttes accumulées (révolte des banlieues, lutte des étudiants et lycéens contre le CPE, contre la LRU, lutte des ouvriers contre les fermetures de boîtes et licenciements), ont eu l'appui et la sympathie de la majorité de la population. Cette contre-offensive contre la bourgeoisie montre que la phase d'initiation de la «guerre populaire» est amorcée. Ce ne sont que les prémisses de la défense stratégique. Ce ne sont que quelques ingrédients. Il manque certes beaucoup de choses. En particulier l'élément subjectif, en tout premier, un Parti Communiste maoïste plus puissant que celui qui mène en ce moment la lutte pour éclairer le chemin. Il manque des organisations de masses authentiquement révolutionnaires, guidées par le Parti, et liées aux masses ouvrières et populaires. Les jeunes des banlieues sauront sous la direction d'un tel Parti et d'un authentique mouvement de la jeunesse révolutionnaire emprunter la voie de la guerre populaire.

Malgré la quasi absence de Parti, pas d'organisation de jeunesse révolutionnaire, encore moins d'unités combattantes, les jeunes des banlieues ont montré que les fils de prolétaires étaient capables sans organisation, de généraliser leur mouvement de révolte contre l'appareil répressif de l'Etat, contre le système d'exploitation. Depuis, il semble que les jeunes aient appris par leur propre pratique, après la répression massive. Ils sont passés de l'affrontement frontal contre des forces supérieures à des méthodes encore défensives de «frapper avec des forces supérieures». Pourtant ils n'ont pas lu les écrits militaires de Mao Zedong. Les jeunes révolutionnaires, les jeunes maoïstes doivent aller aux masses pour apprendre d'elles dans la pratique, mais aussi apporter leurs analyses car les communistes ne partent pas de zéro, «l'ancien doit servir le nouveau», et non le contraire car «le nouveau ne doit pas revenir à l'ancien», mais «seulement utiliser ce qui est utile pour le nouveau».

Où il y oppression, il y a résistance !

La lutte va se poursuivre car les problèmes inhérents au système capitalistes ne peuvent être résolus par des réformes, quelque soit la couleur politique du gouvernement chargé de gérer ce système, mais par la destruction totale du système capitaliste et l'instauration du socialisme. Seul un processus conduisant à la guerre populaire dans notre pays en tenant compte des conditions concrètes de son développement, mais aussi dans tous les pays, peut permettre de prendre le pouvoir dans tout le pays et alors d'engager la construction du socialisme.

Le parti en formation que doivent rejoindre tous les communistes de ce pays tire les leçons de la Commune de Paris, de la Révolution d'Octobre et de la Révolution chinoise, celles des avancées formidables de la guerre populaire au Pérou, au Népal (bien qu'il faille être vigilant au vu des derniers développements), en Inde, en Turquie, au Bengladesh, aux Philippines et, en ce

qui nous concerne et en partant de nos conditions spécifiques, les leçons plus récentes de la révolte des banlieues, de celle des étudiants et lycéens, des luttes des travailleurs et des multiples formes de résistance et de révolte, de la prise de conscience que la gauche et l'extrême gauche légaliste, la droite et l'extrême-droite ne peuvent conduire le prolétariat et le peuple sur le chemin de la victoire.

Ils font leurs plans,
faisons les nôtres
Organisons partout la résistance !

Créons nos organisations ouvrières, populaires contre la politique des dirigeants conciliateurs, réformistes et/ou collaborateurs. Démasquons les traîtres à la cause du prolétariat et du peuple.

Formons des conseils dans les usines et les entreprises, regroupant syndiqués ou non syndiqués pour reconstruire le syndicalisme de lutte de classe. Formons des conseils de quartiers dans les quartiers populaires devant répondre aux besoins des plus larges masses d'opprimés et d'exploités, organes embryonnaires du nouveau pouvoir.

Regroupons dans le Parti Communiste maoïste les communistes et tous ceux qui veulent renverser la dictature de la bourgeoisie et construire le socialisme. Contre la montée du fascisme moderne soutenons tous les mouvements ou actions de résistance, aidons à sa structuration, en vue de franchir les divers degrés de résistance, d'atteindre un équilibre suffisant avec les forces adverses pour passer à l'offensive dans tout le pays. C'est la voie de la guerre populaire prolongée jusqu'à la victoire définitive du prolétariat dans chaque pays et à l'échelle mondiale contre la réaction capitaliste et leurs alliés et complices. ✪

Anarchistes et communistes, les divergences

février 2009

L'analyse marxiste est celle du matérialisme dialectique.

Qu'est ce que le matérialisme dialectique ?

Le matérialisme considère le primat de la matière sur l'esprit. Sans matière, pas d'esprit.

La dialectique est la loi du mouvement de la matière en devenir constant. Le mouvement crée la matière, à travers la lutte de forces contraires (le positif et le négatif, ex : le neutron et l'électron) qui se repoussent l'une et l'autre dans la même unité, indissociables.

L'accumulation de matière, de connaissance à un moment donné, critique, mute, fait un bond qualitatif (ex : l'eau devient glace ou gaz, l'ajout d'une molécule change la nature de la matière, la révolte se transforme en révolution, ...).

Le matérialisme dialectique appliqué à la société suit le même processus, de la quantité à la qualité, dans la formation des sociétés. Donc cette méthode part de l'examen de la réalité.

Les anarchistes se disent matérialistes, mais ne veulent pas tenir compte de la réalité. Ils ne veulent pas considérer que la matière, la nature, procèdent par étape, par accumulation quantitative pour faire un bond qualitatif.

Ils nient les étapes et les bonds successifs correspondant à ces étapes. Par exemple : ils disent que l'Etat étant un instrument de domination d'une classe, d'un seul coup (bond) on peut s'en passer, une fois la bourgeoisie renversée par la révolution.

Ils nient qu'une fois la révolution commencée, elle doit être achevée et qu'elle doit procéder par étapes, car il s'agit de passer d'une société de classes à une société sans classes. Ce qui ne peut être réalisé jusqu'au bout sans toute une série d'étapes indispensables. La société capitaliste s'est développée de façon inégale suivant les pays, il y a différents degrés dans ce développement. Dans les pays dominés et dépendants, il reste des secteurs féodaux et semi-féodaux, la culture, les croyances, le droit, la propriété de la terre etc. sont variés. La machine d'Etat n'est pas la même. En bref il y a de grandes différences tant dans le développement de l'industrie, que de l'agriculture et ainsi de suite.

Il va de soi, que l'appropriation collective des outils de production, vu ce développement inégal, suppose un plan central qui dans une première phase doit être pris en charge par l'Etat, même si la nature de cet Etat n'est plus du tout la même. Evidemment, une fois la bourgeoisie renversée, le prolétariat ne peut pas se servir de l'ancien appareil d'Etat. Il doit le détruire de fonds en comble pour en construire un nouveau, radicalement différent, devant être un outil pour parvenir à une société sans classes et sans Etat.

Anarchistes et communistes partagent l'objectif d'abolition de l'etat.L'Etat doit être démoli de fond en combles, mais on doit procéder par étapes et ces étapes sont conditionnées par l'extension de la révolution à d'autres pays au niveau mondial. La révolution ne se décrète pas, pas plus que la victoire sur la bourgeoisie, il faut donc consolider et tenir les rênes de la révolution, réprimer ou pour le moins contraindre la bourgeoisie. C'est la dictature du prolétariat, qui utilise l'Etat de type nouveau contre l'ancienne classe des exploiteurs.

On ne peut écarter d'un revers de la main la prise en mains par les travailleurs des instruments de production comme cela avait été fait par les anarchistes en Catalogne, tout comme avec la commune de Paris. Il y a des choses à en tirer, en sachant

les limites et les contraintes que ces expériences ont apportées, comme on ne peut balayer l'expérience d'édification de la première phase du socialisme en Union soviétique ou en Chine, les obstacles auxquels ces révolutions se sont heurtées.

Il ne s'agit en aucun cas de nier l'apport considérable des unes et des autres, mais en connaître les limites et les contraintes, à savoir qu'elles ont montré la nécessité de la dictature du prolétariat que cela soit durant la Commune de Paris, en Catalogne, en Russie, en Chine etc. La nécessité de l'utilisation de la violence révolutionnaire, de l'Insurrection, de la Guerre Populaire, de la combinaison de la guerre de guérilla et de celle de front, de la milice et du corps d'armée classique durant la guerre civile, mais aussi pour défendre la nation socialiste. Ce qui tend à prouver que l'on ne peut ni supprimer d'un seul coup l'appareil d'Etat, ni l'armée.

Il faut certes pousser le plus avant possible la révolutionnarisation de la société toute entière. Des phases sont nécessaires dépendant de l'accumulation quantitative dans la socialisation des moyens de production, des idées qui la font progresser et qui permettent de faire un nouveau bond, une consolidation de la révolution. Pour cela il faut une discipline constante.

La révolution culturelle prolétarienne, véritable révolution dans la révolution, doit cristalliser l'avancée de la révolution et en même temps faire passer la révolution à une nouvelle étape. Il s'agit en tirant des leçons de l'histoire, d'éviter la dispersion et la possibilité pour l'ennemi de brandir le drapeau de la révolution dans le but de semer des troubles, de faire des provocations. Il faut donc que la révolution culturelle soit soutenue par l'Etat prolétarien qui lui-même doit se transformer, en intégrant les acquis de la révolution culturelle prolétarienne, les formes positives tant sur le plan organisationnel, que sur la démarche idéologique et politique, c'est-à-dire l'affinement de la dictature du prolétariat, son extension à tous les domaines de la vie sociale, la rectification des erreurs à la lumière de la pratique de la lutte de classes.

La première phase de la mise en route de la révolution est l'organisation des masses. Il faut bien une direction. La Commune en avait une, qui plus est armée, le Comité central de la garde nationale puis la Commune en tant que telle en lien avec la garde nationale. De même en Catalogne où les anarchistes avaient une organisation la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) et un syndicat puissant (la C.N.T) où l'influence anarchiste était prépondérante, et la Colonne de Fer, bataillon de marche anarchiste. De fait, les anarchistes avaient les 3 instruments apparentés aux instruments des communistes, indispensables pour prendre le pouvoir à savoir, un Parti, un Front, une Armée populaire.

Quel est alors le problème, puisque les anarchistes durant la Commune ou en Catalogne, ont utilisé les 3 instruments. Ils ont fait exactement le contraire des thèses classiques de l'anarchisme, ils ont exercé la dictature du prolétariat. Mais ils étaient en même temps pris dans leurs propres contradictions. Ils se sont inclinés devant l'appareil d'Etat, ne voulant pas prendre tout le pouvoir à Barcelone, pouvoir proposé par Companys, pas plus qu'ils n'ont osé prendre l'or de la Banque de France, par souci d'honnêteté, la Commune de Paris ne voulant s'accaparer l'or de la nation toute entière. Tout comme elle n'a pas marché immédiatement sur Versailles, car elle ne voulait être à l'initiative de la guerre civile, alors que Thiers avait déjà montré en 1848, et en tentant de prendre les canons de la Garde Nationale, de quoi il était capable.

Aujourd'hui nos anarchistes et autonomes nient la nécessité de la dictature du prolétariat, n'en voyant que les défauts sans chercher à trouver les moyens de l'améliorer et refusant de voir que la bourgeoisie ne renoncera pas à reprendre le pouvoir et que la dictature du prolétariat s'impose pour l'en empêcher. De même, il est nécessaire de former une force bien organisée pour chasser la bourgeoisie du pouvoir. Mais les anarchistes sont pour la constitution de petits groupes par affinités. C'est-à-dire sans idéologie homogène, organisé en réseaux, réseaux coupés des masses, alors que la FAI ou la C.N.T avait une idéologie homogène et étaient organisées et étaient fortement implantée dans les masses (la CNT avait 2 millions d'adhérents).

Certains anarchistes et autonomes sont des dogmatiques qui veulent reproduire le schéma anarchiste sans tenir compte des erreurs utopiques basées sur un refus de prendre en compte la réalité, c'est-à-dire la nécessité de s'emparer de la machine d'Etat pour se donner l'objectif de la détruire. Pour cela le prolétariat doit s'ériger en classe dominante et pas à pas détruire l'appareil d'Etat en tenant compte du rapport de force entre les classes, l'environnement international, la révolution s'est elle généralisée ou pas, les différences culturelles, idéologiques, religieuses, la force de l'habitude etc.

Les maoïstes sont tout le contraire des dogmatiques de toutes espèces y compris dans leurs rangs, car il ne s'agit pas de reproduire les erreurs du passé. Ils s'appuient sur l'histoire, en tirent des leçons, prennent tous les éléments positifs des luttes et des acquis du mouvement ouvrier, de la Commune de Paris, de la révolution d'Octobre et des aspects positifs de Catalogne, mais en combattant les thèses utopiques, idéalistes des anarchistes et autonomes qui pensent que l'on peut sauter d'un seul coup toutes les étapes nécessaires, allant de la prise du pouvoir à l'instauration du communisme à l'échelle mondiale.

Les anarchistes nient la nécessaire dictature du prolétariat bien qu'ils l'aient eux-mêmes appliquée durant la Commune, ou en Catalogne et en Andalousie, en refusant de prendre complètement l'appareil d'Etat. Ils nient la nécessité de l'Etat de type nouveau, malgré qu'ils se soient heurtés à ce problème, ne l'aient pas résolu et du coup n'ont pu mener au bout la révolution écrasée par la réaction.

S'ils sont pour la violence révolutionnaire, ils n'appliquent pas une stratégie révolutionnaire pour prendre le pouvoir.

La stratégie des maoïstes est la guerre populaire, adaptée à la réalité de chaque pays, en tenant compte des conditions spécifiques : dans les pays opprimés, l'encerclement des villes par les campagnes, aujourd'hui complétée. Par la préparation de l'insurrection dans les villes, dans les pays impérialistes, principalement dans les villes.

La guerre populaire n'est pas uniquement une stratégie militaire de gens spécialisés, mais c'est, comme son nom l'indique, la guerre du peuple dirigée par le parti communiste, organisé dans les comités populaires, dans les comités de base dans les entreprises où il mène des batailles contre la bourgeoisie capitaliste, les propriétaires fonciers, contre toutes les atteintes aux droits fondamentaux. Au cours de la guerre populaire, tous les moyens pacifiques ou armés sont utilisés, en tenant compte du rapport de force, de l'état d'esprit des masses, de la division des forces réactionnaires, du délitement des forces réformistes etc.

Pendant cette période, le prolétariat prend partiellement du pouvoir dans les quartiers, instaure même momentanément et d'une façon limitée des zones de droit prolétarien en prenant ses affaires en main, occupation de logements vides en masse, comités d'entraide familiale et sociale, contrôle et défense du quartier par des milices populaires, contre la répression etc.

Dans la guerre populaire, le peuple créé ses propres organisations de masse et intervient dans tous les domaines, sur toutes les questions et prépare les formes de la dictature du prolétariat. Le Parti doit s'appuyer sur les masses pour enrichir la théorie du prolétariat mais aussi analyser les erreurs qui ont été commises dans les expériences précédentes : la Commune de Paris, la révolution d'Octobre, la Révolution chinoise.

Il va de soi que sans planification, il sera vain une fois le pouvoir entre les mains du prolétariat de décentraliser les villes, répartir la production en fonction des besoins, établir un plan équilibré de la production industrielle, agricole, de nettoyer le contenu de l'enseignement, d'avoir une politique environnementale, de recherche basée sur les besoins et non sur la rentabilité etc. C'est aussi ça la dictature du prolétariat.

A l'autogestion que propose les anarchistes, nous préférons la planification socialiste. L'autogestion complète mène au déséquilibre entre des zones n'ayant pas les mêmes ressources naturelles ou humaines. Nous sommes d'accord sur la relocalisation de la production et d'une gestion locale poussée mais la planification socialiste permet de recenser les besoins de la population et ainsi de redistribuer la production de manière à répondre aux besoins, ce que ne permet pas l'autogestion.

Cela suppose la dictature contre les anciennes classes dominantes. Cela suppose de lutter contre les idées rétrogrades, la force de l'habitude et cela ne peut se faire, progresser, sans une lutte organisée. Cela suppose la démolition de fond en combles de l'appareil d'Etat bourgeois basé sur le profit maximum pour une minorité et les miettes pour la majorité. Il s'agit d'inverser les valeurs. Cela nécessairement provoquera la résistance des forces adverses, la répression contre la résistance, contre la contre-révolution. Sans prendre la machine d'Etat pour la transformer complètement, puis lui substituer (à l'époque du communisme), un organisme de gestion des choses et non un moyen de domination d'une classe sur une autre.

Nous devons lutter contre la dispersion organisationnelle prônée par les anarchistes et les opportunistes, leur aventurisme coupé des masses. Les meilleurs éléments parmi eux, et ils sont nombreux, doivent être gagnés à notre cause, celle du prolétariat. Nous devons malgré nos divergences être à leur côté quand la répression les frappent et les défendre comme les autres révolutionnaires. ✪

I. La révolution culturelle pour renforcer la dictature du prolétariat

mai 2009

La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne déclanchée en Chine avait pour objectif de lutter contre ceux qui -bien que militants du Parti Communiste ou sommités académiques chargés de diffuser l'enseignement, hauts fonctionnaires, spécialistes, experts et arrivistes de tout poil - travaillaient sur le plan idéologique, politique, par des méthodes de gestion bourgeoises, le trafic d'influence, la corruption, à rétablir petit à petit le capitalisme d'où il avait été chassé. Il s'agissait de poursuivre la révolution sous la dictature du prolétariat. Il s'agissait d'élever le prolétaire, le paysan, à un niveau d'éducation et de formation supérieurs pour le mettre au même rang que celui issu des couches supérieures de la société socialiste en construction. Comme le disait le Président Mao Zedong, *«chez nous il est facile de restaurer le capitalisme, les niveaux entre les salaires vont de un à huit et de nombreuses lois bourgeoises existent encore». «C'est aussi à l'Université où perdurent les méthodes d'enseignement bourgeoises, où l'élitisme demeure.» «Les intellectuels doivent se mettre au service des masses, descendre de leur cheval, la lutte doit être menée contre les mandarins installés sur leur chaire, les étudiants*

doivent aller apprendre et se rééduquer près des paysans».

Il s'agissait alors dans les usines, de former la triple union entre les ouvriers, les techniciens et ingénieurs et l'armée.

A la mort de Mao, la première chose qu'entreprit Hua Guofeng c'est de faire arrêter les dirigeants de la révolution culturelle ouvrant ainsi la voie à Deng Xiaoping qui au nom des «quatre modernisations» allait rétablir le capitalisme, renverser la dictature du prolétariat, précipiter la Chine dans la crise que l'on connaît aujourd'hui, accentuer la différence entre les couches supérieures capitalistes et les travailleurs de la vile et de la campagne, ne plus assurer les services de santé minimum pour la masse, ruiner des millions de paysans des communes populaires en développant la petite propriété qui ne permet pas d'assurer un niveau décent à chaque famille. Bref, une véritable casse de tout ce qui avait permis de stabiliser la population à la campagne comme l'avaient fait les communes populaires à travers le développement industriel, artisanal, de services sociaux, écoles, hôpitaux, agriculture etc.., bref un développement équilibré.

La crise mondiale aujourd'hui contraint des millions de paysans qui avaient trouvé du travail en ville, à retourner sans ressources à la campagne où il n'y a plus de travail. Certains doivent s'exiler et se trouvent pris dans les filets des maffias, qui les exploitent impunément dans les pays occidentaux, dans les ateliers de confection, les restaurants, pire sur le trottoir.

Ce qui tend à montrer que la révolution culturelle prolétarienne était nécessaire.

Le rapport de force n'a pas pu être consolidé. Il nous faudra dans d'autres articles tenter d'examiner pourquoi. Quels ont été les manques, les erreurs dans la restructuration du Parti, des organismes de l'Etat etc. ?

Sur le fond, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne a montré et confirmé la thèse de Lénine comme quoi *«la lutte de classes allait prendre un tour aigu sous la dictature du prolétariat,»* que la bourgeoisie n'allait pas renoncer au paradis perdu, qu'elle emploierait tous les moyens pour reprendre le pouvoir.

Mao a vu après la restauration du capitalisme en URSS, que le danger n'était pas seulement dans les restes de la bourgeoisie revancharde. Il a vu que sous la dictature du prolétariat se reformait à l'intérieur du Parti et de l'Etat, à tous les niveaux, une nouvelle bourgeoisie. Celle-ci ne rêvait que de s'enrichir, de s'accorder des privilèges, de tisser des réseaux d'amitié et de complicité pour préparer le reversement de la dictature du prolétariat.

Contre cela il fallait prévenir ce renversement et s'attaquer à ce qui restait du droit bourgeois, élargir et renforcer dans tous les domaines la dictature du prolétariat, transformer radicalement les rapports de production pour créer de nouvelles bases pour l'enracinement de cette dictature contre les éléments engagés dans la restauration du capitalisme.

II. La révolution culturelle pour préparer la dictature du prolétariat

En tirant les enseignements de l'expérience du mouvement communiste international - la Commune de Paris, la Révolution d'Octobre et la Révolution Chinoise - nous pouvons connaître dans les grandes lignes, les obstacles et contraintes principaux sur le chemin de la consolidation de révolution prolétarienne.
Les défauts principaux sont :

- ★ Excès de centralisme et son contraire excès de décentralisation.
- ★ Excès dans la répression et laxisme petit bourgeois.
- ★ Développement inégal entre industrie lourde et industrie légère.
- ★ Ecart trop grand entre salaire inférieur et supérieur.
- ★ Ecart trop grand entre l'armée régulière et le peuple en armes.
- ★ Ecart trop grand entre dictature du prolétariat et démocratie prolétarienne.

D'où la nécessité de révolution culturelle périodique durant toute la période transitoire.

La théorie trotskiste de la révolution permanente, ne respecte pas les étapes permettant de consolider la révolution, ni les alliances nécessaires permettant le renversement de la dictature de la bourgeoisie. La théorie conciliatrice opportuniste entre révolutionnaires et réformistes proposée par Trotski en 1903, lors du Congrès du POSDR n'aurait pas permis la prise de pouvoir, pas plus que le parti fourre-tout NPA ne permettra de le prendre aujourd'hui

La table rase de type anarchiste, abolition de l'argent immédiat, refus de l'Etat prolétarien, autogestion (concurrence des collectifs ouvriers dans la production), absence de planification de l'économie etc. ne permet pas la prise totale du pouvoir par le prolétariat et du coup la révolution n'atteint pas son but.

La classe révolutionnaire naît au sein même de la société au fur à mesure que se développe la production matérielle, les sciences, les connaissances, alors la superstructure ne correspond plus alors aux infrastructures. La production accumulée ne peut plus se développer dans l'ancien cadre étroit de la société moribonde, à cause des limites imposées par le système de production. Sous la poussée de la classe montante et des couches populaires alliées éclate alors la Révolution.

Aujourd'hui avec l'élargissement du système capitaliste impérialiste à l'échelle mondiale, la disparition du camp socialiste, la social-démocratisation des ex-partis communistes, après leur décadence révisionniste, la situation de crise mondiale exige que les communistes s'attellent à la reconstitution du Parti, des organismes générés par lui.

Le Parti Communiste qui doit être reconstitué doit s'appuyer sur l'expérience positive et négative du mouvement ouvrier et communiste, c'est-à-dire en prenant en compte, les expériences les plus avancées et les pousser en avant. Il ne peut se reconstituer qu'à travers la lutte de classe et son immersion dans les masses.

Il faut :

- ★ Prendre en compte l'enseignement militaire de la prise de pouvoir, (insurrection, guerre populaire) et associer les deux moyens aux conditions concrètes de chaque pays.
- ★ Mettre en route un processus de révolution culturelle prolétarienne et populaire dans la préparation de la révolution, en tant qu'élément éducatif indispensable pour le développement limité sous la dictature de la bourgeoisie des organismes prolétariens et populaires, embryons du futur pouvoir soviétique et forme plus approfondie de la dictature du prolétariat.
- ★
- ★ Soutenir toutes initiatives partielles des masses qui vont dans ce sens, fussent-elles limitées, temporaires.

PRENONS QUELQUES EXEMPLES :

- ★ Soutenir les occupations de logements vides.
- ★ Promouvoir les formes d'entraide que mettent en place les masses en lutte, les faire connaître, en faire la promotion en vue d'une généralisation.
- ★ Soutenir les initiatives écologiques et environnementales, les innovations dans les domaines scientifiques et techniques
- ★ La lutte pour de meilleures conditions de travail, ergonomie, sécurité.
- ★ Les formes de luttes légitimes dépassant les cadres de la légalité bourgeoise.
- ★ Les méthodes de lutte les plus avancées, les faire connaître pour les généraliser.
- ★ Appuyer ou proposer des réponses aux attaques de l'ennemi de classe.
- ★ Systématiser et promouvoir toutes les initiatives des masses.
- ★ Promouvoir l'art et la culture progressiste ancienne et moderne en s'appuyant sur leurs initiateurs pour combattre l'influence de la culture bourgeoise réactionnaire, promotrice des valeurs bourgeoises, et promouvoir les valeurs prolétariennes, populaires et progressistes.

Il sera nécessaire de créer un journal national, répertoriant et systématisant les initiatives avancées des masses dans tous les domaines de la lutte de classe, sur le terrain de la lutte de classe contre les patrons et pour combattre les thèses réformistes, conciliatrices de toutes sortes qui visent à casser les luttes, à les partialiser, à propager le défaitisme etc.

III. La révolution culturelle prolétarienne partie intégrante de la guerre populaire prolongée

Les idées ne manquent pas au sein des masses, mais elles sont disséminées dans de multiples luttes, dans divers secteurs, sur différentes régions, plus ou moins avancées, dans un environnement, politique, environnemental, influencées par différentes variantes idéologiques et politiques.

Le rôle du Parti et de ses organisations de masses est de les systématiser, de les faire largement connaître près des masses pour que les plus significatives servent d'exemple, soient reprises sous des formes variées.

Le Parti montre la voie en s'appuyant sur l'expérience du mouvement communiste et ouvrier international, sur le mouvement révolutionnaire et progressiste. Il s'appuie sur l'initiative des masses qui sont le moteur de l'histoire.

La révolution culturelle prolétarienne a montré que la révolution ininterrompue et par étapes était absolument nécessaire à la poursuite de la révolution. Qu'il fallait des révolutions culturelles périodiques et des pauses entre elles pour consolider les acquis de la révolution étapes par étapes sur une période plus ou moins prolongée. Cette période est dépendante de l'avancée de la révolution mondiale, du franchissement par bonds des barrières qui nous séparent de la société communiste.

Les barrières aujourd'hui sont non seulement celles érigées par la bourgeoisie capitaliste, mais aussi les chausse-trappes et autres obstacles placés par les réformistes sur notre chemin pour nous empêcher de faire le siège de la citadelle bourgeoisie et la faire tomber comme est tombée la Bastille lors de la révolution bourgeoise.

Cette révolution bourgeoise avait été préparée par une révolution dans le domaine des idées par les encyclopédistes contre le système féodal, contre les privilèges de la noblesse et du clergé, les limitations corporatistes qui bloquaient le

développement de la bourgeoisie.

Hier la bourgeoisie montante avait brisé le carcan féodal, aujourd'hui le prolétariat à la tête des masses populaires et de tous les progressistes doit briser le carcan du système capitaliste qui empêche la société humaine d'avancer et de s'améliorer dans tous les domaines, afin que chacun apporte le meilleur de lui-même suivant ses capacités et reçoive de la société ce dont il a besoin. Seule une société organisée collectivement sur la planète entière sans exploiter et sans opprimer personne peut parvenir à ce but.

Le travail collectif alors libéré pourra satisfaire tous les besoins en éliminant tout ce qui est inutile et nuisible dans la production de biens matériels (produits non recyclables engendrant la pollution, armes, concentration urbaine sans une répartition équilibrée sur le territoire qui est une autre source de gaspillage génératrice de pollution etc.).

Bien que la Révolution Culturelle Prolétarienne ne puisse être que partielle dans le cadre bourgeois soumis aux contraintes de l'économie de marché, les masses apprennent qu'elles sont capables de prendre leurs affaires en main. Il s'agit d'organiser les masses pour la lutte visant à briser de fond en combles et par tous les moyens l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, mettre en place sur ces ruines un Etat prolétarien, forme transitoire menant de la phase inférieure du communisme au communisme intégral à l'échelle mondiale.

Cet Etat est un Etat qui doit dépérir au fur à mesure que se réorganise la production et qu'est éliminé le droit bourgeois qui lui correspond. Pour cela l'histoire nous enseigne que sans une révolution ininterrompue progressant par étapes, une révolution dans la révolution, des Révolutions Culturelles Prolétariennes sous la dictature du prolétariat il n'est pas possible de réaliser le communisme. Pour cela il est nécessaire de renforcer la démocratie prolétarienne, de l'élargir pas à pas à toutes les couches de la société.

Il va de soi que cet élargissement continu et par étapes consolide la démocratie prolétarienne et en même temps la dictature du prolétariat contre les survivances matérielles et idéologiques de la société bourgeoisie. C'est une lutte continue et par étapes contre les vieilles idées en la promotion des nouvelles, la lutte contre les coutumes rétrogrades, les forces de l'habitude, la routine. C'est donc une lutte prolongée vers une société équilibrée, où ce qu'il semble impossible à réaliser aujourd'hui deviendra quelque chose de naturel.

C'est pourquoi l'idéologie, la politique constituent le moteur principal dans la lutte pour l'émancipation de l'humanité. Les propagandistes de la mort des idéologies mènent une propagande de plus en plus importante. Leurs agents au sein du prolétariat et des couches populaires sont là pour faire table rase des idées prolétariennes et faire partager aux masses l'idéologie bourgeoisie diffusée par les médias

Ceci montre que la Révolution Culturelle Prolétarienne est non seulement indispensable pour renforcer la dictature du prolétariat contre les tenants de la restauration capitaliste une fois le pouvoir prolétarien établi, mais aussi que la Révolution Culturelle Prolétarienne et Populaire est partie intégrante et indispensable pour la prise du pouvoir par le prolétariat pour reconquérir la direction sur le terrain de la lutte de classe dans les entreprises, dans les quartiers, dans le domaine de la formation, de l'éducation, etc.

Les luttes dans les quartiers, les usines et entreprises, dans les Universités, dans les lycées, dans les écoles, contre le fascisme, le racisme, contre la répression politique et syndicale, de tous les secteurs de la population, sont des éléments de radicalisation de la lutte matérielle mais aussi idéologique et culturelle. Ce sont des éléments de la Révolution Culturelle Prolétarienne pour préparer la révolution sous la forme d'une guerre prolongée multiforme contre la bourgeoisie et ses alliés réformistes qui empêchent l'émergence d'une véritable force prolétarienne et populaire. ✪

A propos des élections

septembre 2009

Les élections au suffrage universel sont elles un progrès ou une façon de faire approuver le système ? L'histoire de l'humanité, hormis la période du communisme primitif, a été celle de la lutte de classes. Dans les différentes sociétés de classes, toute élection est faite dans le cadre de cette société là, et les représentants qui seront élus le seront pour la faire fonctionner au mieux pour la classe dirigeante.

LA PERIODE DU COMMUNISME PRIMITIF

Durant cette période, les «élus» l'étaient à partir de qualités particulières, ainsi le meilleur chasseur organisait la chasse. Lors des guerres tribales, un chef était choisi. Sitôt la guerre finie, il redevenait un homme ordinaire.

A L'EPOQUE ESCLAVAGISTE

Seule une partie de la population avait le droit d'élire et d'être élue. C'est ainsi que dans la démocratie athénienne, les esclaves et les métèques (nom donné aux immigrés) n'avaient aucun droit, et parmi les citoyens athéniens les classes et couches supérieures avaient plus de droits, entre autre celui de porter des armes en tant qu'officier, de diriger, d'être élu.

A L'EPOQUE FEODALE

L'essentiel du pouvoir était entre les mains de la noblesse et du clergé dont les charges étaient distribuées par le roi ou attribuées en héritage.

Les marchands (bourgeois) avaient leurs représentants (prévôt) dans les villes. Dans les campagnes seuls la noblesse et le clergé (fief et couvent) avaient le monopole de la terre. Les nobles (féodaux) avaient le droit de lever une armée pour protéger leurs fiefs et répondre à l'appel du suzerain. Le port de l'épée était interdit aux paysans et aux bourgeois.

A L'EPOQUE DE LA BOURGEOISIE

Le développement de la bourgeoisie va bouleverser le mode de production. Toutes les barrières cloisonnant l'industrie, l'artisanat, le commerce vont sauter, pendant qu'à la campagne où le servage avait déjà été aboli pour le métayage ou le fermage, la propriété foncière va être redistribuée par acquisition de la terre. Les premières élections (suffrage censitaire, c'est-à-dire droit de vote à ceux qui payent les impôts) étaient là pour assoir le pouvoir de la haute bourgeoisie, de la classe au pouvoir.

Le suffrage universel va être généralisé, mais pas étendu aux femmes qui devront attendre en France la fin de la deuxième guerre mondiale pour avoir droit au vote.

Le système bourgeois le plus démocratique ne l'est pas en réalité. Les élections ne sont qu'un masque qui veut faire croire que le pouvoir est dans les urnes.

Certes sur le fronton des mairies est écrit «Liberté, Egalité, Fraternité», mais qu'en est-il réellement ?

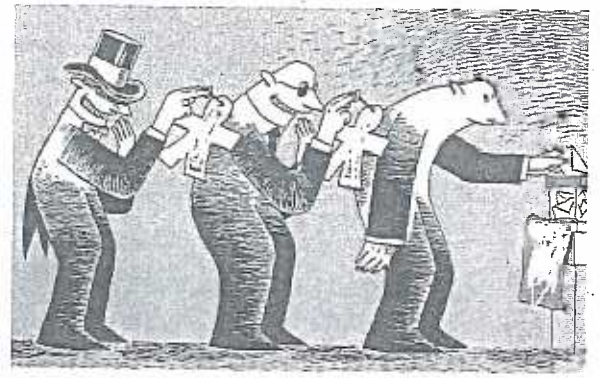
La liberté tout comme la fraternité et l'égalité est limitée afin de maintenir le système en place, système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'extorsion de la plus-value sur le dos de celui qui ne possède aucun moyen de production.

La liberté de ce dernier est forcément limitée. Il n'y a pas dans ce cadre d'égalité, ni de fraternité, c'est la lutte pour la vie, pour l'emploi etc.

Les élections, qui paraissent démocratiques parce que tout le monde a le droit de s'exprimer au travers d'un bulletin de vote (démocratie parlementaire), servent à élire un parlement dans le cadre du système, c'est à dire chargé de faire fonctionner l'économie au profit de la minorité possédant les moyens de production. C'est cette minorité qui fait la loi du marché. Le parlement sert ainsi à établir la superstructure législative du système capitaliste, au service de la classe dirigeante, de la bourgeoisie.

Aux élections, chacun des candidats présente son programme. Ils ne diffèrent pas ou peu. En fait ce n'est pas pour faire une politique partant des besoins des masses mais pour faire une politique basée sur le profit pour les actionnaires.

Tous les partis parlementaires servent le jeu de la bourgeoisie. Soit directement en votant des lois lui étant favorable, soit indirectement en jouant le jeu d'une opposition qui légitime le caractère «démocratique» du parlement et/ou en donnant l'illusion aux masses que le système peut être changé par la voie parlementaire.



LES REFORMISTES

Les réformistes prétendent qu'avec plus de démocratie, plus de représentation des partis démocratiques, etc., nous pourrons accéder à une société plus juste, dépasser le capitalisme (Hue).
Mais l'Etat n'est pas seulement constitué d'un Parlement. Il y a aussi tout un appareil pour maintenir l'ordre (armée, police, justice) et tout un appareil administratif. Ce sont des composantes de la superstructure qui naît directement de la base économique. La superstructure représente les lois, la culture, les rapports sociaux, l'organisation politique, l'armée, etc. alors que la base économique représente le système sur lequel la superstructure se développe. Toute superstructure dans tout système se développe directement par rapport à la base économique, au service de la base économique. Ainsi, en système capitaliste (base économique), la superstructure sera directement au service de ce dernier (système parlementaire bourgeois, culture capitaliste, lois au service de la bourgeoisie, etc.). C'est principalement la base économique qui influencera la forme et la nature de la superstructure. C'est pourquoi il est illusoire de changer le système sans toucher à la base économique. C'est pourtant ce que les réformistes essaient de faire croire.
La classe dirigeante a besoin de la paix sociale. Dans le cadre du capitalisme, il existe un état de guerre permanent entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat et les autres classes et couches populaires. C'est une guerre larvée, une guerre de faible intensité, qui se réduit souvent à de simples escarmouches mais gagne parfois en intensité par de luttes plus amples. C'est la guerre de classes. Consciente de cet état de fait, la bourgeoisie va essayer par tous les moyens de préserver la paix sociale, pour que les luttes restent dans le cadre du système et ne le remettent pas en cause. Les réformes «pansements» sont là pour relâcher la pression de la «cocotte-minute» sociale. Les réformistes tiennent le haut du pavé pour conserver la paix sociale. Leur rôle en régime capitaliste est de réformer le capitalisme, lui «donner un visage humain», même quand ils disent vouloir un véritable changement, dépasser le capitalisme etc. Ils saupoudrent de réformes, distribuent des allocations pour éviter l'explosion qui mettrait en péril le système. Si la colère des masses s'amplifie alors la paix sociale qui permet à la bourgeoisie de faire de bonnes affaires peut se transformer en guerre ouverte. C'est pourquoi la bourgeoisie a besoin d'un étouffoir des luttes. La gauche au remplit cette fonction à la perfection, qu'elle soit au pouvoir ou non.

Quand le pouvoir est menacé dans ses fondements, la classe dominante jette son masque démagogique, envoie ses troupe et mate la rébellion, rétablissant l'ordre, c'est à dire jusqu'à tirer et massacrer la population.

Dans le pire des cas, c'est la dictature ouverte, le fascisme extrême qui détruit toutes les organisations démocratiques

et lui substitue les organisations fascistes uniques auxquels chacun doit se soumettre.

LA DIFFERENCE ENTRE LA DROITE ET LA GAUCHE

La droite représente l'aile conservatrice de la bourgeoisie, qui veut bien la démocratie bourgeoise à condition que cela ne coûte rien ou très peu.

La gauche représente l'aile éclairée de la bourgeoisie qui sait que si la bourgeoisie ne fait pas de réformes, son pouvoir va être remis en cause. Elle a plus peur de la révolution que de la droite. La gauche, comme son budget est limité, doit pour calmer les différentes couches de la population et les couches moyennes, poursuivre les restructurations pour satisfaire la bourgeoisie, abaisser le coût du travail, réduire le chômage par des mesures artificielles (allocations diverses), c'est à dire redistribuer des miettes, après avoir accepté la réduction des salaires, les suppressions d'emploi, assumé tous les maux du capitalisme.

Le problème pour la bourgeoisie, c'est de gouverner. Plus de démocratie elle n'est pas contre si la machine tourne et que ça ne coûte pas cher. La gauche aujourd'hui a fait la preuve qu'elle est capable de faire les restructurations suivant les plans des multinationales, de la grande bourgeoisie, à moindre coût, et même mieux, en amenant le taux de profit qu'entend tirer la bourgeoisie à un niveau plus élevé, tout en maintenant la paix sociale. Comme chacun le dit « La gauche fait la politique de la droite».

La droite au pouvoir adopte des double-discours, fait des promesses qu'elle ne tient pas et cache la vraie nature de ses réformes au service de la bourgeoisie. Elle adopte des discours populistes permettant de faire passer ses réformes. Elle distribue moins de miettes que la gauche mais est tout de même forcée de conserver la paix sociale. C'est pourquoi la droite divise au maximum la population pour affirmer son règne. C'est ainsi qu'elle dresse les travailleurs immigrés contre les travailleurs nationaux en vertu d'une prétendue menace de l'immigration. De même, plus la population a peur et plus elle va se replier sur elle même et ne pas voir plus loin que le bout de son nez, d'où des discours sur l'insécurité. Elle va choisir une partie de la population comme bouc-émissaire pour que les travailleurs pensent que les problèmes ne viennent pas du capitalisme mais d'une partie de la population. Ainsi, des discours xénophobes, contre les jeunes des banlieues («Racailles»), contre les Roms («Voleurs de poules»), contre les immigrés («Ils volent notre boulot»), contre les musulmans, etc. La droite se sert des contradictions au sein du peuple, les développe, essaie de les rendre antagoniques. Diviser pour mieux régner...

La petite-bourgeoisie, représentée par les petits partis de gauche et d' «extrême» gauche légaliste et certains courants minoritaires au PS, est pour plus de participation. Elle se lamente que les syndicats ne soient pas assez représentatifs, qu'une partie de plus en plus importante de la population ne veut pas participer, se désintéresse des élections. Elle pense que si le système est «démocratique», que si la population a vraiment la possibilité d'avoir son mot à dire, alors forcément le système changera. Rien de plus illusoire !

Marx parlant des élections en régime capitaliste disait que l'on délègue son pouvoir à des élus qui pendant 4 ans vont gérer les affaires de la bourgeoisie. Rien n'a changé ! Les élections en démocratie bourgeoise (ou dictature de la bourgeoisie) nous enlèvent nos affaires des mains, soumet totalement le prolétariat à la bourgeoisie.

C'EST LE SYSTEME QUI DOIT CHANGER

Sommes-nous contre les élections en général ? Non !

Qu'allons-nous faire ? Nous ne votons pas. Nous boycottons ces élections qui ne mènent à rien.

Le mécontentement grandi. Dans certaines conditions, nous pourrons utiliser la tribune pour dénoncer le système et montrer la voie de la Révolution, tout en défendant pied à pied les revendications populaires sans faire croire que nous pourrons prendre le pouvoir par les élections ou en participant au gouvernement. Dans notre programme, nous devons sans cesse répéter qu'il n'y a qu'une solution, c'est la Révolution.

Nous devons expliquer que le régime ne tombera pas tout seul, qu'il nous faudra le renverser et imposer un nouveau mode de production par la contrainte de l'appareil d'Etat qui sera alors l'Etat de dictature du prolétariat.

Nous devons tout d'abord faire tomber les illusions perpétuées par la démocratie bourgeoise : ce n'est pas en participant au parlement que nous pourrons changer le système.

Le désintérêt croissant des électeurs a un double aspect : la prise de conscience de la vacuité de telles élections et le rejet des partis de gauche comme de droite. La liquidation programmée du P«c»F, le manque de cohérence des trotskistes, leur opportunisme électoral et la réorganisation de l'extrême-droite, posent la question de la réorganisation du prolétariat dans le Parti Communiste maoïste qu'il est urgent de renforcer.

Concernant les élections, les tâches du Parti Communiste maoïste de France sont :

- ★ Dénoncer chaque élection bourgeoise en expliquant la nature de la démocratie bourgeoise
- ★ Faire tomber les illusions que le système peut être changé par la voie parlementaire
- ★ Expliquer que la seule solution pour changer le système, c'est la Révolution
- ★ Transformer l'abstentionnisme passif en boycott actif, révolutionnaire

Le rôle des communistes, c'est de développer une propagande révolutionnaire, établir la liaison entre les révolutionnaires, établir une plate-forme programmatique minimale et appeler les prolétaires radicaux à renforcer le mouvement d'avant-garde. En avant pour l'édification du Parti Communiste maoïste de France ! ✪

Le G8 ou le G20 peuvent-ils résoudre la question du changement climatique ?

septembre 2009

Le développement du capitalisme est inégal ! D'un côté une poignée de pays impérialistes développés (Europe, USA, Canada, Japon, Russie, Australie, Nouvelle-Zélande), une série de pays riches (Arabie Saoudite, Etats du Golfe), une série de grands pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Mexique et de plus petits Corée du Sud, Singapour etc.) et de l'autre côté les pays peu développés mais en général possédant des ressources minérales ou autres très importantes.

Les premiers pillent les seconds. Les pays émergents sont de plus en compétition avec les premiers particulièrement la Chine en Afrique et en Amérique du Sud, voir en Asie. Les pays émergents ont une population très importantes, l'Inde et la Chine à elles deux comptent 2, 5 milliards d'habitants, le Brésil 150 millions.

Les solutions existent pour résoudre le problème, mais les impérialistes ne veulent pas réduire leurs profits, ils pillent les ressources naturelles, exportent les capitaux, utilisent les industries de pointe, le dumping agricole, ont leurs contingents militaires ou les cliques locales achetées pour maintenir leur domination. Le transfert de technologie est limité et ne se fait pour aider les pays concernés qu'avec des contreparties (implantation d'usines contre de la main d'œuvre bon marché, protection des brevets, terrains et infrastructures gratuites mises à disposition,...).

Quels sont les obstacles à une bonne gouvernance mondiale ? C'est le système capitaliste et impérialiste basé sur la recherche du profit maximum et à court terme et qui tire ses ressources de la plus-value sur le dos du prolétariat, l'exportation de capitaux, le pillage des ressources naturelles, la détention des brevets, la propriété foncière, la détention des capitaux, les prêts, gages, etc.

Dans ces conditions c'est la loi du marché et non la planification des ressources, des possibilités de recherche, de développement qui domine.

Cela a pour conséquence le développement anarchique de la production. Les multinationales entrent en concurrence, les Etats n'interviennent que pour fixer les règles du jeu, les plus puissants imposant leur point de vue. Le G8 élargi à 15 en est la parfaite illustration. En fait ce sont les monopoles qui imposent aux Etats la défense de leurs intérêts réciproques et globaux. Ces Etats ne sont pas neutres, contrecarrant ainsi les plans de rectification des Etats qui doivent intervenir en injectant des capitaux qui proviennent des impôts payés par tous : en régime capitaliste, l'Etat ne sert que les intérêts de la bourgeoisie.

Les monopoles, pour réaliser plus de plus-value, déplacent leur production d'un pays à l'autre cherchant les pays où les coûts sociaux sont les plus bas et ainsi de suite.

Les monopoles agro-alimentaires achètent des millions d'hectares et détruisent l'environnement par l'ajout d'intrants (pesticides, engrais azotés etc.), chassent les paysans de leur moyen de subsistance. La Chine et les autres pays impérialistes achètent à vil prix les meilleures terres privant les paysans de leur seule ressource alimentaire obligeant ces derniers pour survivre à immigrer en masses et faire vivre leur famille, ce qui renforce, avec les délocalisations, le chômage dans les pays impérialistes, facilitant la démagogie fasciste pour pousser les différentes les travailleurs nationaux contre les immigrés victimes des menées impérialistes. Les impérialistes envoient leurs cadres et spécialistes et exploitent sans vergogne une main d'œuvre locale sans droits, exploitable à merci.

L'exploitation généralisée des ressources naturelles et l'anarchie de la production et de la distribution des ressources mènent à une surproduction au niveau mondial et donc à une surexploitation des ressources naturelles. Etant donné que rien ne vaut plus que le profit en régime capitaliste, la nature passe au second plan. Pourtant, pour survivre, l'Humanité a besoin d'un écosystème adéquat. Il y a une interaction dialectique entre l'être humain et la nature. A l'heure actuelle, c'est le réchauffement climatique global qui nous guette, pouvant aboutir à une crise écologique d'une grande ampleur, amenant au final à une période glaciaire. Le facteur le plus important dans ce réchauffement est le rejet de CO^2.

Pourtant les solutions existent pour éviter la pollution au CO^2. Cela suppose une planification mondiale : pour commencer un recensement des ressources, un plan de développement équilibré, un transfert de la technologie, et en résorbant et démantelant peu à peu des technologies polluantes, en supprimant l'anarchie de la production et de la distribution des ressources. L'énergie techniquement propre existe. Tous les pays émergents et les pays peu développés ont besoin de produire suffisamment de nourriture pour nourrir leur population. Pour cela il faut développer les infrastructures, avoir une industrie lourde (prospection minières, matériel agricole, machines outils, électrification, routes etc.) et une industrie légère et de pointe pour satisfaire les besoins de la population. Une aide désintéressée des pays industrialisés serait de la plus haute

importance en matière d'implantation d'énergies non polluantes. Cela ne peut exister que si ces pays sont des pays socialistes. Une aide désintéressée n'existe pas à l'époque de l'impérialisme !

Les impérialistes ont en vue, l'implantation d'un vaste réseau solaire et d'éoliennes au Sahara, mais ce n'est pas pour le développement des pays d'Afrique du Nord et encore moins des pays sub-sahariens, mais pour alimenter l'Europe, lui procurer une énergie pas chère, comme aujourd'hui l'extraction du pétrole, du minerai d'uranium la procure.

Il est possible de recycler les déchets anciens et nouveaux. D'ailleurs les requins de la finance ont compris que cela pouvait rapporter gros. Ce qui doit être éliminé obligatoirement sur place l'est. C'est le cas du papier, des ordures ménagères etc. Le désamiantage est effectué sur place (bâtiments) mais où est stocké l'amiante récupérée ? Quant aux bateaux ils sont démantelés en Inde ou dans des pays où la main d'œuvre est bon marché et où la santé et la vie des exploités ne comptent pas, comme en Inde.

On peut produire sur place quasiment tous les produits de base, principalement les produits alimentaires, combinant la culture extensive et intensive (ce qui ne veut pas dire l'utilisation de pesticides, d'engrais chimiques, etc.), et l'utilisation de méthodes biotechnologiques combinées avec d'autres méthodes ne nécessitant pas de technologie avancée (implantation de haies pour préserver les sols, insectes utiles contre insectes prédateurs de récoltes, utilisation de carburant non polluant ou peu polluant pour le matériel agricole, engrais naturels issus de la valorisation des déchets organiques, etc.).

En utilisant des moyens de transport propres, avec des parcours raccourcis grâce à une production décentralisée et rapprochée des lieux de consommation on pourrait se passer au moins en partie de carburant fossile, par l'utilisation d'énergie solaire produite soit par des capteurs solaires, des champs d'éoliennes, des petites centrales hydro-électriques sur les rivières, sur les côtes, et diverses techniques pouvant être développées en lien avec l'environnement local. Les inventeurs, chercheurs, scientifiques ont plein de projets dans les cartons.

La nécessité de s'organiser

Face aux forces diverses de la bourgeoisie, le prolétariat doit édifier son Parti, le PCmF, mais aussi un Front Uni regroupant tous ceux qui sont prêts à se battre pour un changement radical de société que nous n'obtiendrons pas par la voie pacifique, par la voie parlementaire, dont les représentants sont élus dans le cadre étroit et borné du système, pour gérer au mieux les intérêts de la bourgeoisie, éviter tous remous ou conflit majeur, maintenir la lutte dans les limites du droit bourgeois, c'est-à-dire préserver l'essentiel, le système d'exploitation capitaliste, cause de tous nos malheurs.

Nous rejetons clairement tous les écologistes qui n'envisagent pas la rupture avec la société capitaliste. Pas de préservation de l'environnement sans révolution ! De même, nous rejetons l'idée du «développement durable», qui n'est qu'un leurre. Le «développement durable» c'est un pansement pour préserver le capitalisme de la crise écologique qui se dessine. Il est nécessaire de faire tomber le capitalisme pour que la gestion des ressources naturelles et la préservation de la planète soit réalisées conjointement.

Développer la révolution suppose la constitution d'un front prolétarien dirigé par la classe ouvrière dans les entreprises et d'un Front Populaire Uni plus large, unissant toutes les couches du peuple, qui sera sous la direction de la classe ouvrière, la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout. C'est pour cela que notre Parti appelle notamment à la formation de comités unitaires de lutte dans les entreprises, regroupant syndiqués et non syndiqués. Les impérialistes, les multinationales sont en guerre économique aujourd'hui et seront en guerre impérialiste de repartage mondial demain. Nous sommes à l'époque de l'impérialisme où domine dans toute l'économie le capital financier qui contrôle, domine toute la production pas seulement parce qu'il détient les actions des sociétés cotées en Bourse, mais aussi parce que l'ensemble des entreprises industrielles, artisanales commerciales et agricoles, la recherche, les ressources naturelles, et même le vivant à travers les brevets, la reproduction humaine et même les particuliers dépendent des prêts que les banques accordent. Tous doivent déposer leur argent sur des comptes bancaires, bref le capital financier domine toutes les sphères de la société et l'appareil d'Etat est au service du capital financier, les lois votées par le parlement vont dans le sens de ses intérêts.

Certains maoïstes «virtuels» qui se présentent comme des spécialistes de l'économie marxiste devraient relire leurs classiques «L'impérialisme stade suprême du capitalisme» comme nous leur avons rappelé quand ils parlent de deux bourgeoisies en France, l'une industrielle, l'autre bancaire. Ils affirment que Sarkozy représente la bourgeoisie industrielle. Etrange, quand on voit la politique de privatisation, de restructuration, les mesures de soutien aux banques que met en place Sarkozy ! Ils devraient aller le dire aux ouvriers qui se battent pour des primes de licenciement alors que des milliards sont donnés aux banques.

Face à cette minorité qui nous conduit au chaos, le prolétariat, les couches populaires et les peuples opprimés du monde entier forment l'immense majorité.

La mission historique du prolétariat du prolétariat et des peuples est de libérer à tout jamais l'humanité de l'impérialisme, du capitalisme parasitaire. Grâce au niveau scientifique, technique et culturel atteints on peut en finir avec ce monde de misère, d'inquiétude et de guerre.

Contre la guerre, la béatitude n'est pas de mise, car l'ennemi est prêt à tout pour conserver ses privilèges, nous réduire en esclavage. Il est capable de toutes les exactions et infamies pour se maintenir.

Nous devons être prêts à le combattre par tous les moyens légitimes et sur tous les fronts ! ✪

Autonomie des universités

septembre 2009

La restructuration de l'Université par la loi dite d'autonomie, livre l'Université au capital privé. Les enseignements imposés par le patronat le seront en fonction de leurs besoins immédiats ou de leurs projets futurs. Le renforcement du pouvoir du Président d'Université est celui d'un véritable chef d'entreprise sous traitant du capital financier et de ses firmes. Le contenu des enseignements littéraires, de sciences humaines sont restructurés pour les mettre au service de la gestion «intelligente» du personnel, de la psychologie de masse d'un fascisme qui ne dit pas son nom, le «fascisme moderne», pour vider de tout contenu critique les sciences humaines (économie politique, anthropologie, sociologie, etc.) et les mettre au service du capital. Non seulement l'Etat veut réformer les structures, mais aussi le contenu de l'enseignement et former les professeurs pour qu'ils deviennent des instruments dociles entre les mains du capital.

La restructuration de l'enseignement primaire et secondaire : 11200 postes supprimés rien que pour 2008, (80000 sur plusieurs années) est un autre pas pour mettre l'Education Nationale au service du patronat. Il s'agit non pas d'un simple plan budgétaire comme voudrait le faire croire le gouvernement mais une augmentation de la charge de travail pour les professeurs, mais aussi ce qu'on bien compris les élèves, l'abaissement de la qualité de l'enseignement, l'élimination rapide des élèves les plus faibles et mêmes les élèves moyens et la sélection d'une élite, car les professeurs ne pourront pas s'occuper de tous les élèves. Comme pour les Universités, il va se produire une différenciation accélérée entre bons et mauvais collèges, entre bons et mauvais lycées, la privatisation de fait par l'évasion vers les collèges et lycées privés des enfants des familles qui peuvent payer.

Nous écrivions cela en Février ! Comment les choses ont-elles évoluées depuis ?

Les nouvelles lois concernant les restructurations de l'université sont une application directe des lois européennes sur la privatisation des services (transport, éducation, énergie, santé, ...).

Les premiers indices du passage à l'autonomie montrent que non seulement les Universités vont être à deux vitesses entre elles, ce dont personne ne doutait, mais qu'à l'intérieur de l'Université les études seront à la carte non par le choix des matières, mais suivant les moyens financiers de l'étudiant.

D'une Université à l'autre, le montant de l'inscription va de plus de 4000 € à 150 €. Comme on achète une voiture. Sans options, ou avec options.

C'est un moyen supplémentaire pour renforcer la sélection. Il y avait déjà le premier tri au collège vers le lycée classique ou vers le LEP où se retrouvaient la majorité des fils et filles de prolétaires, première sélection sociale et par l'argent (on ne peut se payer des études longues).

La deuxième barrière est le passage à l'Université. Le choix de la filière médecine est entravé par le numerus clausus. Aujourd'hui, il n'y a pas assez de médecins. Cette chose a été voulue par la droite et par la gauche pour embaucher à moindre coût des médecins étrangers sous contrat. Profit oblige.

Pour les autres disciplines il n'y a pas de numerus clausus officiel, mais un numerus clausus de fait, faute de places. C'est une véritable course d'obstacles que doit effectuer un étudiant lambda pour entrer à l'Université. Il va lui falloir accepter contraint la filière qu'on lui propose, qui sera de plus en plus, celle que le patronat imposera pour ses besoins qui seront différents suivant les lieux d'implantation de leurs entreprises. Les filières qui ne les intéresseront pas en regard de leur recherche du meilleur profit, seront supprimées.

L'Université soi-disant autonome, pour raison de rentabilité, supprimera les disciplines «non rentables» du point de vue capitaliste, entre autre les budgets de recherche fondamentale. Les chercheurs seront soumis au rendement et au stress dont on connaît les conséquences parfois dramatiques. Avec les montants à payer pour s'inscrire, la sélection va se faire par l'argent, celui qui ne pourra payer, prendra les modules de base, ce qui le désavantagera par rapport à celui qui pourra se les payer. Un pas de plus vers la privation.

C'est la même politique de tout gouvernement bourgeois, mettre la formation et l'éducation au service de la bonne marche de l'économie capitaliste, sous la direction directe du patronat, avec les critères de rentabilité capitaliste, avec une sélection quantitative et qualitative, suivant les mêmes critères de rentabilité et suivant la discipline de fabrique. La sélection va s'amplifier tant pour les étudiants, que pour les professeurs et les chercheurs. Les matières non rentables comme la philosophie, l'histoire et les autres matières seront, si ce n'est déjà fait ou en cours, abordés d'un point du point de vue de la classe dominante, avec des contenus rétrogrades, réactionnaires, fascistes. C'est le temps des cent fleurs malodorantes. Le droit, la psychologie, la sociologie vont être de plus en plus utilisés pour conditionner les gens afin qu'ils acceptent ce qui est de plus en plus inacceptable, notamment le renforcement de l'Etat policier, et la mise en place d'une forme «soft» de fascisme, le fascisme moderne, en se préparant au pire.

Nous opposons à l'université au service du capitalisme une université au service du peuple, accessible à toutes et tous, dont la tâche principale sera la résolution étape par étape de la contradiction entre travail manuel et travail intellectuel. Pour réaliser cette tâche il est nécessaire de rompre radicalement avec le système capitaliste car une telle réorganisation

de l'université ne peut se faire que sous le socialisme.

Ainsi, le travail des maoïstes dans les universités est non seulement de porter ce message mais surtout de faire sortir les étudiants des universités et de les amener au contact de la classe ouvrière dans les usines et dans les quartiers populaires et de dépasser les revendications corporatistes souvent portées par les syndicats étudiants. Les initiatives d' «Université Populaire», «Fac Libre», «Cours Autogérés», etc. qui tendent à ouvrir l'université vers l'extérieur et y faire venir des non-étudiants font partie de la révolution culturelle nécessaire pour que l'université ne soit pas dominée par une élite, gérée par des bureaucrates. Les maoïstes doivent les soutenir et y participer, tout en n'en faisant pas la priorité de la lutte. De même, toute action en milieu universitaire doit se faire à partir d'une analyse de classe, les étudiants ne pouvant être considérés ni comme un groupe homogène, ni comme une classe sociale. ✪

Manif du 10 octobre à Poitiers : Sur la violence révolutionnaire

janvier 2010

Plusieurs points caractérisent ce qu'il s'est passé à Poitiers pendant et après la journée anti-carcérale. Après avoir présenté les faits, nous allons analyser le contenu des évènements et affirmer notre position en tenant compte du principal et du secondaire.

Les faits

Samedi 10 octobre, une journée anti-carcérale était organisée par le Collectif contre la prison de Vivonne à Poitiers. Le Collectif réunissait assez largement à ses débuts. Il s'est resserré lorsqu'il a abordé le sujet de la lutte anti-carcérale d'un point de vue radical.

La journée était organisée en deux temps : une manif et des débats et concerts (ces derniers étant organisés conjointement avec le n°23, lieu associatif culturel alternatif). Entre 200 et 300 personnes se sont rassemblées pour la manif. Partant du centre ville, elle s'est dirigée vers la prison. Sur la route, au Pont Neuf, une poignée de flics -3 ou 4 ! - a chargé l'arrière de la manifestation. C'est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Les quelques flics présents se mis à courir rapidement dans l'autre sens, poursuivis par les manifestants. Une voiture de flics a alors été amochée. Les petits groupes organisés ont alors commencé à inscrire leurs slogans et à casser le mobilier urbain (cabines téléphoniques, abris bus, panneaux publicitaires) en remontant vers le centre ville. Déjà, quelques manifestants se désolidarisent de la manif et s'en vont. Sur le chemin, quelques vitrines tombent (principalement de banques, d'assurances, de boutiques de luxe et d'un journal local – NR).

Le même jour se tenait le festival des Expressifs dans les rues de Poitiers. Les flics sont alors intervenus au milieu de la foule, tirant des lacrymogènes et arrêtant quelques huit personnes. La manifestation s'étant auto-dissoute, les personnes (manifestants ou non) intéressées par les débats et les concerts se rendent en début de soirée au n°23. Là, les flics contrôlent les rues adjacentes et rentrent dans les locaux. Ils cassent pour plusieurs milliers d'euros de matériel pour les concerts (enceintes, platines, amplis, ...) et plaquent au sol ou au mur les personnes présentes. Pendant 4 heures, elles seront questionnées, photographiées, humiliées. Les flics arrêtent une dizaine de personnes.

A l'issue des gardes à vue, sur les 18 arrêtées, 8 personnes passeront en comparution immédiate. Résultat, 3 personnes incarcérées. Les faits retenus contre eux sont ridicules. Deux étudiants de 20 ans prennent 1 mois ferme alors qu'ils avaient quitté la manifestation une fois les violences commencées. La personne de 50 ans prend 4 mois ferme pour avoir lancé une pile qui aurait rebondi et touché à la main le commissaire (qui a témoigné et touché 800 euros de dommages sans même avoir d'ITT !). Ce militant tourangeau de tous les combats pour les sans-papiers, les chômeurs et les sans-logis, est réputé pour sa non-violence.
Ainsi, un Comité de soutien aux incarcérés se constitue autour des parents et amis. Le premier rassemblement est appelé le samedi 17 octobre. De 1000 à 1200 personnes sont présentes. Le soutien populaire commence à prendre effet. Le rassemblement est calme. Pourtant, à la fin, la police intervient pour arrêter un homme de 50 ans qui avait fait le rapprochement entre Papon et le préfet de Poitiers (issu de la bande à Pasqua !). 3 personnes sont finalement arrêtées dans la pagaille.

Le lundi suivant, le rassemblement réuni à nouveau 1000 personnes. Les étudiants sont libérés le 23 octobre mais le tourangeau reste en taule. Il sortira finalement le jeudi 19 novembre. Depuis, les différents Comités contre la répression de la région continuent à soutenir les inculpés de Poitiers et d'ailleurs. Un rassemblement à eu lieu à Tours, réunissant 80 personnes, où les manifestants ont eu droit à une vingtaine de fourgons de CRS...

Analyse

Où se situe la violence ?

A Poitiers, ce qui a été cassé ou tagué était principalement symbolique. Il n'y a pas eu de violence directe sur des personnes ; uniquement sur du mobilier. Il faut bien replacer la violence dans son contexte. Si ce qu'il s'est passé à Poitiers a pu choquer certains sur le coup, à tête refroidie, cela paraît bien dérisoire. L'appareil médiatico-policier (rappelons que beaucoup de journalistes vont directement prendre les comptes rendus de manifs dans les commissariats) a beaucoup amplifié

ce qu'il s'est passé. Ce n'était pas une émeute ! Seulement quelques petits groupes biens décidés à agir. Etait ce juste ou pas ? Nous répondrons à cette question un peu plus tard.

Rappelons d'abord d'où vient la violence dans notre société, à quel niveau elle se situe et quels sont les rapports de classe liés à la violence.

La violence dans notre société n'est pas neutre. Depuis la fin des communautés communistes primitives, une classe dominante s'est développée, survivant grâce au surplus de travail des autres membres de la société. Au travers de l'esclavagisme, du féodalisme, de tout type de société de classe, la classe dominante assoit son pouvoir par le biais de la violence. Même dans les sociétés les plus «démocratiques», un Etat ne peut survivre sans armée ni police. Aujourd'hui c'est encore le cas.
Dans la société capitaliste, c'est la classe bourgeoise qui est dominante et qui assoit son pouvoir sur le dos du prolétariat. Pour peu que ce dernier se révolte de ses conditions d'existence, la police intervient pour réprimer. Cela prend parfois des formes «préventives» avec le fichage et la surveillance généralisée. Mais ceci n'est que la face directe de la violence dans notre société. La violence profonde, inhérente au capitalisme, c'est ce qu'on appelle les licenciements, les radiations du Pôle Emploi, les saisies d'huissier pour ceux et celles qui ne peuvent plus payer leur loyer ou leurs dettes, des logements pourris, etc. A l'échelle du monde, de l'impérialisme, cette violence s'appelle guerre, famine, «intervention humanitaire», «rétablissement de la démocratie», etc.

Ainsi, si de violence on parle, on ferait bien de la replacer dans son contexte socio-économique. D'ailleurs, les Contis l'ont clairement exprimé dans des conditions particulières, à la fin de la séquestration d'un des cadres du groupe, mais qui illustre très bien le propos : *«On parle que des séquestrations, du pauvre petit patron. Mais la gueule du patron quand y sort de cette séquestration de nuit c'est la même gueule qu'on a, nous, quand on finit nos nuits dans le boulot. On a la même gueule nous et on vient pas nous plaindre à la fin.» «Le désespoir des gens qui sont foutus dehors c'est pas de la cruauté ça, c'est pas de la violence ? Si c'est de la violence !»*

Pour résumer, la violence vient de la division de la société en classe sociale. Elle se situe principalement au niveau de la classe dominante (aujourd'hui la bourgeoisie) qui, grâce à cette violence et aux outils à sa disposition (Etat, justice, police, armée, renseignement, etc.) opprime le prolétariat afin que lui-même ne s'érige pas en classe dominante. La violence sert ainsi à la classe dirigeante à maintenir une domination de classe et à protéger ses intérêts. C'est ce que Mao Tsé-toung a clairement résumé par *«Le pouvoir est au bout du fusil.»* (1)

C'est pour cela que le prolétariat doit utiliser TOUS les moyens légitimes à sa disposition pour contrecarrer la violence de la bourgeoisie et l'éliminer en reprenant ses affaires en mains, en prenant le pouvoir. Malgré sa supériorité numérique, le prolétariat est dominé dans tous les domaines et ne pourra pas prendre le pouvoir par la voie pacifique. Les expériences historiques nous l'ont suffisamment démontré.

La justesse de l'utilisation de la violence à Poitiers

D'après le paragraphe précédent, la conclusion logique serait d'affirmer que l'usage de la violence à Poitiers était juste car elle est légitime pour combattre la classe dominante qui exerce sur et dans nos vies une violence encore plus grande. Gardons à l'esprit que le principal est qu'il est juste (et même indispensable) de recourir à la violence dans la pratique révolutionnaire de lutte pour le communisme. Toutefois, nous pensons qu'il est également important de recourir à la violence d'une manière correcte, particulièrement pour faire avancer la conscience des masses de notre pays. La violence mal utilisée peut avoir l'effet inverse de celui désiré par ceux et celles qui l'emploient.

Tout d'abord, mettons au clair notre conception de l'utilisation révolutionnaire de la violence. Elle doit être principalement dirigée contre la classe bourgeoise : ce qui la représente (symbolique) et ce qui lui permet de maintenir son oppression (efficace). On parle là des cibles de la violence révolutionnaire.

Cela n'est pas suffisant. Nous ne sommes pas «militaristes». En tant que maoïstes, nous défendons l'idée de Guerre Populaire. Pour nous, la violence s'inscrit dans une globalité d'action et de réflexion, d'une lutte sur tous les fronts (social, économique, politique, culturel, militaire, etc.) et par TOUS les moyens légitimes (légaux ou illégaux). Nous ne privilégions pas les moyens illégaux. Nous privilégions les moyens efficaces pour faire avancer la lutte de classe au bénéfice du prolétariat (ce qui demande de tenir compte de beaucoup de facteurs). Nous ne sommes pas pour le folklore gauchiste de la violence pour la violence, sans objectif politique.

Nous touchons là à un point important : la relation entre la violence et le politique. Nous réaffirmons que *«notre principe, c'est : le Parti commande aux fusils, et il est inadmissible que les fusils commandent au Parti.»* (2) Pourquoi ? Parce justement, la violence doit servir un but politique et que le Parti est l'instance qui permet de synthétiser la somme des conditions concrètes de notre société, à tous les niveaux (local, régional, national, international). C'est donc le Parti, le politique, qui doit toujours primer sur le militaire. L'usage de la violence doit justifier le politique et le politique doit justifier l'usage de la violence.

Alors, nous devons définir ce qu'est le politique. Les marxistes-léninistes-maoïstes définissent clairement que l'objet politique de toutes nos réflexions et nos actes (violents ou pas) est la révolution pour bâtir une société communiste, sans oppression ni exploitation de l'homme par l'homme, sans classes et sans Etat. Nous ne pouvons arriver au communisme sans passer par une période transitoire qui, étape par étape et sans interruption, pose des bases solides pour que l'humanité entière passe au communisme. Lorsque la violence est utilisée, le contexte politique doit être facilement compréhensible, ainsi que les objectifs.

Pour nous, maoïstes, ce sont les masses

qui font l'Histoire. C'est pour cela que l'usage de la violence doit correspondre à l'état d'esprit des masses, à amener vers l'avant la conscience de classe, à dynamiser la lutte de classe. Prenons en exemple la lutte des Contis. Ils et elles ont su utiliser la violence très justement. La séquestration des cadres, l'occupation des usines, les occupations de préfectures et autres institutions de l'Etat, tout ceci été légitime aux yeux des masses car les Contis ont su replacer la violence dans son contexte. Toutes ces actions ont amené vers l'avant la conscience de classe et ont redynamisé la lutte de classe. Pourquoi ? Parce que leur lutte représentait l'état d'esprit des masses et se situait un peu en avant (c'est-à-dire ce qu'énormément de travailleurs ont à l'esprit mais ne peuvent pas mettre en pratique). On peut tirer les mêmes conclusions de la violence utilisée lors des révoltes des banlieues en 2005 et 2007.

Revenons-en à Poitiers. Est-ce que les cibles étaient bien choisies ? Est-ce que la violence était justifiée par un objectif politique ? Est-ce que la violence représentait l'état d'esprit des masses ? Est-ce que la violence a permis de faire avancer la conscience de classe et dynamiser la lutte de classe ?

Pour répondre à ces questions, nous allons maintenant voir les différences entre les groupes autonomes et les maoïstes.

Autonomes et maoïstes

Nous avons déjà présenté quelques bases de ce qu'est être maoïste. Voyons maintenant du côté autonome. Il faut tout d'abord préciser que le mouvement autonome n'est pas uniforme. Cela découle principalement du fait que le modèle organisationnel est principalement affinitaire. Si nous sommes d'accord sur le fait que notre modèle d'organisation est l'autonomie vis-à-vis des institutions, des partis et syndicats réformistes, nous pensons que l'organisation doit se faire sur une base idéologique et politique et non pas affinitaire. Mais la plupart des groupes autonomes rejettent les idéologies existantes. Certains rejettent même l'analyse de la société de classe. Rejetant les idéologies existantes, les autonomes ont un penchant vers le romantisme, voir pour le mystique. En tous cas, les actions spectaculaires sont privilégiées. La propagande par le fait reste un «must» pour le mouvement autonome.

Pour cela, les cibles des actions des autonomes sont en général très bien choisies et leurs actions radicales ont souvent le mérite d'être très claires symboliquement et très efficaces (affrontements, blocage des centres de rétention, occupations de logement, etc.). Cependant, une minorité a un penchant pour la violence pour la violence. Alors, le fond politique n'existe plus, reste l'adrénaline, le romantisme du combat seul contre tous. Dans sa globalité, sans parler de violence, le mouvement autonome a un penchant pour l'action pour l'action et n'applique pas une stratégie révolutionnaire pour la prise du pouvoir.

Dans le cas de Poitiers, la violence n'était que partiellement justifiée politiquement. Oui, elle s'est déroulée lors d'une manifestation anti-carcérale mais la forme ne suffit pas. Peu de gens ont compris pourquoi des vitrines sont tombées pour cette manifestation. Les groupes financiers et les multinationales sont une chose mais la plupart des petits commerçants eux-mêmes subissent la pression de ces groupes financiers et des multinationales. Le blocage du transfert des prisonniers, qui aurait vraisemblablement tourné à l'affrontement, aurait sans aucun doute été mieux compris car correspondant directement à la problématique de la manifestation.

Là-dessus, si on ajoute le communiqué publié par Le Monde «Nous sommes tous des coucous» signé par «des casseurs», la confusion est totale ! Si la manif manquait de clarté, ce communiqué ne fait qu'obscurcir la scène. Pas une ligne qui explique où se situe la violence, quelle est la vision d'une future société. Tout juste une tentative de justification dans un style mauvais, peu compréhensible mais surtout très mystique... Dommage, un communiqué clair aurait été le bienvenu et alors cette critique n'aurait pas eu lieu d'être.
L'absence de perspectives est la plus dommageable. Nous le voyons autour de nous : beaucoup sont résignés devant l'immensité de la tâche à accomplir qu'est la révolution. Dans ce contexte, il est nécessaire d'amener des perspectives, d'expliquer que la violence destructive peut être constructive et amener des pistes de réflexion sur la société que nous voulons construire. Rien de cela dans ce communiqué ni dans les actions, ce qui permet au nihilisme de se développer (qui est d'ailleurs plus destructeur pour le mouvement révolutionnaire que pour le système).

Malgré toutes ces erreurs, la répression disproportionnée de l'Etat a produit, comme dans le cas de Tarnac, son contraire : la résistance à la répression généralisée. Quelque soit la nature ou la forme de la résistance, l'Etat fait des exemples pour briser toute révolte afin de maintenir sa dictature de classe. La conscience de classe fait son chemin et, en retour, dynamise la lutte de classe.

Conclusion

Ainsi, en guise de conclusion, réaffirmons que la violence est un moyen révolutionnaire légitime pour le prolétariat et les couches populaires. Cependant, la violence utilisée à Potiers n'a pas correspondu avec l'état d'esprit de la manifestation. Ceux et celles qui l'ont utilisée se retrouvent en conséquence coupés des masses. Or, ce n'est pas une élite qui fait la révolution mais les masses populaires. Si avant-garde il doit y avoir, c'est une avant-garde en lien directe avec les masses, qui les fait avancer, pas une avant-garde qui se substitue aux masses.

Ce qui s'est passé à Poitiers n'est pas complètement négatif dans la mesure où la réponse disproportionnée de la bourgeoisie a fait prendre conscience de la véritable nature de son pouvoir. Nous devons en tirer des leçons pour avancer sur la voie de la révolution. ✪

---

(1) «Problèmes de la guerre et de la stratégie» (6 novembre 1938), Œuvres choisies de Mao Tsé-toung, tome II

(2) Idem

Le marxisme-léninisme-maoïsme est l'arme pour lutter contre l'impérialisme

janvier 2011

L'impérialisme c'est le stade suprême du capitalisme. C'est le capitalisme moribond qui n'en fini pas d'agoniser. Il entre dans la phase finale de son existence. Il pourrit au sein de la société, la gangrène. Le capital financier domine l'économie à travers des multinationales de plus en plus tentaculaires qui s'étendent telles les pieuvres.

Les entreprises sont avalées les unes après les autres, détruites, dépecées, déplacées, vidées du sang qui les faisaient vivre, celui des ouvriers et des employés. Ceux de Continental, de Molex, de Philips, et tous les autres ouvriers et ouvrières écrasés par le rouleau compresseur du Capital. Désespérés, ils sont contraints de négocier pour ne pas tout perdre, car les prédateurs capitalistes sont des espèces protégées par l'Etat qui a pour charge de bien garder leur terrain de chasse, de réprimer la juste colère, la juste révolte des ouvriers et ouvrières. Les plus résistants ne cèdent pas mais sont trahis par les conciliateurs qui espèrent manger les restes du festin, avoir une place protégée près de leurs maîtres, comme des parasites.

Mais le capitalisme est comme la grenouille qui voulait devenir aussi grosse que le bœuf et qui éclate à vouloir tout avaler. Les cadavres d'entreprises s'entassent avec leurs cortèges de 'victimes collatérales' : les hommes et femmes dépouillés des fruits de leur travail.

Le capitalisme aujourd'hui agonisant génère ses propres fossoyeurs : le prolétariat et plus généralement les couches populaires à qui il n'arrive même plus à fournir le minimum vital. Le capitalisme à l'époque impérialiste doit pour survivre encore un certain temps sacrifier ceux qui le font vivre.

Le capitalisme ne veut pas rogner sur le produit de son exploitation fournit par le travail des prolétaires, la rente foncière produit par la location de la terre ou du logement, le prêt ou l'usure, le bénéfice commercial.

La lutte absolue que se livrent les multinationales élimine les plus petits capitalistes et fournit de nouvelles recrues au prolétariat qui entrent à leur tour sur le marché du travail déjà saturé.

Les Etats qui les protègent sont eux-mêmes pris dans la tourmente, endettés jusqu'au cou, et n'ont alors d'autres recours en tant que valets, commanditaires, qu'à rejeter le poids de la crise du capitalisme sur le dos des prolétaires, en accordant des subsides, des aides multiformes aux capitalistes en dérive et même à ceux qui sont prospères.

Comme la colère gronde et la révolte éclate, il gonfle le budget militaire et policier pour lutter contre la montée de l'insécurité liée à la montée de la précarité, de la misère, car les plus démunis doivent survivre et pour cela s'attaquer à la propriété privée. Ils se retrouvent face à l'appareil d'Etat qui est de plus en plus policier. La «démocratie bourgeoise» ne peut plus fonctionner comme pendant les périodes plus fastes où elle pouvait assurer à son esclave salarié, le prolétaire moderne, de quoi reproduire sa force de travail, des miettes sur le pactole qu'elle accumulait en exploitant et opprimant les peuples.

Mais son développement sur la terre entière en produisant de plus en plus de prolétaires, en ruinant des centaines de millions d'hommes, annonce sa fin prochaine. C'est pourquoi de nouveau la bourgeoisie financière qu domine l'économie à besoin du fascisme, un fascisme rampant, moderne, dans cette phase ou la classe ouvrière est sur une position défensive, le dos au mur, abandonnée, trahie par les sociaux démocrates, les révisionnistes. Ceux-là même qui ont restauré le capitalisme dans les pays socialistes, qui ont transformé les ex-partis communistes en partis sociaux-démocrates aidés par les opportunistes trotskistes qui apportent leur pierre au maintien du système en s'alliant avec eux pour partager les places dans le cadre du système source des maux qui frappent la classe ouvrière.

La classe ouvrière, malgré le sale travail de sape mené par les conciliateurs, résiste et commence à mener des actions légitimes de plus en plus fermes contre les liquidateurs d'entreprises et leurs chiens de garde payés pour encadrer le prolétariat, le canaliser vers les solutions acceptables par la bourgeoisie : la démocratie parlementaire, en réalité la dictature de la bourgeoisie avançant masquée. Aujourd'hui, ces solutions consistent à mettre en place une dictature de plus en plus ferme, répressive et liquidatrice des acquis payés par le prix du sang, de la sueur et des larmes des prolétaires et des peuples.

Il s'agit aujourd'hui de dépasser le stade de la révolte et peu à peu s'engager sur la voie de la révolution prolétarienne dont l'objectif est la prise du pouvoir par le reversement de l'ordre capitaliste et de l'appareil d'Etat qui le défend et le remplacer par la dictature du prolétariat nécessaire pour transformer radicalement le système économique, le remettant entre les mains des seuls propriétaires légitimes de la production : les travailleurs eux-mêmes. Il sera alors question de mettre en concordance avec l'économie

collective la totalité de la superstructure politique, idéologique et culturelle, le rapport entre les hommes, entre les hommes et la nature, dans le but de construire un monde où régnera la paix et où l'homme pourra développer toutes ses facultés et possibilités.

Cela ne peut tomber du ciel, mais suppose au contraire une lutte acharnée comportant des avancées et des reculs temporaires.

On ne peut vaincre la bourgeoisie et éviter une troisième guerre mondiale et ses atrocités sans préparer puis s'engager dans une guerre prolongée, pacifique et non pacifique, contre l'appareil d'Etat capitaliste, tout simplement parce que la bourgeoisie n'abandonnera pas le pouvoir de son plein gré. Pour cela il faut regrouper l'avant-garde la plus déterminée dans le parti du prolétariat, la masse des travailleurs dans un front unique, et construire la force nécessaire pour prendre le pouvoir et défendre la société nouvelle pendant toute la période de transition. Il va de soi que dans chaque ville doit s'édifier ces détachements d'avant-garde, ces fronts populaires, ces forces capables de vaincre.

La stratégie de la prise du pouvoir, puis la construction du socialisme, s'appuient sur l'idéologie communiste dans son développement en s'appuyant sur les acquis et en rectifiant les erreurs qui sont apparues au cours du processus de construction du socialisme réel et non dans des constructions abstraites idéalistes hors du temps et de l'espace.

Le processus révolutionnaire, comme tout processus, se déroule par étape qui apporte chacune des éléments nouveaux. La théorie et la pratique du prolétariat est constituée de trois étapes :

1.le marxisme a mis sur pied la théorie générale du prolétariat, posé les problèmes fondamentaux,

2.le léninisme est le marxisme de l'époque impérialiste, la révolution ininterrompue et par étapes, la construction du parti d'avant-garde, et a entrepris sans expérience préalable la construction du socialisme en brisant le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste,

3.le maoïsme qui a complété la théorie militaire par la guerre populaire prolongée, l'établissement de la commune populaire comme forme complète de production (industrielle, agricole, de démocratie prolétarienne et populaire, éducative et culturelle), le règlement différencié des contradictions suivant quelles soient au sein du peuple ou avec l'ennemi, enfin la révolution culturelle prolétarienne, pour lutter contre la formation d'une nouvelle bourgeoisie et la restauration capitaliste (même si c'est finalement ce qui s'est passé après 1976 mais reste momentané car les contradictions du capitalisme après la restauration ont été décuplées par la concurrence exacerbée entre monopoles, leur concentration monstrueuse, le développement du prolétariat dans tous les pays, l'instruction supérieure, les techniques nouvelles, les découvertes scientifiques accélérées, toutes choses sans communes mesures avec celles du siècle précédent, y compris sur le plan de l'accumulation de connaissances théoriques et pratiques dans le domaine de la théorie révolutionnaire).

Les conditions objectives (la situation globale) sont révolutionnaires, alors que les conditions subjectives (la préparation des forces révolutionnaires) ne sont pas réalisées, mais vont par nécessité se développer. L'édification et/ou la construction des partis de type nouveau dans chaque pays sont les armes indispensables tant sur le plan théorique que sur le plan pratique en lien avec la montée de la lutte des masses pour que les conditions subjectives prennent leur essor jusqu'à la victoire finale. Les premiers signes sont visibles dans des pays comme l'Inde. A nous d'apporter notre contribution à la nécessaire révolution prolétarienne mondiale ! ✪

L'unité des communistes à l'échelle mondiale passe par la lutte idéologique

janvier 2011

POURQUOI L'UNITE DES COMMUNISTES PASSE PAR LA LUTTE IDEOLOGIQUE ?

Il n'y a pas d'unité sans lutte. L'unité pour les révisionnistes se réalise par le consensus. Pour eux, «deux se fusionnent en un», et non pas «un se divise en deux». Ce qui prédomine dans leur conception, c'est l'unité sans principes, sans base solide. La lutte des contraires au sein d'une même unité est pourtant la loi universelle du mouvement, seul producteur de matière, de vie organique, sociale, économique et politique.

La réalisation de l'unité politique se fait, pas à pas, à travers une lutte idéologique sans concession. Cette lutte doit se réaliser dans le Parti pour que le parti lui même progresse, se développe par la lutte idéologique, la lutte de deux lignes. Cette lutte est inévitable ! La nier revient à nier la réalité. Lorsque la lutte ne peut être menée dans le Parti parce qu'il n'existe pas, n'est pas encore créé, alors la même lutte et sur les mêmes principes et bases doit être menée dans les organisations dispersées sur la base du maoïsme et des principes, sans inverser l'ordre des priorités.

La première est la construction du Parti puis de ses organes générés sur la base de la préparation des conditions de la Guerre Populaire, ou à travers celle-ci lorsqu'elle est déjà déclenchée.

Il s'agit à travers cette lutte de renforcer l'unité des communistes dans chaque pays pris séparément, de renforcer l'unité du mouvement communiste, en revivifiant le MRI de forces nouvelles, pour porter le mouvement communiste à un niveau supérieur dans chaque pays et dans le monde entier, pour amener le mouvement communiste à l'offensive de plus en plus massive contre le capital.

La lutte idéologique n'est pas la bataille de tous contre tous, mais la lutte entre les deux lignes qui est en définitive la lutte contre les conciliateurs, fossoyeurs du communisme et de la révolution.

Le marxisme-léninisme-maoïsme est le critère d'unité des communistes.

Avant la mort du camarade Mao Zedong, les communistes considéraient Mao Zedong comme un communiste qui avait appliqué le marxisme-léninisme aux conditions spécifiques de la Chine. Aussi se réclamèrent-ils de la pensée maozedong quand Mao engagea la lutte contre le révisionnisme moderne khrouchtchévien.

L'ancien MCI (Mouvement Communiste International) ayant été quasiment liquidé après la mort de Mao Zedong, les maoïstes formèrent en 1984 le MRI (Mouvement Révolutionnaire Internationaliste) sur la base du marxisme-léninisme pensée maozedong. C'est le Parti Communiste du Pérou qui avait déclenché en 1980 la Guerre Populaire, membre du MRI, qui définira le maoïsme comme troisième jalon du marxisme.

LES APPORTS DU MAOÏSME

La théorie militaire : la Guerre Populaire

C'est la théorie militaire du prolétariat. Elle est devenue une théorie complétant toute l'expérience théorique et pratique des luttes du prolétariat (actions militaires, guerre de partisans, actions militaires et guerres menées par le prolétariat, guerre des paysans, guerre de libération nationale et de résistance dirigée par le prolétariat). Dans les pays opprimés, donc de la Chine où le Président Mao l'a synthétisée comme répétition de la guerre des paysans d'hier, elle est dirigée par le prolétariat avec une stratégie permettant la prise du pouvoir.

C'est le Président Gonzalo qui a défini la Guerre Populaire comme le moyen universel de notre époque, le seul moyen pour conquérir le pouvoir. Alors que le maoïsme avait été reconnu par le MRI et tous ceux qui se réclament du maoïsme, la question de l'universalité de la Guerre Populaire n'est pas encore admise par tous. Une autre thèse ne fait pas l'unanimité dans notre mouvement, celle de l'apparition d'une forme moderne de fascisme.

La philosophie marxiste

La loi de la contradiction est la loi unique et fondamentale de la dialectique matérialiste. La dialectique matérialiste a été synthétisée brillamment par Mao dans De la contradiction, qu'il faut étudier conjointement avec De la pratique. Mao montra également que dans la lutte de classe, on doit traiter différemment les contradictions au sein du peuple et celles avec l'ennemi.

Economie politique marxiste

La politique étant l'expression concentrée de l'économie, elle doit être «au poste de commandement». Le pouvoir politique peut alors développer les forces productives sur une nouvelle base. Les forces productives englobent les outils de production (mines, terre, forêts, usines, bureaux etc.) et la force de travail manuelle et intellectuelle. Le progrès matériel obtenu par la volonté politique est lié à la transformation des rapports complexes au sein de la force de travail qui se transforme par la lutte de classe, à travers l'élévation de la conscience. Ainsi, selon Mao, il ne faut pas tomber dans le travers de développer uniquement la production pour construire le socialisme mais aussi remettre en question les rapports de production, la façon dont le travail est organisé, pour à nouveau promouvoir la production. Chacun doit devenir «rouge et expert».

L'apport essentiel de Mao porte sur la façon de développer le socialisme : «prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant». Le rôle central revient à l'industri lourde (particulièrement le secteu des machines-outils), sans négliger l'industrie légère et l'agriculture L'élévation des trois secteurs doit être équilibrée.

C'est dans ce sens que doivent être analysés le Grand Bond en Avant et la construction de la Commune Populaire.

Socialisme scientifique

La continuation de la lutte de classe sous le socialisme

Le processus de restauration du capitalisme par le révisionnisme moderne confirma la thèse de Lénine que durant la période de dictature du prolétariat, la lutte des classes se poursuit de façon très vive. Il ne s'agit pas seulement des débris issus des anciennes classes ou de la petite production. A tous les niveaux du Parti et de l'Etat surgissent de nouveaux éléments bourgeois qui rêvent et travaillent pour la restauration capitaliste. Ces derniers tissent des réseaux dans tous les secteurs de la production matérielle et intellectuelle, mènent un travail de sape dans le domaine économique, politique et idéologique, tissent des liens dans l'armée, etc. Saisissant les erreurs relatives du Grand Bond en Avant, ils s'attaquent à son essence pour démanteler les communes populaires ou en réduire structures et portée. C'est la raison du Déclenchement de la Révolution Culturelle Prolétarienne, révolution dans la culture, révolution dirigée par le prolétariat contre le Quartier général de la contre-révolution.

«Bien que renversée, la bourgeoisie tente de corrompre les masses et conquérir leur cœur au moyen de la pensée, des mœurs et des coutumes anciennes en vue de restaurer le capitalisme... nous avons pour but de combattre et d'écraser les responsables engagés dans la voie capitaliste, de critique les «autorités» académiques réactionnaires de la bourgeoisie et de toutes les autres classes exploiteuses et de réformer le système d'enseignement, la littérature, l'art et toutes les autres branches de la superstructure qui ne correspondent pas à la base économique du socialisme, ceci pour contribuer à la consolidation et au développement du système socialiste»

(Parti Communiste de Chine, *Décision sur la grande Révolution culturelle prolétarienne*, 1966)

La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne est un premier pas dans le développement de la dictature du prolétariat, le renforcement de son pouvoir d'Etat concrétisé dans les comités révolutionnaires.

La restauration du capitalisme montre la justesse des prévisions de Mao, comme quoi il faudrait plusieurs révolutions culturelles pour consolider définitivement la dictature du prolétariat et créer les conditions du passage au communisme.

Démocratie nouvelle et dictature du prolétariat

A l'époque de l'impérialisme, il existe deux types de pays: les pays impérialistes (Europe, Amérique du Nord, Japon) et les pays dominés. Dans la première catégorie, il y a des niveaux de développement différents. Dans la seconde, il y a de grands pays émergents qui aspirent et œuvrent pour devenir de futurs Etats impérialistes mais ont encore des structures semi-féodales.

Pour la première catégorie de pays, il n'y a pas la nécessité de dictature conjointe de la classe ouvrière et de la paysannerie ou de la bourgeoisie nationale.

Pour la seconde, la dictature conjointe de plusieurs classes sous la direction du prolétariat et de son Parti est la première étape qui commence dans les bases d'appui, les zones libérées et s'étend à tout le pays tout au long de la Guerre Populaire prolongée. Elle passe au cours d'un mouvement ininterrompu à la révolution socialiste.

La nécessité de cette dictature conjointe sous la direction du prolétariat s'explique parce qu'il existe dans les pays opprimés une bourgeoisie compradore et bureaucratique liée à l'impérialisme et une autre opprimée par celle-ci et l'impérialisme. Il existe de fortes traces de formes d'exploitation semi-féodales de la paysannerie qui constitue encore la majorité ou une très forte minorité de la population, un semi et lumpen prolétariat très important, un niveau de vie et de développement très bas. Ainsi, bien que le prolétariat doive diriger le processus révolutionnaire, il doit également tenir compte des intérêts de classe de la paysannerie et de la bourgeoisie nationale (opposée à l'impérialisme et ses valets), jusqu'à ce que cette étape soit obsolète et que la construction du socialisme puisse avancer.

Les trois instruments de la révolution

Le Parti

Le Parti est nécessaire pour faire la Révolution. Le Parti s'édifie par la lutte de deux lignes entre la ligne prolétarienne et la ligne non-prolétarienne. L'objectif du Parti est de prendre le pouvoir et de le défendre. Cet objectif ne peut être atteint sans une Guerre Populaire. Le Parti une fois créé, se développe et se modifie à chaque étape. La lutte idéologique est le moteur du parti qui permet des ajustements de la ligne et de la tactique. Elle conduit à des campagnes de rectification permettant le réajustement du système d'organisations générées par le Parti qui servent aussi à la mise en place du pouvoir du prolétariat au cours du processus de Guerre Populaire prolongée.

L'Armée révolutionnaire

Une armée est nécessaire pour réaliser les tâches politiques que le Parti a établi en fonction des intérêts du prolétariat. L'armée révolutionnaire combat, produit pour ne pas être une charge parasitaire et mobilise les masses. L'armée révolutionnaire est l'armée du peuple qui y participe largement. C'est le Parti qui commande au fusil, à l'armée de type nouveau, qui doit conduire à l'armement général du peuple et à une armée de masse.

Le Front Uni

Tout le prolétariat, toute la paysannerie, tous les progressistes, ne sont pas dans le Parti, ni dans l'armée révolutionnaire, aussi faut-il un front basé sur l'alliance ouvrière paysanne regroupant toutes les couches du peuple sous la direction du prolétariat. La composition du front uni est différent à chaque étape de la révolution dans un pays donné, encore plus au niveau mondial.

LES CONTRADICTIONS AU SEIN DU MRI ET DANS LE MOUVEMENT SE RECLAMANT DU MAOISME

Aujourd'hui, les partis, organisations, groupes et même des individus se réclamant du marxisme-léninisme-maoïsme sont dispersés, divisés dans chaque pays et au niveau international. Il est important de mener la lutte pour l'unité dans chaque pays. Il est encore plus important de réactivité l'unité des communistes en partant de ce qui existe, de la réalité concrète.

On doit bien constater que de profondes contradictions existent entre les partis et organisations qui font partie du MRI.

Sur la Guerre Populaire

Il y a plusieurs partis ou organisations membres du MRI qui reconnaissent l'universalité du maoïsme, mais refusent l'universalité de la Guerre Populaire parce qu'elle n'a pas été définie par Mao. Ils s'en tiennent à la thèse que:

★ les guerres populaires ne peuvent avoir lieu que dans les pays opprimés où la paysannerie est importante, où de vastes régions ne sont pas accessibles, où les moyens de communications sont moins denses ou moins diversifiés, etc.

★ dans les pays impérialistes ces conditions n'existent pas. Pour ces camarades, bien qu'ils reconnaissent l'universalité du maoïsme, ils en soustraient une partie et optent pour la thèse léniniste de l'insurrection sans retenir l'enrichissement apporté par le maoïsme. Ils tronquent ainsi le marxisme d'un élément essentiel de la théorie militaire complétée par Mao.

D'autres partis membres du MRI reconnaissent le caractère universel de la Guerre Populaire. Parmi les partis (dont le PCmF), les organisations ou groupes voire individus (hors MRI), certains reconnaissent l'universalité de la Guerre Populaire, d'autres s'y opposent.

Donc sur cette question, comme sur un certain nombre d'autres, il n'y a pas unité.

La lutte de deux «lignes» sur cette question traverse donc le MRI et

l'ensemble du mouvement maoïste et au-delà. Elle fait donc partie de la lutte idéologique pour revivifier le MRI d'une part, pour préparer le rassemblement des maoïstes du monde entier d'autre part, ce qui sera un bond en avant pour le développement du MCI et un encouragement pour la formation dans chaque pays de Partis communistes maoïstes.

Sur la question de la démocratie du XXIème siècle

Cette thèse issue du Parti Communiste du Népal – maoïste est erronée, révisionniste pour la plupart des partis et organisations au sein du MRI et en dehors. Ceux qui assument cette démarche dans la réalité semblent s'enfoncer dans un bourbier sans fond. La pratique a mis cette théorie à l'épreuve de la réalité.

Il était déjà bien hasardeux, sans résultats concrets, de décréter une théorie comme universelle, sans l'ombre d'une preuve de son efficacité, alors que toute la pratique antérieure du mouvement communiste avait montré la vacuité de cette thèse.

Dans le MRI et à l'extérieur du MRI, si aujourd'hui tous les partis et organisations sont d'accord sur cette estimation de cette thèse, l'attitude pratique vis à vis d'elle n'est pas identique pour l'ensemble des partis et organisations.

Les uns ont immédiatement dénoncé l'atteinte aux principes, l'arrêt de la lutte armée, le confinement des armes dans des dépôts supervisés par l'ONU, l'alliance avec les 7 partis, le recours aux élections (près de 40 % des voix pour les maoïstes), l'élection de Prachanda au poste de premier ministre, la mise en sommeil des communes populaires dans les zones libérées et la mise en place de conseils démocratiques municipaux, le maintien par le Président de la République du général en chef, la démission de Prachanda, la mobilisation de masses par vagues pour «préparer» une insurrection qui semble s'éloigner de plus en plus alors que la réaction se prépare au cas où, le report d'un an de la constitution qui était prévu fin mai. Tout ceci donne raison à ceux qui ont dénoncé cette démarche peu originale. Fallait-il la tenter? On pourra toujours montrer par la négative l'impossibilité d'une telle démarche si elle capote.

D'autres ont également dénoncé cette prétention à l'universalité de cette thèse avant qu'aucune preuve ne vienne même la concrétiser dans la pratique. Ils ont comme les premiers montré le caractère dangereux de cette démarche qui avait failli plusieurs fois dans l'histoire au grand malheur des peuples, mais pour autant n'ont jamais abandonné leur soutien critique et sceptique au parti concerné, le mettant en garde contre les risques.

En définitive sur cette question, il semble que l'unanimité se soit prononcée pour dénoncer la thèse sur la démocratie du XXIème siècle comme une thèse révisionniste.

Sur la question de son application «expérimentale» risquée et dangereuse, les avis ont été partagés de savoir si l'on pouvait soutenir avec réserve et grande vigilance cette tentative ou pas. La question posée et à approfondir sur ce type de question est le lien entre stratégie et tactique.

Sur le fascisme moderne

«Toute chose se transforme», «il n'y a rien d'immuable». Ceci est une réalité que l'on peut observer dans toute chose. Mais il y a toujours deux voies, deux façons d'interpréter les choses et phénomènes. Une façon figée et une autre qui tient compte de la transformation des choses dans un contexte donné. Les uns, sur le fascisme, s'en tiennent au rapport fait par Dimitrov au VIIème Congrès de l'Internationale Communiste, rapport dans un contexte bien précis qui n'a plus rien à voir avec la situation actuelle. Nous n'allons pas nous étendre sur cette question qui sera traitée par un autre camarade.

Notre propos est simplement là encore de souligner qu'au sein du MRI et en dehors, deux lignes sont en présence. Celle représentant l'analyse passée et celle d'aujourd'hui.

La ligne de Mao Zedong a mis un certain temps pour s'imposer, juste avant la prise du pouvoir, en 1947, où le VIIème Congrès du PCC décida qu'il se guidait sur le marxisme-léninisme et les idées de Mao Zedong. Dans les années 50, la pensée maozedong fut adoptée par le PCC et les marxistes-léninistes du monde entier. C'est le PCP qui déclara que le maoïsme était un jalon supérieur du marxisme et que l'idéologie devant guider le mouvement communiste international désormais était le marxisme-léninisme-maoïsme. Ceci a été compris par le PCP après qu'il eût déclenché la Guerre Populaire en 1980. En 1984, à la création du MRI, pas en avant pour la reconstitution de l'Internationale Communiste, sa plate-forme parlait encore de pensée maozedong. C'est la lutte de ligne en son sein qui lui fit adopter une dizaine d'année plus tard le maoïsme comme idéologie universelle.

Le temps presse car l'impérialisme traverse une crise profonde. La bourgeoisie a de plus en plus besoin d'Etats policiers, de forme moderne de fascisme en prévision des révoltes de masses qui ne peuvent que s'amplifier et qui sans parti, sans idéologie, sans perspectives révolutionnaires seront laminées, réprimées, voire écrasées dans le sang. Les pays opprimés vont être pillés encore plus qu'avant par les pays impérialistes auxquels se joignent les grands pays émergents (Chine social-fasciste, Inde expansionniste et Brésil), concurrence pour la conquête de nouveaux marchés qui peut conduire à une IIIème guerre mondiale. Les dictatures se renforcent et l'on voit au cœur même des pays impérialistes la montée des néo-fascistes et des néo-nazis.

Aujourd'hui, le MRI est en crise. La lutte doit être menée par les partis maoïstes qui en font partie. Dans le même temps, les partis, organisations et groupes qui se réclament du maoïsme mais n'en font pas partie doivent mener la lutte pour la reconstitution des partis maoïstes dans tous les pays et ainsi participer au renforcement de l'unité au sein du MRI et du Mouvement Communiste International. Cette démarche est de plus en plus indispensable, car les masses plongées dans la confusion par les révisionnistes, les trotskistes, les opportunistes et liquidateurs de tout poil ont besoin de partis réellement communistes, d'un mouvement communiste de plus en plus fort. ✪

Fascisme Moderne, Fascisme Ancien

janvier 2011

Comment caractériser le système qui se met en place et se développe, en particulier dans les pays impérialistes ? Cette question, tout révolutionnaire doit se la poser. Ce n'est pas une simple question théorique permettant d'occuper plusieurs soirées de débats et discussions. C'est une question dont la réponse déterminera les tactiques et stratégies à élaborer pour développer le Parti et le mouvement révolutionnaire.
Commençons par la fin et affirmons d'emblée nos conclusions sur la question : le système politique en plein développement dans les pays impérialistes est le fascisme moderne. Pourquoi ? Comment ? D'où vient-il ? Quelles sont ses caractéristiques ? Voilà les questions auxquelles nous allons répondre dans cet article.

Fascisme ancien (historique)

Outre de nombreuses analyses sur le fascisme, c'est l'analyse et la définition de Dimitrov pour le VIIè Congrès Mondial de l'Internationale Communiste qui est adoptée par les communistes : «Le fascisme, ce n'est pas un pouvoir au-dessus des classes, ni le pouvoir de la petite bourgeoisie ou des éléments déclassés du prolétariat sur le capital financier. Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même. C'est l'organisation de la répression terroriste contre la classe ouvrière et la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels.» En d'autres termes, «le fascisme au pouvoir est, comme l'a caractérisé avec raison la XIIIè Séance Plénière du Comité exécutif de l'Internationale Communiste [1933], la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier.»

Analysons dans quelles situations le fascisme s'est développé en prenant les exemples de l'Italie et de l'Allemagne.

La situation économique de l'Italie au sortir de la première guerre mondiale est désastreuse. Elle a une dette colossale et un gros retard industriel. Elle souffre alors d'une crise économique, développant le chômage et la misère, touchant particulièrement les anciens combattants. Sa monnaie va être dévaluée (ce qui va affecter la petite bourgeoisie) et le coût de la vie va augmenter. Elle est un pays impérialiste en plein développement mais à la traîne des pays industriels européens tels que l'Angleterre, l'Allemagne, la France. De plus, les promesses que les alliés avaient faites à l'Italie pour qu'elle les rejoigne ne seront pas tenues (territoires et colonies).

Cette situation a poussé les ouvriers à reprendre les usines et les paysans à s'emparer des grandes propriétés.

Dans ce cadre, Mussolini organise des «faisceaux de combat», ralliant de manière populiste les mécontents et particulièrement les anciens combattants, les jeunes chômeurs et la petite bourgeoisie ruinée par la crise. Les communistes sont alors la principale cible des attaques fascistes. Et c'est pour cette raison que Mussolini reçoit le soutien de la bourgeoisie, qui redoute avant tout les communistes et leurs syndicats.

Après avoir organisé une démonstration de force avec la Marche sur Rome de 40.000 Chemises Noires (octobre 1922), les fascistes contraignent le roi à charger Mussolini de former un gouvernement. Il est finalement élu en 1924 et, après avoir fait assassiner l'opposant socialiste Matteoti et enlever leur mandat parlementaire aux députés, il instaure la dictature fasciste : parti fasciste unique, déportations et assassinats des opposants politiques (les communistes et militants ouvriers étant particulièrement visés), accaparement des pouvoirs, censure établie, développement de l'état policier, usines mises au pas. En particulier, les militants communistes et socialistes sont persécutés (c'est-à-dire la principale menace pour la bourgeoisie). La devise du pouvoir : «Croire, Obéir, Combattre», car «le Duce a toujours raison».

Le fascisme italien va révéler son caractère impérialiste, conformément à la nature de classe de sa bourgeoisie et à ses intérêts, lorsque l'Italie va envahir l'Ethiopie (1935), soutenir Franco en Espagne contre les républicains (1936-39), attaquer l'Albanie (1939), revendiquer Nice, la Corse et la Tunisie et attaquer la Grèce (1940).

En 1945, Mussolini finira abattu par les partisans anti-fascistes lors de sa fuite vers la Suisse. Le fascisme italien aura servi les intérêts de la bourgeoisie impérialiste en luttant fermement contre les communistes et le développement de la révolution en Italie.

En ce qui concerne l'Allemagne d'après la première guerre mondiale, le traité



La Marche sur Rome des fascistes

de Versailles lui impose de lourdes charges économiques. En conséquence, son potentiel industriel diminue et sa monnaie commence à s'effondrer dès la fin de la guerre. S'en suit une inflation qui a ruiné particulièrement les rentiers et la petite bourgeoisie et provoqué une augmentation du chômage. La crise économique mondiale de 1929 aggrave encore la situation. De plus, l'orgueil national est bafoué et l'occupation du bassin industriel de la Ruhr est insupportable aux Allemands. La limitation de l'armée allemande et de son armement est particulièrement insoutenable pour la bourgeoisie dont les intérêts se trouvent dans le secteur de l'acier et de l'armement (ex : Krupp).

Le régime, la République de Weimar, est contesté comme étant imposé par les vainqueurs. A gauche, il est contesté par les communistes allemands luttant pour la révolution prolétarienne. A droite, il est contesté par le Parti national-socialiste d'Adolf Hitler et ses sections d'assauts (SA) qui bénéficient, comme en Italie, du soutien de la bourgeoisie pour ses positions radicalement anti-communistes. Hitler joue particulièrement la carte de la peur de «la peste bolchevique» et désigne une autre population bouc-émissaire, désignée comme responsable de tous les maux de la société allemande : les juifs.

Après un lobbying intense de la part des industriels et personnes d'influence liés au Parti nazi, Hitler sera finalement appelé au pouvoir en janvier 1933 et préparera les élections de mars 1933 en attaquant brutalement les meetings communistes et sociaux-démocrates et en arrêtant massivement les militants communistes. Comme en Italie, la dictature nazie se met en place avec le parti nazi unique, restriction des libertés, développement de l'état policier, persécution, assassinat et internement des communistes et militants ouvriers, formation du Front allemand du travail corporatiste qui remplace les syndicats dissous, etc.

Le régime chutera en 1945 après la défaite de l'Allemagne nazie lors de la IIè Guerre Mondiale.

Ainsi, le fascisme ancien s'est développé principalement sur les bases :

- ★ de la crise économique ;
- ★ du désenchantement résultant de la guerre qui avait mené à un renforcement du nationalisme dans les pays lésés par le traité de Versailles ;
- ★ de la menace révolutionnaire suite à la révolution de 1917 en Russie qui amena un essor du mouvement révolutionnaire international.

Il faut également rajouter le facteur facilitant de la collaboration de la social-démocratie avec la bourgeoisie. Cela avait principalement permis au fascisme d'utiliser les contradictions entre communistes et sociaux-démocrates pour se développer. On peut ainsi prendre l'exemple du refus de la IIè Internationale (social-démocrate) de la proposition de la IIIè Internationale (communiste) de faire le Front anti-fasciste avec les Partis communistes pour barrer la route aux fascistes. Les communistes se sont donc retrouvés isolés face aux fascistes, les sociaux-démocrates espérant que les fascistes s'en prennent avant tout aux communistes et qu'ainsi les «deux extrêmes» se neutralisent, leur ouvrant la voie du pouvoir.

Pourtant les communistes ont toujours cherché l'unité contre le fascisme. Cela sera renforcé en 1935 par le VIIè Congrès de l'Internationale qui appela à la formation du Front Populaire (alliance sociaux-démocrates/communistes) devant l'approfondissement de la menace fasciste et du risque d'une Guerre Mondiale. Mais la collaboration de classe de la social-démocratie avec la bourgeoisie rendit les choses très complexes pour les communistes. Ainsi, à la veille de la IIè Guerre Mondiale, l'URSS de Staline fit tout pour former une alliance avec les puissances impérialistes occidentales contre l'Allemagne nazie.
Mais la France, l'Angleterre et les Etats-Unis espéraient fortement qu'Hitler ouvre les hostilités directement à l'Est. Ils repoussèrent donc les avances de l'URSS de former une alliance et pratiquèrent la politique de l'autruche. C'est dans ces conditions que l'URSS fut contrainte de signer le pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie. C'est également ce qui permit à l'URSS de se préparer à l'ouverture d'un vaste front contre l'Allemagne en 1940 (rappelons que l'URSS est le pays qui paya le plus lourd tribut humain de la IIè Guerre mondiale avec plus de 20 millions de morts, soit 12 % de la population d'avant guerre).

Il est nécessaire de rétablir la vérité sur ces faits car l'influence trotskiste et sociale-démocrate distord cette période historique. Ils affirment ainsi qu'avant 1934, les communistes attaquaient principalement les sociaux-démocrates sans chercher l'unité, notamment en Allemagne, et qu'après 1934, les communistes ont fait «demi-tour» et ont empêché la révolution de se développer sous couvert de développer les Fronts Populaires. Tout cela, évidemment, à cause de Staline qui dirigeait à lui seul tous les Partis communistes...

En réalité, les documents du VIIè Congrès Mondial de l'Internationale Communiste et le journal personnel de Dimitrov attestent au contraire que l'Internationale Communiste et Staline critiquaient l'application mécanique d'une solution définie pour tous les pays et qu'il fallait plutôt *«[...] étudier concrètement et [...] prendre en considération les particularités du développement du fascisme et des formes diverses de la dictature fasciste dans les différents pays et aux différentes étapes. [...] Lénine nous mettait en garde contre «la standardisation, l'ajustement mécanique, l'identification des règles tactiques, des règles de lutte».»*

Pareillement, pour prendre l'exemple du PCF, il appelait dès 1932 à l'unité à la base avec les ouvriers socialistes tout en tenant la ligne de Classe contre Classe, qui dénonçait la collaboration de la social-démocratie avec la bourgeoisie, affaiblissant ainsi le rempart anti-fasciste.

Les PC de l'époque étaient fidèles à la stratégie de la révolution ininterrompue par étapes, en opposition à la stratégie trotskiste de révolution permanente. Les communistes analysaient alors avec justesse que le fascisme était bel et bien un saut qualitatif du capitalisme (et pas une simple forme plus brutale) et qu'il fallait donc adapter les tactiques, l'imminence de la guerre imposant un

large front démocratique antifasciste. En pratique, cela s'est traduit par la mise en place de Fronts Populaires anti-fascistes par les communistes dans les pays où c'était possible puis par le développement d'une résistance intérieure dans tous les pays occupés. Pour certains trotskistes, cela s'est traduit en pratique par un refus de participer à la résistance avec l'excuse «le SS est aussi un ouvrier trompé par sa bourgeoisie» et que tout nationalisme sert au final la bourgeoisie (autant dire que le principe d'autodétermination des peuples passe à la trappe...).

Si le VIIè Congrès de l'Internationale Communiste critiquait le sectarisme et le manque de lien avec les masses de certaines sections avant 1935, c'est principalement au sortir de la guerre qu'il faut critiquer certains PC, notamment le PCF, pour avoir abandonné les armes et dissout l'embryon d'Armée Populaire qu'était la Résistance sans avoir pris le pouvoir. Les directions révisionnistes de l'époque étaient déjà dans l'illusion du passage pacifique au socialisme. Notons qu'alors, l'Internationale Communiste n'existe plus depuis 1943.

Il y a également la question de la Guerre Civile en Espagne. C'est un sujet qui devrait être traité dans un article à part entière. Mentionnons juste le fait que les Brigades Internationales ont été mises en place par l'Internationale Communiste et que les raisons de la défaite du camp anti-fasciste sont multiples: grandes divisions entre communistes, anarchistes et socialistes sur les questions de tactique et de stratégie; soutien de Hitler et Mussolini à Franco; isolement international des républicains espagnols (seuls l'URSS et le Mexique apporteront leur soutien matériel au mouvement).

Donc, nous avons vu que:

★ le fascisme ancien était une forme de la dictature de la bourgeoisie qualitativement différente et pas simplement une forme quantitativement plus brutale;

★ la base économique du fascisme est l'impérialisme en crise, le fascisme servant à la bourgeoisie impérialiste pour étendre et approfondir son exploitation de la classe ouvrière;

★ la base idéologique du fascisme est le nationalisme comme repli identitaire, divisant artificiellement la classe ouvrière et accentuant ainsi les contradictions au sein du peuple (en général nationaux/immigrés).



L'Affiche rouge, propagande nazie

Le fascisme moderne

Certains camarades, particulièrement les marxistes-léninistes, n'acceptent pas le fascisme moderne. Ils et elles en restent à la manifestation historique du fascisme. Pourtant, en tant que dialecticiens matérialistes, les communistes savent que les phénomènes ne sont pas figés et qu'ils évoluent, se métamorphosent en fonction des conditions économiques, politiques, sociales, culturelles, etc. Ainsi, considérer le fascisme comme ne correspondant qu'à son expression historique et ancienne, comme figé dans l'histoire, c'est ne pas voir et ne pas comprendre la loi du mouvement qu'est la dialectique matérialiste.

Donc, pour comprendre ce qui caractérise et définit le fascisme moderne aujourd'hui, nous devons analyser les conditions sociales, économiques et politiques de notre époque.

Depuis la fin de l'URSS en 1991, l'impérialisme met en place ses programmes de «réforme économique» pour étendre son emprise sur l'économie mondiale. La chute de l'URSS revêt plusieurs aspects.

Le premier, et il est important de le comprendre, c'est que cette chute n'est pas le fruit d'un évènement soudain, accidentel, mais bel et bien le fruit d'un processus de restauration du capitalisme qui a commencé dès 1956, lors du XXè Congrès du PCUS, avec l'avènement de Khrouchtchev.

Le deuxième aspect, qui découle du premier, c'est que l'existence de deux marchés opposés (capitaliste et socialiste) a totalement disparu (pour le moment): le marché capitaliste a finalement vaincu, ouvrant grand la porte à son extension et à son hégémonie.

Ainsi, les processus dits de «mondialisation» ou «globalisation» et de «libéralisation» des services connurent une nouvelle vigueur.

Mais le démantèlement économique de l'URSS n'est pas la seule raison de la victoire du capitalisme. Idéologiquement, la bourgeoisie impérialiste pouvait clamer haut et fort la mort du marxisme et l'échec du communisme et, il faut bien le reconnaître, ce discours étayé par la chute du bloc de l'Est eût un certain écho au sein des masses, particulièrement dans les pays impérialistes.

Il faut dire que ce discours n'est pas nouveau et qu'il a également été étayé en interne par de nombreux «communistes» auto-proclamés. On peut ainsi citer l'exemple le plus important avec la prise de pouvoir par Deng Xiaoping en Chine et la subséquente liquidation du socialisme et le rétablissement du capitalisme. La théorie du «passage pacifique au socialisme» portée par de nombreux partis «communistes» a également effrité toute opposition réelle et déterminée en s'intégrant de plus en plus à la machine d'Etat bourgeoise.

Ainsi, ce que nous voulons démontrer c'est que l'extension et la domination du marché capitaliste n'a été possible que parce qu'il n'y avait plus d'Etat

socialiste en face et plus de Parti Communiste assez fort pour y faire face. Nous sommes toujours dans cette situation aujourd'hui, même si nous sommes témoins de certaines avancées des communistes révolutionnaires authentiques, principalement en Asie du Sud.

Ce premier point est important. Nous sommes dans un contexte politique et économique global où le système impérialiste est sur une lancée victorieuse d'expansion et d'intensification de l'exploitation depuis une vingtaine d'années. Cela ne signifie pourtant pas que tout soit rose et radieux pour l'impérialisme.

Depuis 2008, une crise économique profonde fait trembler le système impérialiste mondial. La restructuration du capitalisme –caractérisée par une financiarisation accrue de l'économie et un transfert industriel des pays au capitalisme avancé vers les pays au capitalisme en développement- est en réalité accélérée par la crise. Rien qu'en France, depuis 2008, plus de 500.000 emplois ont été détruits dans le privé, dont 284.000 emplois industriels. Cette crise a encore aujourd'hui des répercussions dans tous les pays. De plus, il n'est pas certain que malgré une certaine reprise grâce à l'intervention massive des différents Etats, la crise soit complètement oubliée.

Cette crise a eu de sérieuses répercussions sur les conditions de vie des masses populaires. Car se sont bien ces dernières qui vont payer la crise, pas les responsables! Aux USA, dans les Etats européens, le chômage est monté en flèche. Des Etats comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie, la France, etc. ont pris des mesures d'austérité pour garantir leur propre survie (du point de vue capitaliste, bien évidemment). Cela a provoqué de grandes vagues de lutte et un approfondissement de la crise de la social-démocratie.

Ces conditions objectives sont donc propices à l'essor du mouvement révolutionnaire. Mais elles le sont également pour un regain nationaliste dans les pays impérialistes, et donc, d'une certaine façon, du fascisme.

Mais clairement, dans les pays impérialistes, la bourgeoisie n'a pas besoin aujourd'hui de recourir à la forme ancienne de fascisme. Nous l'avons vu, il n'y a plus de camp socialiste et les forces révolutionnaires réelles sont faibles. Il n'y a pas de menace directe organisée contre les Etats impérialistes: les directions syndicales sont largement incorporées à la machine d'Etat bourgeoise, les partis dits «de gauche» n'offrent tout au mieux que des solutions réformistes utopiques et même les partis dits «d'extrême gauche» (principalement les trotskistes) sombrent dans le crétinisme parlementaire et révèlent au grand jour leur incapacité à jouer un rôle révolutionnaire.



En revanche, les masses populaires se rebellent, se révoltent, et parfois de manière violente voire armée (notamment la nouvelle vague de lutte dans les usines en France en 2009 et les révoltes dans les banlieues ouvrières désindustrialisées) contre la bourgeoisie et l'Etat. La colère gronde mais ne trouve pas l'expression complète, organisée, qui lui donnerait la force de se transformer en tempête révolutionnaire. Pour transformer cette situation, les Partis Communistes révolutionnaires d'aujourd'hui, les Partis maoïstes, doivent trouver les moyens adéquats pour organiser les masses, qu'elles reprennent leurs affaires en mains, et développer la Guerre Populaire au cœur même de la bête impérialiste.

Donc, dans cette situation où elle a le dessus mais qu'elle fait quand même face à une montée de la colère des masses, la bourgeoisie n'a pas besoin d'utiliser les méthodes du fascisme ancien (assassinats ciblés, parti unique, interdiction des syndicats, etc.) puisque les partis d'opposition et les syndicats sont intégrés au système (tout comme les journalistes le sont avec l'armée américaine en Irak: de terrain et «indépendants» mais intégrés aux troupes). Et pourtant, c'est bien un système fasciste sous une forme moderne qui se développe dans les pays impérialistes. Les deux pays à la pointe dans ce domaine sont la France et l'Italie. Nous allons donc prendre leur exemple pour montrer les caractéristiques du fascisme moderne.

Premièrement, le fascisme moderne c'est le système qui permet à la bourgeoisie impérialiste d'exercer sa domination la plus totale sur le prolétariat. Alors que la démocratie bourgeoise essayait de gommer les contradictions de classe tout en privilégiant les classes bourgeoises, le fascisme moderne agit franchement et directement en faveur de la bourgeoisie. Il n'y a qu'à observer les «réformes» du gouvernement français: elles vont toutes dans le sens d'une oppression économique de plus en plus grande du prolétariat, et plus largement des couches populaires, et d'une plus grande liberté, et toujours davantage d'intérêts, pour les classes bourgeoises. Il n'y a qu'à voir combien le fossé se creuse entre les franges les plus pauvres de la population et celles les plus riches. Le code du travail est cassé et tous les progrès sociaux acquis par la lutte depuis la fin de la seconde guerre mondiale sont démantelés.

Deuxièmement, en raison des mesures à sens unique en faveur de la bourgeoisie, des révoltes sporadiques éclosent. Pour les mater, le fascisme moderne s'accompagne de son corollaire, l'Etat policier. Face à ces révoltes, l'Etat policier frappe un grand coup pour intimider et utilise également tout son arsenal juridique pour réprimer (dans le cas de la France, Lois sur la Sécurité Intérieure, de prévention de la délinquance, «réforme» de la justice avec la suppression du juge

d'instruction –indépendant-, ...). Peu importe que les inculpés et incarcérés soient coupables ou non, il s'agit de «faire l'exemple». Il développe également tout un tas de technologies de surveillance (écoutes, surveillance électronique, drones, fichage ADN, ...) et de combat (nouvelles armes prétendument «non-létales»: taser, flash ball, grenades explosives, ...).

Troisièmement, le caractère raciste et xénophobe de l'Etat. Afin de «diviser pour mieux régner» et exploiter les contradictions au sein du peuple, l'Etat fasciste moderne introduit directement, de l'intérieur, des politiques ouvertement racistes, xénophobes et généralement anti-islamiques. Cela se vérifie particulièrement dans le traitement politique de l'immigration où les populations migrantes venant de pays dominés ou de pays capitalistes peu développés sont accusées de tous les maux. Mais cela va plus loin car la guerre est également menée contre les fils et filles des migrants d'une ou plusieurs générations, majoritairement d'origine prolétaire. Ainsi, en France, les jeunes des banlieues ouvrières désindustrialisées sont régulièrement pris pour cible par l'Etat fasciste moderne et désignés comme des parasites fauteurs de trouble dont ce serait en réalité la «nature»... Ces jeunes sont français mais sont rejetés par l'Etat raciste. Sarkozy a même parlé de mettre en place des mesures de destitution de la nationalité pour certains types de délinquants d'origine étrangère. De même, avec la campagne sur l'identité nationale, le gouvernement français veut exploiter l'islamophobie pour diviser encore plus la classe ouvrière. Bref, tous ceux qui ne sont pas blancs et/ou assimilés sont indésirables en France. Avec une telle politique raciste et xénophobe, pas besoin de parti fasciste traditionnel au pouvoir !

Quatrièmement, le fascisme moderne repose principalement sur la bourgeoisie mais tente également de séduire la petite bourgeoisie et une partie de la classe ouvrière. Les réformes économiques vont unilatéralement dans le sens de la bourgeoisie. Mais par certains aspects de la politique fiscale, le gouvernement essaye de séduire la petite bourgeoisie. Par sa politique nationaliste étroite (pas au sens économique mais plutôt idéologique), il essaie également de séduire une partie de la classe ouvrière en désignant les étrangers et les jeunes issus de l'immigration comme responsables des maux de la classe ouvrière (notamment le chômage, mais également la délinquance).

Cinquièmement, la concentration médiatique. Que ce soit en France ou en Italie, les journaux et les télévisions sont ultra-concentrés entre les mains des mêmes groupes financiers. D'autant plus en Italie où Silvio Berlusconi est lui-même patron de grands médias. Cette concentration médiatique nuit gravement à une presse indépendante du pouvoir et qui ne soit pas un outil de propagande en faveur des intérêts de la bourgeoisie. S'il est certain qu'on ne peut pas dire que les médias contrôlent complètement les choix de la population, il est indéniable que l'influence médiatique est importante (voir l'exemple de la note 10).

Sixièmement, le fascisme moderne est résolument anti-communiste. Ce n'est pas pour rien si les programmes des livres d'histoire contiennent des contre-vérités historiques anti-communistes. Sarkozy a lui-même déclaré vouloir «liquider l'héritage de mai 68». Ceci est un signal fort car mai 68 a représenté l'espoir de la classe ouvrière en France. Au niveau européen, les députés du groupe auquel appartient l'UMP ont demandé à ce que des monuments soient dressés «en souvenir des victimes du communisme». En Italie, le pouvoir essaye de faire revivre l'impossible équation communisme=nazisme.

On le voit bien, le fascisme moderne ce n'est pas seulement un processus de réactionnarisation ou encore une contre-révolution préventive. C'est même plus qu'une simple fascisation. Le fascisme moderne, c'est un système à part entière qui a dépassé la démocratie bourgeoise. Ceci étant dit, le fascisme moderne est en constant développement. Avec le développement du mouvement révolutionnaire, il est possible que le fascisme moderne prenne une forme plus proche du fascisme ancien. Mais ce n'est pas une nécessité pour lui à l'heure actuelle.

Définir la période actuelle comme du fascisme moderne n'est pas simplement une question de rhétorique. Cela a des répercussions directes dans l'élaboration des tactiques et stratégies du Parti révolutionnaire et donc de notre pratique. Ainsi, puisque la collaboration de classe avec l'appareil d'Etat sert le fascisme moderne dans sa légitimation et l'effacement de toute opposition réelle, nous refusons de participer à toute structure institutionnelle incorporée à l'Etat fasciste moderne. En clair, ça signifie pas de participation aux élections dans les conditions actuelles et appel à l'unité à la base (syndiqués et non syndiqués) en contradiction avec les directions conciliatrices des syndicats officiels («partenaires sociaux»...). La classe ouvrière doit d'autant plus conquérir son autonomie dans ces conditions. Pas de front antifasciste classique mais mise en place de la stratégie et des tactiques de la Guerre Populaire prolongée, donc de développement de structures de gouvernements parallèles (sous une forme ou une autre, souvent temporaires au vu de la situation dans les pays impérialistes) et d'un Front Uni large rassemblant les larges masses populaires organisées dans des structures autonomes des organisations réformistes. A partir de ces conclusions majeures se développe plus précisément la ligne du Parti, par la pratique et par le lien constant avec les masses.

Conclusion

Avec comme point de départ le point de vue matérialiste dialectique, nous comprenons que le fascisme n'est pas un monolithe. Il est apparu dans certaines conditions historiques qui ne seront jamais réunies de la même manière. De même, au vu de la défaite du fascisme, il est clair qu'il ne pourra jamais revenir sous la même forme. En revanche, le fond reste sensiblement le même: il s'agit pour la bourgeoisie de trouver un système qui permette d'approfondir l'exploitation du prolétariat et des masses laborieuses plus encore, de développer la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat. Dans les conditions objectives actuelles (notamment l'hégémonie de l'impérialisme et la faiblesse globale des forces révolutionnaires), nul besoin à la bourgeoisie de recourir à un système aussi oppressif que les premiers Etats fascistes.

Pour autant, le système actuel n'est pas une simple augmentation de l'oppression, une simple réactionnarisation. L'intégration des outils de lutte traditionnels de la classe ouvrière tels que les syndicats à l'appareil d'Etat bourgeois (et la collaboration de classe qui en résulte), le caractère ouvertement raciste et xénophobe de l'Etat, le développement particulièrement intensif de l'Etat policier, sont tous la preuve qu'il y a bel et bien un saut qualitatif dans le système de domination et d'oppression du prolétariat par la bourgeoisie.

Evidemment, le fascisme moderne n'est pas figé et il y a même fort à parier qu'il s'accentuera. C'est pourquoi nous ne devons pas attendre que le phénomène soit arrivé à son apogée pour le reconnaître, l'analyser, le caractériser et le combattre. Il est là sous nos yeux. Le comprendre permettra aux révolutionnaires sincères de se doter d'un outil pour mener à bien la lutte et développer une ligne correcte au sein du Parti et ainsi mettre toutes les chances de notre côté pour vaincre le système impérialiste.

---

1. G. Dimitrov, I. Le fascisme et la classe ouvrière, VIIè Congrès Mondial de l'Internationale Communiste, 1935

2. idem

3. Le traité de Versailles imposait plusieurs restrictions et interdictions à l'armée allemande, comme la limite de 100.000 hommes à ne pas dépasser, les armes lourdes interdites pour l'armée de terre, suppression de l'aviation militaire, interdiction des sous-marins, etc.

4. Voir à ce sujet la brochure «Les falsificateurs de l'histoire» de février 1948, rééditée par le Parti Communiste maoïste de France et ce qu'affirme Winston Churchill dans ses mémoires: «l'offre des Soviétiques fut ignorée dans les faits. Ils ne furent pas consultés face à la menace hitlérienne et furent traités avec une indifférence, pour ne pas dire un dédain, qui marqua l'esprit de Staline. Les évènements se déroulèrent comme si la Russie soviétique n'existait pas. Nous avons après-coup terriblement payé pour cela.»

5. Dimitrov, Pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme, VIIè Congrès Mondial de l'Internationale Communiste, 1935

6. «Pour cette lutte quotidienne acharnée, le Parti Communiste appelle tous les ouvriers, tous les travailleurs à s'unir dans des Comités de lutte, dans des Comités du Bloc Ouvrier et Paysan, à entrer nombreux dans ses rangs et dans les syndicats unitaires. Il tend fraternellement la main aux ouvriers socialistes et les appelle à lutter en commun avec les ouvriers communistes contre la bourgeoisie dont la politique anti-ouvrière est soutenue par le Parti socialiste,», VIIè Congrès du Parti Communiste Français Manifeste aux ouvriers, aux paysans, à tous les travailleurs !, mars 1932

7. On ne traitera pas ce sujet dans cet article mais en deux mots, on peut dire que la Chine est devenue un pays social-fasciste puisque ce sont en dernier lieu les structures du Parti et de l'Etat dirigé par le Parti «Communiste» Chinois qui servent l'économie capitaliste et la bourgeoisie impérialiste en baptisant ce système «socialisme de marché»... Encore une fois, la loi de la contradiction nous enseigne qu'au sein d'une contradiction, un des aspect est dominé et l'autre dominant. Il est donc impossible qu'existe une telle chose que le «socialisme de marché»: c'est du capitalisme, point barre.

8. Nous parlons ici du système impérialiste sans oublier qu'il existe des contradictions inter-impérialistes. Si le système économique capitaliste est hégémonique, il est loin d'être monolithique.

9. La part de l'industrie dans les destructions d'emplois est donc de plus de 55% alors qu'elle ne représente qu'environ 20% de l'emploi privé.

10. Quand nous disons utopiques, nous pensons qu'il est plus réaliste de développer une solution révolutionnaire à la crise (à savoir la révolution socialiste) que d'essayer de réformer le système capitaliste pour lui donner «un visage humain» ou «vert».

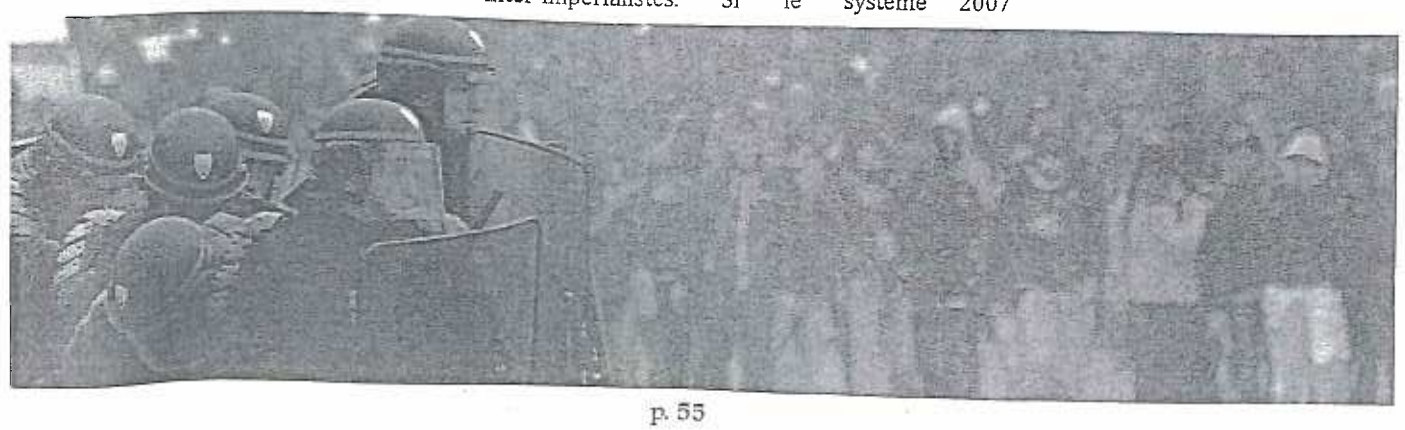
11. Par exemple, Denis Kessler, vice-président du MEDEF délare le 4 octobre 2007: «C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !»

12. On retrouve des lois et des réformes similaires en Italie. En ce qui concerne les réformes de l'appareil judiciaire, les lois vont en général vers le durcissement du traitement des petits délits et vers l'assouplissement des délits d'ordre financiers ou d'empêcher la justice de poursuivre les politiciens corrompus.

13. Cette délinquance est parfois réelle mais elle est souvent perçue. Ainsi, suite à la campagne médiatique de 2002 sur le thème de l'insécurité, des villages qui n'étaient témoins d'aucun trouble avaient voté pour Le Pen qui avait fait de l'insécurité son thème de campagne majeur.

14. Le référendum de 2005 le prouve où TOUS les médias faisaient campagne pour le OUI et où finalement le NON l'a emporté.

15. "Dans cette élection, il s'agit de savoir si l'héritage de mai 68 doit être perpétué ou s'il doit être liquidé une bonne fois pour toutes", Sarkozy, discours de Bercy, 29 avril 2007



TEXTES ET CLASSIQUES DISPONIBLES

KARL MARX	P A F
La question juive	1 €
Salaires prix profits	1 €
Capital résumé	1 €
Capital chapitre 3 (en farsi)	3 €

MARX-ENGELS	
Manifeste du PC (dispo en chinois)	2 €

ENGELS	
Le rôle violence dans l'histoire	3 €
Origine famille, propriété, état	12 €
Question du logement	3 €
Socialisme Utopique et Scientifique	1 €

PLEKHANOV	
Conception matérialiste histoire	1 €
Le rôle de l'individu dans l'histoire	2 €

TCHAGUINE	
Esprit parti en philo et subj bourg	1 €

LENINE	
3 sources du marxisme	0, 5 €
Guerre et Paix	2 €
L'impérialisme et la veille de la révolution prolétarienne	2 €
Lettres aux ouvriers d'Amérique	0, 5 €
Note critique sur la q° coloniale	2 €
Lénine et la religion	0, 5 €
A propos du mot d'odre EU	1 €
L'Etat et la Révolution	5 €
Photos	1 €
Biographie (Tcherbakov)	1 €
Prévisions révolutions en Orient	0, 5 €
Discours au Congrès de l'IC	1 €
Sur le mvt de libération nationale	1 €
Sur l'impérialisme est la veille de la révolution sociale du prolétariat	1€
Sur la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat	1 €
Sur la guerre et la paix	1 €
Sur le parti révolutionnaire du prolétariat de type nouveau	1 €
Sur la lutte contre le révisionnisme	1 €

STALINE	
Perspectives Révolution Chine	0, 5 €
Principes du léninisme	5 €
Marxisme et question nationale	3 €
Sur guerre patriotique	0, 5 €
Questions /Réponses	1 €
Matérialisme Dialectique	1 €
Prob éco du socialisme en URSS	2 €
Biographie	2 €
Trotskisme ou léninisme	1 €

TEXTES URSS	
Manuel Eco-Politique	10 €
Les falsificateurs de l'Histoire	1 €
Histoire du PCUS (ext)	1 €

Imp. Spé.

Lénine géant de la pensée	1 €
Trotski et le trotskisme	3 €
VIIè Congrès de l'Internationale	2 €
III INTERNAT Chine 1926	2 €

MAO TSE-TUNG	
Résolution contradiction peuple	1, 5 €
Petit livre rouge	5 €
De la Pratique (dispo en chinois)	1 €
De la contradiction	1 €
Quatre essais philosophiques	5 €

TEXTES CHINOIS	
D'où proviennent les divergences	1 €
Div avec Togliatti	1€
Div Thorez	1€
Lettre en 25 points	1, 5€
Décision du PCC sur la GRCP	0,5€
Deux politiques opposées	1€
Sur la question de Staline	1€
Glorifier la littérature	0, 5€
Vive le triomphe de la GRCP	1€

TAO CHOU	
Les Communes Populaires	1€

ZHANG CHUNQIAO	
Dictature sur bourgeoisie	1 €

FRANCE	
La femme et le communisme	10 €
Internationale (chant)	1 €
Vive la Commune	2 €
Tactique réviso du prog commun	0,5€
Répression du 8 février 1962	1 €
Pierre Sémard	0,5 €
André MArty - G. Dimitrov	1 €
Khadache - 8 mai 1945	1,5 €

DIVERS	
Biblio commentée du marxisme	3 €
Interview du Président Gonzalo	3 €
Qqes docs importants du PCN-M	2 €
Déclaration du MRI - Vive le MLM	0,5 €
Arundathi Roy - Ma marche	2 €

PC MAOÏSTE DE FRANCE	
Ebauche d'analyse de classe	1€
Programme, tactique et stratégie	0,5€
Mai 68 et la Gauche Prolétarienne	1€
Sur l'Unité des Communistes	1€
La Guerre Populaire en Inde	3€
La GP dans les pays impérialistes	1€
Cahiers du maoïsme	2€
De la révolte des banlieues	2€
Petit manuel anticolonial	10€
La construction du socialisme	12€
DR spécial 10 ans	3 €

LA VOIE MAOÏSTE - MAOIST ROAD 5€

LA CAUSE DU PEUPLE (mensuel à prix libre)

Pour se les procurer :

Librairie Le Point du Jour
58 rue Gay Lussac 75005 – Paris

Quilombo
23 rue Voltaire 75011 Paris

drapeaurouge@yahoo.fr
drapeaurouge.over-blog.com

Nous pouvons également envoyer des photocopies d'autres ouvrages (prix photocopies + envoi)

SOMMAIRE

Vive le 10ème anniversaire du PCmF p.4
Raymond, un ouvrier maoïste p.5
Le principal et le secondaire - sept 01 - p.6
La création du PCmF, un bond qualitatif - jan 02 - p.8
Les conceptions anti-partis et leurs bases idéologiques - jan 02 - p.9
Réponses aux questions posées - sept 02 - p.12
Sur la question de l'Etat - mai 03 - p.18
La loi Perben II, un instrument judiciaire du nouveau fascisme - oct 04 - p.20
Communistes et anarchistes - mai 05 - p.22
Théorie marxiste-léniniste-maoïste - sept 05 - p.23
Question militaire et révolution prolétarienne - sept 05 - p.24
De la révolte à la révolution prolétarienne - oct 06 - p.25
La politique d'ouverture de Nicolas Sarkozy - oct 07 - p.26
La Guerre Populaire dans les pays impérialistes - sept 08 - p.27
Anarchistes et communistes, les divergences - fév 09 - p.31
La révolution culturelle - mai 09- p.33
A propos des élections - sept 09 - p.36
Le G8 ou le G20 peuvent-ils résoudre la question du changement climatique ? - sept - p.39
Autonomie des universités - sept 09 - p.41
Sur la violence révolutionnaire - jan 10 - p.42
Le mlm est l'arme pour lutter contre l'impérialisme - jan 11 - p.45
L'unité des communistes passe par la lutte idéologique - jan 11 - p.46
Fascisme Moderne, Fascisme Ancien - jan 11 - p.50